



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 24 NOVEMBRE 1917.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 24TH NOVEMBER, 1917.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes :

Québec, le 2 novembre 1917.

M. Arthur Brochu, de Val-Brillant, greffier de la cour de magistrat de cette localité.

Québec, le 14 novembre 1917.

M. Ernest-Walter Sayer, electricien, Montréal, juge de paix pour le district de Montréal.

M. Léon-P. Marcotte, cultivateur, de West Broughton, comté de Mégantic, juge de paix pour le district d'Arthabaska. 5149

M. Anthime Dubreuil, notaire, de Mont-Laurier, registrateur de la division d'enregistrement No 2 du comté de Labelle, à compter du 1er janvier 1918. 5195

Proclamation

Canada,
Provinces de
Québec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et

Appointments

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments, viz :

Québec, 2nd November, 1917

Arthur Brochu, of Val-Brillant, clerk of the Magistrate's Court of that place.

Québec, 14th November, 1917.

Ernest-Walter Sayer, electrician, Montreal, to be a justice of the peace for the district of Montreal.

Léon-P. Marcotte, farmer, of West Broughton, county of Megantic, to be a justice of the peace for the district of Arthabaska. 5150

Anthime Dubreuil, notary, of Mont-Laurier, to be registrar of the registration division No. 2 of the county of Labelle, from and after the 1st January, 1918. 5196

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and

des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec, SALUT.

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le vingt-neuf novembre mil neuf cent dix-sept, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au quatre décembre prochain;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec, le vingt-neuf novembre prochain; vous convoquons par les présentes pour le QUATRE DÉCEMBRE prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en ladite cité de Québec, pour y EXPÉDIER LES AFFAIRES DE LA PROVINCE et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec, TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR PIERRE-EVARISTE LE BLANC, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce DIX-HUITIÈME jour d'OCTOBRE, l'an de grâce mil neuf cent dix-sept et de Notre règne le huitième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne en chancellerie,
Québec.
4729—42-7 L.-P. GEOFFRION.

Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India:—

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Québec, GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Québec stands prorogued to the twenty-ninth day of November, one thousand nine hundred and seventeen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the fourth day of December next;

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Québec on the twenty-ninth day of November next, and hereby convene you for the FOURTH day of DECEMBER next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Québec, for the DESPATCH OF THE BUSINESS OF THE PROVINCE, and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Québec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR PIERRE-EVARISTE LE BLANC, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Québec, this EIGHTEENTH day of the month of OCTOBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventeen and in the eighth year of Our Reign.

By command,

L.-P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery, Québec.
4730—42-7

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

CONCERNANT LES BILLS PRIVÉS QUI SERONT PRÉSENTÉS PENDANT LA PROCHAINE SESSION.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 20 novembre 1917 et présentés avant le 25 décembre 1917, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 14 et reçues avant le 19 décembre 1917, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 8 janvier 1918.

Québec, ce 18 octobre 1917.

Le greffier,
4727—42-7 L.-P. GEOFFRION.

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

RELATING TO PRIVATE BILLS TO BE INTRODUCED DURING THE COMING SESSION.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 20th November, 1917, and introduced before the 25th December, 1917; petitions for the introduction of private bills must be presented before the 14th and received before the 19th December, 1917; and reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 8th January, 1918.

Québec, 18th October, 1917.

L.-P. GEOFFRION,
4728—42-7 Clerk.

Lettres patentes

"Le Club Nautique de Sorel, Incorporé".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14 novembre 1917, constituant en corporation MM.

Letters patent

"Le Club Nautique de Sorel, Incorporé".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Québec, bearing date the 14th November, 1917, incorporating Alfred Beauche-

Alfred Beauchemin, Napoléon Latraverse et Albert Beauchemin, industriels ; Georges-E. Beauchemin, bourgeois ; Joseph-O. Dauphinais, protonotaire ; Joseph-P. Paul, marchand ; Albert Lizotte, Emile Latraverse et Lucien Lussier, commis, tous de Sorel, dans les buts suivants :

Faire et promouvoir l'étude de toutes questions sociales importantes du jour ;

Acquérir et maintenir une maison de club, en la cité de Sorel, ou à proximité de la dite cité, pour fins de récréation, éducation, amusement, et établir des logements dans la dite maison du club, et y établir et maintenir, en outre, un buffet, salles à manger, salles de billard pour les membres du club et leurs amis, ainsi que l'obtention et l'exploitation d'une licence pour la vente de liqueurs alcooliques, dans le dit établissement, aux membres du club et leurs amis, ce en autant que permis par et suivant les lois de cette province ;

Acquérir, recevoir, posséder, louer, hypothéquer, aliéner, échanger et céder des propriétés mobilières et immobilières qui pourraient être nécessaires, de temps à autre, pour les fins du club ;

Signer, tirer, accepter, endosser, négocier et émettre des lettres de crédit, billets promissaires, chèques et autres effets et valeurs négociables et transférables ;

Adopter des règlements concernant l'admission, la conduite et les droits et avantages des membres et leur expulsion ;

Adopter des règlements concernant l'administration du club, particulièrement quant à la cession ou le transport des actions ou parts, pour décréter que telle cession ou tel transport d'actions devra, pour valoir et conférer au cessionnaire les droits et pouvoirs que tel certificat d'actions ou de parts comporte et que la loi accorde, être au préalable, approuvé par le bureau de direction, à l'exception, cependant, des cessions ou transports faits et exécutés par cession judiciaire, testament ou succession, vente judiciaire ou toute autre vente ou cession ayant le caractère d'une vente faite sous l'autorité de la justice ;

Faire toutes autres choses propres à atteindre la totalité ou chacun des objets pour lesquels le club est établi, ou s'y rattachant et pour lesquels cette compagnie est organisée, sous le nom de "Le Club Nautique de Sorel, Incorporé", avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Sorel,

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de novembre 1917.

Le sous-secrétaire de la province,

5135—47-2

C.-J. SIMARD.

min, Napoléon Latraverse et Albert Beauchemin, manufacturers ; Georges-E. Beauchemin, gentleman ; Joseph-O. Dauphinais, prothonotary ; Joseph-P. Paul, merchant ; Albert Lizotte, Emile Latraverse and Lucien Lussier, clerks, all of Sorel, for the following purposes :

To take up and promote the study of all important social questions of the day ;

To acquire and maintain a club house in the city of Sorel, or close to said city, for recreative, educational and amusement purposes and to establish lodgings in said club house and also establish and maintain therein a buffet, dining rooms, billiard rooms for the club members and their friends, and also to obtain and operate a license for the sale of alcoholic beverages, in said establishment, to the club members and their friends, in so far as permitted under and by the laws of the Province ;

To acquire, receive, own, lease, hypothecate, alienate, exchange and convey the moveable and immoveable property which may from time to time be deemed necessary for the club purposes ;

To sign, draw, accept, endorse, negotiate and issue letters of credit, promissory notes, cheques and other negotiable and transferable instruments ;

To adopt by laws respecting the admittance, conduct, rights and advantages of the members and their expulsion ;

To adopt by laws respecting the management of the club, especially as to the assignment or transfer of shares and to enact that such assignment or transfer of shares shall, in order to give and confer to the transferee the rights and powers given by such certificate of shares and granted by law, be previously approved by the Board of Directors, save and except, however, the assignments or transfers made and executed by judicial assignment, will or inheritance, judicial sale or any other sale or assignment made under the authority of justice.

To do any other things conducive to the attainment of the whole or any of the objects for which the club is established or incidental thereto and for which the company is incorporated, under the name of "Le Club Nautique de Sorel, Incorporé", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Sorel.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of November, 1917.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

"Victoria Doll and Toy Manufacturing Company, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-quatrième jour d'octobre 1917, constituant en corporation MM. Henri-E. Bourdeau, Louis Caron, agents ; Georges-E. Desmarais, voyageur de commerce ; David King, inspecteur d'assurance ; Louis-Charles Boucher, comptable, tous de Montréal ; dans les buts suivants :

Fabriquer, produire, acheter ou vendre, importer ou exporter en gros ou en détail, des jouets en bois, fer, ferblanc, acier, caoutchouc, papier

"Victoria Doll and Toy Manufacturing Company, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of October, 1917, incorporating Henri-E. Bourdeau, and Louis Caron, agents ; Georges-E. Desmarais, commercial traveler ; David King, insurance inspector ; Louis-Charles Boucher, accountant, all of Montreal, for the following purposes :

To manufacture, produce, buy or sell, import or export, wholesale or retail, wooden, iron, tin, steel, rubber, papier-maché toys of all kinds or

maché de toutes sortes, et faits de toute autre matière, ainsi que les matières s'y rapportant; et toutes machines, outils et accessoires employés dans la fabrication des jouets;

Acquérir et assumer, soit comme commerce en opération ou autrement, les affaires et entreprises, les créances et dettes d'aucune personne, maison ou compagnie exerçant une industrie semblable à celle de la présente compagnie ou s'y rapportant, les payer totalement ou partiellement en espèces ou en parts acquittées de la présente compagnie;

Acquérir par achat, location ou autrement, ou prendre à charge toute ou aucune partie de la propriété commerciale ou des obligations d'aucune personne ou compagnie, convenant aux objets de la présente compagnie;

Conclure tout arrangement avec toute personne ou compagnie, en vue des services que pourront rendre telle personne ou compagnie, et payer ces arrangements ou services en espèces ou actions acquittées de la présente compagnie, totalement ou partiellement;

Demander, acheter ou autrement acquérir toute marque de commerce, brevet d'invention, licence, concession ou autres privilèges semblables conférant un droit limité, exclusif ou non exclusif, à l'usage de tout secret ou renseignement relatif à toute invention qui pourra être susceptible d'être utilisée pour les fins de la présente compagnie, ou dont l'acquisition sera jugée de nature à aider, directement ou indirectement, à la présente compagnie;

Se servir, exploiter, développer ou accorder des permis en rapport avec les biens, droits et renseignements ainsi acquis ou les mettre autrement à profit;

Acheter, acquérir par achat, octroi, donation, transport, échange ou par aucun autre titre légal, et d'aucune manière, du capital, des parts, obligations, ou autres valeurs et titres d'aucune compagnie ou corporation, des pouvoirs, privilèges, droits patentés, brevets d'invention, procédés ou autres, engins mécaniques ou autres, et les payer au moyen d'actions libérées de la compagnie, ainsi que le droit de les vendre ou de les faire vendre par aucune personne ou corporation suivant les stipulations et conditions, escomptes ou commissions que les directeurs jugeront avantageux;

Généralement acheter, prendre à charge, à bail, en échange, louer, ou autrement acquérir tous les biens mobiliers ou immobiliers, droits ou privilèges que la présente compagnie estimera nécessaires ou convenant à ces objets, et spécialement posséder des terrains, bâtisses, commodités, machineries, boutiques et fonds de commerce;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire tourner à son bénéfice ou autrement disposer de toute ou aucune partie des propriétés et droits de la présente compagnie;

Se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie, directement ou indirectement semblables à ceux de la présente compagnie;

Emettre et acheter toutes obligations, débentures et débentures stock, que la compagnie jugera convenables, et pour garantir le paiement de ces obligations et débentures, hypothèques, garantir ou mettre en gage tous les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, que la compagnie possède et possèdera dans la province, conformément aux dispositions des articles 6119, 6119a, 6119b, 6119c et 6119d, des Statuts Refondus de la Province de Québec.

Les directeurs pourront défrayer à même les fonds de la compagnie toutes les dépenses encourues pour former, enregistrer et annoncer la

toys made of any other substance and all ingredients relating thereto; and also all machinery, tools and accessories employed in the manufacture of toys;

To acquire and take over as a going concern or otherwise, the business, undertakings, assets and liabilities of any person, firm or company carrying on a business similar or incidental to that of the present company and to pay for same wholly or partly in cash or in paid up shares of the present company;

To acquire by purchase, lease or otherwise or take over the whole or any part of the business, property or liabilities of any person or company suitable for the purposes of the present company;

To enter into any arrangement with any person or company for securing the services which may be rendered by such person or company and to pay for such arrangements or services in cash or in paid up shares of the present company, in whole or in part;

To apply for, buy or otherwise acquire any trade marks, patents, license, concession or other like privileges conferring a limited, exclusive or non-exclusive right to use or any secret or any other information as to any invention capable of being used for the purposes of the present company or the acquisition may seem calculated directly or indirectly to benefit the present company;

To make use of, exploit, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights, and informations thus acquired;

To buy, acquire by purchase, grant, gift, transfer, exchange or by any other legal title and in any manner, the stock, shares, bonds or other securities and titles of any company or corporation, the powers, privileges, patented rights, brevets d'invention, processes or other, mechanical or other devices, and to pay for same by means of paid up shares of the company, with the right to sell or have the same sold by any person or corporation according to the stipulations and conditions, discounts or commissions which the directors may think fit;

Generally to buy, take over by lease or exchange, hire or otherwise acquire all the moveable or immoveable property, rights or privileges which the present company may think necessary or suitable for its purposes, and especially to own lands, buildings, commodities, machinery, shops and stock in trade;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, alienate, turn to account or otherwise dispose of all or any part of the property or rights of the present company;

To amalgamate with any other company whose objects are altogether or partly directly or indirectly similar to those of the present company;

To issue and buy any bonds, debentures and debenture-stock, which the company may think fit, and to guarantee the payment of such bonds, debentures and hypothecs, to guarantee or pledge all the moveable or immoveable property present or future, which the company now owns or may own in the Province, pursuant to the provisions of article 6119, 6119a, 6119b, 6119c and 6119d of the Revised Statutes of the Province of Québec;

The directors may pay out of the funds of the company all expenses incurred for the incorporation, registration and advertisement of the

corporation et rémunérer aucune personne ou compagnie pour services passés ou futurs dans le placement des actions de son fonds social, de ses débetures ou de ses autres valeurs, ou dans l'administration de ses affaires; accomplir tous actes, faire toutes actions et choses se rattachant ou conduisant à l'obtention d'aucun des objets précités;

Enfin faire tout ce qui sera nécessaire ou utile, pour manufacturer et faire le commerce de jouets de toutes sortes, sous le nom de "Victoria Doll and Toy Manufacturing Company, Limited", avec un fonds social de cent quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$199,000.00) divisé en sept cent quatre-vingt-seize mille (796,000) actions de vingt-cinq centins (\$0.25) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Victoriaville, dans le district d'Arthabaska.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour d'octobre 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
5001-46-2 C.-J. SIMARD.

"Descary, Limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du cinquième jour de novembre 1917, constituant en corporation MM. Joseph-Henri Descary, hôtelier, Charles-C. Descary, bourgeois; Albert-D. Descary, gérant, Henri-D. Descary, comptable et Eugène Descary, gérant, tous de la ville de Dorval, district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce de gros et de détail comme marchands généraux, marchands de marchandises sèches, d'épicerie, de chaussures, de ferronneries, de liqueurs, de provisions et de toutes autres marchandises;

Acheter, préparer, manufacturer et vendre des épicerie, produits alimentaires, liqueurs, sirops et autres effets et marchandises dépendant de ce commerce;

Acquérir, posséder, louer, donner à bail, vendre, échanger ou hypothéquer des propriétés immobilières pour les fins dudit commerce;

Acheter, accepter en paiement ou vendre des actions dans d'autres compagnies incorporées;

Tenir des entrepôts et réfrigérateurs pour leur usage personnel et celui du public, avec droit d'émettre des reçus d'entrepôts et de prélever des loyers, commissions et contributions et en général faire tout ce qui dépend de ce genre de commerce;

Acquérir, louer et échanger, en tout ou en partie, le fonds de commerce, les crédits, l'achalandage, les marques de commerce et autres droits et intérêts appartenant à des compagnies incorporées, des sociétés ou individus;

Emettre et répartir en tout ou en partie, les actions acquittées du capital social, les obligations ou autres valeurs de la compagnie en paiement de toutes propriétés mobilières ou immobilières, et de tous droits ou intérêts acquis par la compagnie;

Vendre, louer, engager, céder et transporter la totalité ou aucune partie des biens, droits, franchise, clientèle, commerce ou licence de la compagnie à tous autre compagnie, société ou individu, exerçant un commerce semblable à celui de cette compagnie, et en paiement d'iceux accepter de l'argent, des actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute telle compagnie;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autrement, se rapportant au commerce principal de la compagnie ou de nature à en augmenter la valeur ou lui être profitable d'aucune manière;

corporation, and remunerate any person or company for past or future services in the placing of the shares of its capital stock, debentures or other securities, or in the conduct of its business; to execute all acts and things incidental or conducive to the attainment of the above objects;

Finally to do everything necessary or suitable for the manufacturing of and dealing in toys of every kind, under the name of "Victoria Doll and Toy Manufacturing Company, Limited", with a capital stock of one hundred and ninety nine thousand dollars (\$199,000.00) divided into seven hundred and ninety-six thousand (796,000) shares of twenty-five cents (\$0.25) each.

The principal place of the business of the corporation will be at Victoriaville, district of Arthabaska.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fourth day of October, 1917.

C.-J. SIMARD,
5002-46-2 Assistant Provincial Secretary.

"Descary, Limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1917, incorporating Joseph-Henri Descary, hotel-keeper; Charles-C. Descary, gentleman; Albert Descary, manager; Henri-D. Descary, accountant and Eugène Descary, manager; all of the town of Dorval, district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business, wholesale and retail, as general merchants, and dealers in dry goods, groceries, footwear, hardware, liquor, provisions and all other goods;

To buy, prepare, manufacture and sell groceries, foodstuffs, liquors, syrups and other goods and merchandise incidental to the above;

To acquire, hold, lease, rent, sell, exchange or hypothecate immoveable property for the purposes of the above business;

To buy, accept in payment or sell shares in other incorporated companies;

To keep warehouses and cold storage plants for their own personal and public use, with the right to issue warehouse receipts and to collect rents, commissions and subscriptions and generally do all things, relative to the above business;

To acquire, lease and exchange in whole or in part, the stock in trade, credits, goodwill, trade marks and other rights and interests belonging to incorporated companies, firms or individuals;

To issue and allot, in whole or in part, paid up shares, of the capital stock, bonds or other securities of the company in payment of any moveable or immoveable property and any rights or interest acquired by the company;

To sell, lease, pledge, convey and transfer the whole or any part of the property, rights, franchise, goodwill, trade or license of this or any other company, any firm or individual carrying on a business similar to that of this company and in payment thereof to accept cash, shares, bonds, debentures or other securities of any such company;

To carry on any other business, manufacturing or otherwise, incidental to the main business of the company, or calculated to enhance the value thereof or benefit the present company in any manner;

Se joindre avec toute autre compagnie exerçant un commerce semblable ou toute industrie se rapportant au commerce de la compagnie, et d'acquiescer d'aucune manière les biens, franchises, contrats et commerce de toute autre compagnie et les payer, soit en argent, débetures ou autres valeurs de la compagnie;

Promouvoir toute autre compagnie subsidiaire semblable ou quasi-semblable et en devenir actionnaire;

Agir comme agent ou courtier de marchands et manufacturiers pour la vente de marchandises et effets relatifs avec ledit commerce;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets, sous le nom de "Descary, Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Dorval, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de novembre 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
5003-46-2 C.-J. SIMARD.

"R.-J. Leslie Company, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6 novembre 1917, constituant en corporation Messrs. Howard Salter Ross, avocat; Eugène Réal Angers, avocat; Henry Murray Gardner, comptable licencié; Arthur Claydon, comptable; Margaret A. Nolan, sténographe, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire affaires comme négociants généraux, pêcheurs et marchands de poissons, et commercer généralement comme marchands et fabricants; acheter, vendre et trafiquer d'aucune catégorie d'effets, denrées et marchandises, et agir comme gardes-quais, entrepositaires et expéditeurs, sous le nom de "R. J. Leslie, Company, Limited", avec un fonds social de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera à Amherst Harbour, Îles de la Madeleine.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce six novembre 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
5005-46-2 C.-J. SIMARD.

"Parisian Wardrobe Company, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24 octobre 1917, constituant en corporation MM. Harry Yelin, marchand, Fabiola Perron, sténographe, Maurice Rosen, agent, Edmond Jodoin, comptable, et Godfroy-A. Lafontaine, huissier, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le négoce et le commerce de manufacturiers et marchands de hardes d'aucune espèce et description;

Acquiescer à cette fin aucun fonds de commerce aucune association et raison sociale sous laquelle aucunes entreprises sont mises à exécution, l'achalandage, les dettes de livres d'aucun commerce ou d'aucunes entreprises;

To amalgamate with any other company carrying on a similar business or any industry incidental to the company's business, and to acquire in any manner the property, franchises, contracts and business of any other company and to pay for same either in cash, debentures or other securities of the company;

To promote any other subsidiary, similar or quasi-similar company and to become a shareholder thereof;

To act as agent or brokers for merchants and manufacturers for the sale of merchandise and goods incidental to the above business;

To do and execute all other acts and things which may be conducive or seem advantageous for the proper carrying out of any of the above objects under the name of "Descary, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Dorval, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of November, 1917.

C.-J. SIMARD,
5004-46-2 Assistant Provincial Secretary.

"R.-J. Leslie Company, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 6th November 1917, incorporating Messrs. Howard Salter Ross, barrister; Eugène Réal Angers, barrister; Henry Murray Gardner, chartered accountant; Arthur Claydon, accountant; Margaret A. Nolan, stenographer, all of Montreal, for the following purposes:

To carry business as general traders and fishermen and fish dealers and to carry on business generally as merchants and manufacturers; to buy, sell and deal in any kind of goods, wares and merchandise and to act as wharfingers, warehousemen and forwarders, under the name of "R. J. Leslie Company, Limited", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation will be at Amherst Harbour, Magdalen Islands.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of November, 1917.

C.-J. SIMARD,
5006-46-2 Assistant Provincial Secretary.

"Parisian Wardrobe Company, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of October, 1917, incorporating Messrs. Harry Yelin, merchant, Fabiola Perron, stenographer, Maurice Rosen, agent, Edmond Jodoin, accountant and Godfroy-A. Lafontaine, bailiff, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of manufacturers of and dealers in garments of every kind and description;

To acquire for that purpose any stock in trade, firm, name and style under which any undertakings are carried on, goodwill, book debts of any such business or undertakings;

Emettre des parts acquittées de la compagnie en paiement d'aucune propriété mobilière ou immobilière, que la corporation pourra détenir ou détiendra, des services rendus ou à être rendus, sous le nom de "Parisian Wardrobe Company, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) parts, de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour d'octobre 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
5007—46-2 C.-J. SIMARD.

To issue paid up shares of the company in payment of any property moveable or immoveable, services rendered or to be rendered which the company may or will hold, under the name of "Parisian Wardrobe Company, Limited", with a capital stock of twenty-thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-fourth day of October, 1917.

C.-J. SIMARD,
5008—46-2 Assistant Provincial Secretary.

" La Compagnie Jalbert, Incorporée ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26 octobre 1917, constituant en corporation MM. Henri Jalbert, marchand, Thomas Jalbert, entrepreneur, Séverin Simard, mesureur de bois, Didier Michaud, commis, et Raymond Belleau, notaire, tous de la ville de Chicoutimi, dans les buts suivants:

Faire le commerce de bois en général;

Acquérir par achat, bail ou autrement des meubles et immeubles de toute sorte et description, y compris des limites à bois, des droits de coupe de bois, licences pour bois et terres minières, et construire ou autrement acquérir, posséder, tenir, employer et mettre en opération des moulins à scie, moulins à pulpe, moulins à papier, moulins à écorcer et autres moulins de toute description, bâtisses, maisons, appareils et machines, privilèges d'eau, franchises, digues, droits, contrats, baux, patentes, droits de patente, marques de commerce et biens en général; avec pouvoir d'hypothéquer les immeubles et de donner les meubles en gage, vendre ou en disposer autrement, ou aucun d'eux de temps en temps et pour telles considérations que la compagnie peut déterminer;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de bois de construction, bois, bardeaux, articles en bois de toute nature et description, bois de pulpe et produits de pulpe et de papier;

Manufacturer, acheter, vendre ou autrement faire le commerce de traverses de chemin de fer, billots et produits de la forêt, soit manufacturés ou non manufacturés, de toute description;

Acquérir, posséder, et mettre en opération des limites à bois, pulpe et terrains miniers et les développer;

Posséder, construire, acheter, vendre et exploiter des boutiques, magasins, moulins, dépôts, entrepôts, maisons, maisons de pension;

Acquérir par achat, loyer ou autre titre et de garantir, hypothéquer toutes terres, bâtisses ou propriétés, les exploiter;

Acquérir par achat, bail ou autrement et posséder des quais et les mettre en opération, et acquérir, posséder, construire, acheter, vendre, donner à bail, louer et autrement faire le commerce de barges, vaisseaux à vapeur et autres vaisseaux et les mettre en opération pour conduire les passagers et transporter le bois de construction, charbon et autres marchandises;

Acquérir, posséder et mettre en opération des barges, des allèges, vaisseaux, remorqueurs et vaisseaux à vapeur mus par la vapeur, l'électricité, la gazoline ou autre pouvoir moteur;

Acquérir et utiliser des pouvoirs d'eau ou à vapeur dans le but de comprimer l'air ou produire l'électricité pour éclairage, chauffage ou pour les fins de moteurs et pour les fins de manufacture en

" La Compagnie Jalbert, Incorporée ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth of October, 1917, incorporating Henri Jalbert, merchant, Thomas Jalbert, contractor, Severin Simard, lumber culler, Didier Michaud, clerk, and Raymond Belleau, notary, all of the town of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on a general lumber business;

To acquire by purchase, lease or otherwise moveables and immoveables of any sort and description, including timber limits, rights to cut timber, timber licenses and mining lands and to build or otherwise acquire, own, keep, use and operate saw-mills, pulp-mills, paper-mills and roasting mills and other mills of every description, buildings, houses, plants and machinery, water privileges, franchises, dams, rights, contracts, leases, patents, patent rights, trade marks and property in general; with power to hypothecate the immoveables and pledge the moveables, sell or otherwise dispose of the same or any of them, from time to time and for such considerations as the company may think fit;

To manufacture, buy, sell and deal in lumber and timber, shingles, wooden articles of any nature and description, pulp-wood and pulp and paper products;

To manufacture, buy, sell or otherwise deal in railway ties, logs and forest products, manufactured or un-manufactured, of every description;

To acquire, own and operate timber limits, pulp limits and mining lands and develop same;

To own, construct, buy, sell and operate shops, stores, mills, stations, warehouses, dwellings and boarding houses;

To acquire by purchase, lease or other title and to guarantee, hypothecate any lands, buildings or property and exploit same;

To acquire by purchase, lease, or otherwise and own wharves and operate same and to acquire, own, construct, buy, sell, give on lease, charter and otherwise deal in barges, steamboats and other vessels and operate same for the transportation of passengers, lumber and timber, coal and other goods;

To acquire, own and operate barges, lighters, vessels, tugs and boats propelled by steam, electricity, gasoline or other motive power;

To acquire and utilize waters or steam power for compressing air or generating electricity for lighting, heating or motive power purposes and for general manufacturing pur-

général, et les vendre ou les louer, le tout dans les districts de Chicoutimi, Saguenay et Roberval;

Acheter, vendre et importer et exporter des marchandises, fourrures et approvisionnements;

Acheter, vendre et louer des maisons, des moulins et autres bâtisses, en construire pour elle-même ou pour d'autres personnes, à l'entreprise ou autrement;

Faire de toutes manières quelconques les affaires de construction, agir comme constructeur et entrepreneur de ponts, bâtisses, machines, vaisseaux, chars, chemins, digues, barrages, écluses, et tous autres travaux quelconques, publics ou privés, soit pour son propre compte, soit pour le compte d'autres personnes, compagnies ou corporations;

Eriger et maintenir des hôtels, maisons de pension et autres bâtisses nécessaires à cette fin, et y faire les affaires d'hôtelier;

Emprunter de l'argent et émettre des obligations, billets promissaires ou autres preuves de dettes et les garantir par hypothèque ou par garantie des immeubles appartenant à la compagnie;

Souscrire, détenir et payer des actions et des débetures ou autres valeurs d'une ou de plusieurs compagnies, constituées en corporation;

Acquérir l'actif et la clientèle de toutes maisons d'affaires de même nature que la sienne, et les payer, en tout ou en partie, en actions libérées du capital-actions de la compagnie ou autrement;

Vendre, céder et aliéner ses franchises et quelques-uns ou la totalité des droits, privilèges et pouvoirs possédés par la compagnie, ainsi que ses entreprises ou toute partie d'icelle à toute personne ou personnes, compagnie ou compagnies, pour tels prix et considérations et aux termes et conditions qu'elle pourra juger convenables, et particulièrement pour les actions, soit privilégiées ou ordinaires, les bons, obligations ou autres valeurs de telles compagnies;

Et en général avoir et employer tous les autres droits et pouvoirs qui peuvent être nécessaires pour les fins de leurs affaires, sous le nom de "La Compagnie Jalbert, Incorporée", avec un capital social de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents (500) actions ordinaires de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Chicoutimi, dans le district de Chicoutimi.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour d'octobre 1917.

Le sous-secrétaire de la province,

5023-46-2

C.-J. SIMARD.

"Lewis, Apedaile & Hanson, Incorporated".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6 novembre 1917, constituant en corporation MM. Frank Breadon Common, avocat, Francis George Bush, teneur de livre, George Robert Drennan, sténographe, Herbert William Jackson, commis, et Alexander Gordon Yeoman, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire affaires comme courtiers d'assurances, arbitres et souscripteurs d'assurances, être agents d'assurance contre le feu, sur la vie, d'assurance maritime, contre les accidents, la garantie, l'indemnité et de toutes autres sortes de compagnies d'assurances de garantie ou d'indemnité, exercer le courtage des douanes, des valeurs mobilières, être agents à commission, agents d'immeubles, être

poses, and to sell or lease same, the whole in the districts of Chicoutimi, Saguenay and Roberval;

To buy, sell and import and export goods, furs and supplies;

To buy, sell and lease houses, mills or other buildings, construct same for itself or other persons, by contract or otherwise;

To carry on the business of general builders and to act as builder and contractor of bridges, buildings, machinery, vessels, cars, roads, dams, dikes, locks and any other works whatever, public or private, either on its own account or on the account of other persons, companies or corporations;

To erect and maintain hotels, boarding houses and other buildings necessary for the above purposes and to carry on therein the business of hotel-keepers;

To borrow money and issue bonds, promissory notes or other evidences of indebtedness and to guarantee same by hypothecs or security of the immovables belonging to the company;

To subscribe for, hold and pay shares, debentures or other securities of any or several incorporated companies;

To acquire the assets and goodwill of any firms of the same nature as its own and to pay for the same, in whole or in part, in paid up shares of its capital stock or otherwise;

To sell, convey and alienate its franchises and any or the whole of the rights, privileges and powers held by the company, as well as its undertakings or any part thereof to any person or persons, company or companies, for such price and considerations and on such terms and conditions as it may think fit, and especially for shares, either preferred or common, bonds, debentures or other securities of such companies;

And generally to have and enjoy all other rights and powers which may be necessary for its business purposes, under the name of "La Compagnie Jalbert, Incorporée", with a capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred (500) common shares of one hundred dollars, (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Chicoutimi, in the district of Chicoutimi.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-sixth day of October, 1917.

C.-J. SIMARD,

5024-46-2 Assistant Provincial Secretary.

"Lewis, Apedaile & Hanson, Incorporated".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 6th November, 1917, incorporating Messrs. Frank Breadon Common, advocate, Francis George Bush, book keeper, George Robert Drennan, stenographer, Herbert William Jackson, clerk, and Alexander Gordon Yeoman, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers, insurance adjusters, insurance underwriters, and to act as agents for fire, life, marine, accident, guarantee, indemnity and all other kinds of insurance, guarantee or indemnity companies and to carry on the business of custom house brokers, stock brokers and commission agents, real estate agents and all other kinds of agents or brokers,

aussi tous autres agents et courtiers, représenter toutes compagnies, associations ou personnes se livrant à aucune forme dudit commerce, et recevoir ou payer aucune commission ou autre rémunération pour services rendus;

Faire commerce, acheter, vendre et faire des contrats pour la fourniture de, et fournir toutes sortes d'appareils, procédés, machines et pièces de mécanisme avec leurs accessoires, se rattachant à ou se rapportant à la prévention des incendies;

Promouvoir des compagnies dont les objets sont l'un ou plusieurs de ceux mentionnés ci-haut;

Etre agents ou procureurs pour transiger des affaires, administrer des successions, placer et percevoir des argents, loyers, dividendes, obligations, débetures, parts ou autres valeurs;

Acquérir par achat, location ou autrement le terrain, les bâties ou d'autres propriétés et matériaux qui seront utiles ou nécessaires au plein exercice du commerce de la compagnie;

Faire société avec aucune autre corporation, ou conclure aucun arrangement relatif au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement, avec la personne ou les personnes, la compagnie ou la corporation exerçant ou se livrant à aucun commerce ou genre d'affaires que la présente compagnie est autorisée à exercer;

Vendre, louer ou autrement disposer de l'entreprise et de l'actif de la corporation, ou d'aucune partie d'iceux, en considération de ce que la compagnie jugera avantageux, et si elle l'estime à propos et utile, pour des actions, débetures, obligations ou valeurs d'aucune autre compagnie ou corporation;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en nature aucunes actions, débetures, valeurs, espèces ou propriétés appartenant à la compagnie;

Faire toutes ou aucune des choses précitées comme principaux, agents, entrepreneurs, ou autrement, et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

Soumissionner, souscrire, acheter ou autrement acquérir et détenir, soit comme principaux soit comme agents, comme propriétaires absolus ou par voie de garantie collatérale ou autrement, et vendre, échanger, transférer, céder ou autrement aliéner ou négocier des obligations, débetures, actions, parts ou autres valeurs d'aucun gouvernement ou corporation municipale ou scolaire, ou d'aucune banque ou d'aucune autre compagnie dûment constituée en corporation;

Distribuer aux officiers ou aux actionnaires de la compagnie des parts entièrement acquittées et non-sujettes à appel de la corporation en paiement du travail fait ou des services rendus à la compagnie;

Et généralement faire toutes les choses qui se rattachent ou tendent à l'accomplissement des objets précités, sous le nom de "Lewis, Apedaile & Hanson, Incorporated", avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de novembre 1917.

Le sous-secrétaire de la province,

5025-46-2

C.-J. SIMARD.

"Paige Motors of Montreal, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec,

and to represent any and all companies, firms or individuals engaged in any branch of the said business, and to accept or pay any commissions or other remunerations for services rendered;

To deal in, buy, sell and contract for the supply of and to supply all sorts of appliances and devices, machines and machinery with their accessories dealing with or appertaining to the prevention of fire;

To promote companies having for their objects any or all of the purposes aforesaid;

To act as agents or attorneys for the transaction of business, management of estate, investment and collection of money, rents, dividends, bonds, debentures, shares or other securities;

To acquire by purchase, lease or otherwise, such land, buildings or other property and material as may be advantageous or necessary for the due carrying on of the company's business;

To enter into partnership with any other company, or to enter into any agreement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, persons, company or corporation carrying on or engaged in any business or transaction which this company is authorized to carry on;

To lease, sell or otherwise dispose of the undertaking and assets of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and if deemed advisable or expedient, for shares, debentures, bonds or securities of any other company or corporation;

To distribute among the shareholders of the company in kind any shares, debentures, securities, specie or property belonging to the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To underwrite, subscribe for, purchase or otherwise acquire and hold, either as principal or agent, and absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, exchange, transfer, assign or otherwise dispose of or deal in the bonds, or debentures, stocks, shares or other securities of any government or municipal or school corporation or of any bank or of any other duly incorporated company or companies or corporation or corporations;

To distribute amongst the officers or shareholders of the company fully paid up and non-assessable shares of the company as a consideration for work done or services rendered to the company;

And generally to do all such things as are incidental or conducive to the carrying out of the above objects, under the name of "Lewis, Apedaile & Hanson, Incorporated", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of November 1917.

C.-J. SIMARD,

5026-46-2

Assistant Provincial Secretary.

"Paige Motors of Montreal, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Prov-

des lettres patentes, en date du 6 novembre 1917, constituant en corporation MM. Reginald Alexander Kelly, marchand, Harry Louis Moore, vendeur, Léon Daoust, Aimé Daoust, William Hadley, commis, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes :

Manufacturer, acheter, vendre, et faire le commerce de toutes les sortes d'automobiles, cycles, bicyclettes, tricycles, moteurs, camions-autos, wagons, chars, engins, voitures et véhicules de toutes espèces mus par la vapeur, la gazoline, l'électricité ou aucune autre force, des parties d'automobiles et de moteurs, des accessoires et fournitures et de tout ce qui a rapport à la fabrication et au commerce sus-mentionné;

Manufacturer, réparer et altérer des engins, automobiles, camions à la vapeur, à l'électricité et à la gazoline, et toutes les autres catégories de véhicules et toutes les machines actionnées par aucune espèce d'énergie, par force humaine, aussi réparer et altérer aucun desdits effets, denrées et marchandises et aucun de leurs accessoires, acquérir, exploiter et gérer des remises, exercer l'industrie de mécanicien;

Acquérir à titre de commerce en opération toute l'installation, le fonds et l'actif généralement du commerce de "Paige Motors of Montreal", et payer les propriétés, commerce, achalandage et actif dudit commerce en numéraire ou par une émission de capital payé ou des obligations de la compagnie aux conditions dont on conviendra;

Acquérir la totalité ou aucune partie de l'achalandage, de la propriété et de l'actif, y compris aucune agence, option, contrat, convention, concession ou autre chose semblable d'aucune personne, société, association, ou corporation exerçant un commerce semblable, et les payer en tout ou en partie en numéraire, en obligations ou en paiement total ou partiel de ces acquisitions, émettre et répartir, comme entièrement acquittées et non-sujettes à appel, des actions du fonds social corporatif;

Vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, de l'actif, des droits, entreprises ou de l'achalandage de la compagnie, et accepter en paiement total ou partiel au comptant des obligations, du stock, ou d'autres valeurs d'aucune corporation ou compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, marques de commerce, droits de reproduction, agences, concessions, et d'autres privilèges semblables conférant aucun droit limité exclusif ou non exclusif à leur usage, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention ou procédé, et faire valoir, vendre, louer, bailer ou autrement négocier ces brevets, marques de commerce, droits de reproduction, licences, agences, ou concessions;

Acquérir et détenir, vendre ou autrement aliéner le capital, les parts, les valeurs, ou entreprises d'aucune autre compagnie dont l'un des objets est l'exercice d'aucun des pouvoirs de la corporation, ou transférer ses entreprises ou son actif, ou s'unir à aucune telle compagnie;

Faire aucune convention pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, le risque mutuel, la concession réciproque, ou autrement, avec aucune personne ou compagnie ayant l'intention d'exercer ou exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou qui est susceptible d'être exercé à l'avantage direct ou indirect de la présente compagnie;

Acquérir par achat ou autrement, détenir, vendre et trafiquer du commerce, de l'actif, de l'achalandage, du capital, des actions ou des valeurs d'aucune personne, société ou corporation

of Quebec, bearing date the 6th of November 1917, incorporating Messrs. Reginald Alexander Kelly, merchant, Harry Louis Moore, salesman, Léon Daoust, Aimé Daoust, William Hadley, clerks, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, and deal in all classes of automobiles, cycles, bicycles, tricycles, motors, motor trucks, motor wagons, cars, engines, carriages, and conveyances of all kinds operated by steam, gasoline, electric or any other power, automobile and motor parts, accessories and supplies and everything appertaining to the manufacture and trade of the above named;

To manufacture, repair and alter steam, electric and gasoline engines, automobiles, motor trucks, and all other kinds of vehicles and all machines operated by any kind of power, or by hand, and to repair and alter any of the said goods, wares and merchandise and any of the accessories thereto, to acquire, operate and manage garages, and to carry on the business of machinist;

To acquire as a going concern all the plant-stock and assets generally of the business of "Paige Motors of Montreal", and to pay for the said property, business, good will and assets of said business in cash or by the issue of paid up stock or bonds of the company upon such terms as may be agreed upon;

To acquire all or any part of the good will, property and assets, including any agency, option, contract, agreement, concession or the like of any individual, firm, association, or corporation carrying on a similar business and to pay for the same wholly or in part in cash or in bonds or in payment or part payment therefor to allot and issue as fully paid-up and non-assessable shares of the capital stock of the company;

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, assets, rights, undertakings or good-will of the company and to accept payment for the same wholly or partly in cash stock, bonds, or other securities of any corporation or company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, trademarks, copyrights, agencies, concessions, and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention or process and to turn to account, sell, lease or otherwise deal in such patents, trade-marks, copyrights, licenses, agencies, or concessions;

To acquire and hold, sell or otherwise dispose of the stock, shares, securities, or undertakings of any other company having for one of its objects the exercise of any of the powers of the company or to transfer its undertakings or assets to or to amalgamate with any such company;

To enter into any agreement for the sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company intending to carry on or carrying on any business which this company is authorized to carry on, or which is capable of being conducted so as directly or indirectly benefit the company;

To acquire by purchase or otherwise, hold, sell and deal in the business, assets, good-will, stock, shares or securities of any person, firm or corporation carrying on a business in whole or in part

exerçant un commerce totalement ou partiellement semblable à celui qu'exerce la présente compagnie, et généralement faire tous actes et exercer tous pouvoirs et aucun commerce se rattachant à l'accomplissement parfait des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation, aussi exercer tous les autres pouvoirs permis par la loi, sous le nom de "Paige Motors of Montreal, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de novembre 1917.

Le sous-secrétaire de la province,

5027—46-2

C.-J. SIMARD.

"Porter Mallory, Company, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3 novembre 1917, constituant en corporation MM Paul-E. Porter, J.-Edwin Mallory, commerçants en gros de patates, Mont-Joli, Qué., Guy-G. Porter, commerçant de patates en gros, Perth, N.-B., James-E. Porter, jr., cultivateur, Andover, N.-B., W.-Leonard Emack, comptable, Andover, N.-B., pour les fins suivantes :

Acheter, commercer, produire et vendre en gros et au détail, à la fois comme principal et comme agent, toutes espèces de produits agricoles, de chevaux, de bêtes à cornes et autres bestiaux, d'effets, denrées, marchandises, engrais, instruments aratoires, machines, voitures, wagons, traîneaux, des viandes et produits alimentaires, aussi conduire et se livrer à commerce général et acheter, vendre et trafiquer de toutes sortes de marchandises ainsi que de toutes sortes d'objets s'y rattachant ;

Aux fins susdites, acheter, prendre à bail ou autrement acquérir des biens-fonds et bâtisses et construire, acheter, posséder et exploiter des fabriques d'empois, des entrepôts, des moulins à scie, des manufactures de boîtes et de barils ;

Louer, hypothéquer, vendre ou autrement disposer de tous les immeubles de la compagnie ou d'aucun d'eux, aussi grever ou vendre tous les immeubles de la corporation ou aucun d'eux, pour la considération, de la manière et suivant les conditions que la compagnie jugera désirables ;

Faire toutes les choses nécessaires, appropriées, convenant ou avantageuses à l'accomplissement d'aucun des objets ou à la réalisation d'une ou plusieurs des fins mentionnées aux présentes, ou se rattachant aux pouvoirs ici nommés, ou qui, en aucun temps, sembleront utiles ou avantageuses, pour la protection ou le profit de la compagnie, soit comme détenteurs soit comme intéressés dans aucune propriété, ou autrement, aussi librement et entièrement que pourraient le faire des personnes naturelles, sous le nom de "Porter Mallory Company, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Mont-Joli, dans le district de Rimouski.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de novembre 1917.

Le sous-secrétaire de la province,

5061—46-2

C.-J. SIMARD.

similar to that of the company and generally to do all acts and exercise all powers and carry on any business incidental to the proper fulfillment of the objects for which the company is incorporated, and to exercise all other powers permitted by the act, under the name of "Paige Motors of Montreal, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of November 1917.

C.-J. SIMARD,

5028—46-2 Assistant Provincial Secretary.

"Porter Mallory, Company, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 3rd November, 1917, incorporating Messrs. Paul E. Porter, J. Edwin Mallory, wholesale potato dealers, Mont-Joli, Que., Guy G. Porter, wholesale potato dealer, Perth, N. B., James E. Porter jr., farmer, Andover, N. B., W. Leonard Emack, accountant, Andover, N. B., for the following purposes :

To purchase, deal in produce and sell at whole sale and retail both as principal and agent, all kinds of agricultural products, horses, cattle, and other live stock, goods, wares, merchandise, fertilizer, farm implements, machinery, carriages, waggon, sleighs, sleds, meats and food stuffs, and to conduct and carry on a general mercantile and trading business, and to buy, sell and deal in all kinds of goods and classes of goods incidental thereto ;

For the purposes aforesaid, to purchase, lease or otherwise acquire real estate and buildings, and to build, purchase, own and operate starch factories, warehouses, saw mills, barrel and box factories ;

To let, mortgage, sell or otherwise dispose of any or all of the immovables of the company also to pledge or sell any or all of the moveables of the company for such consideration and in such manner and upon such terms as to the company may seem desirable ;

To do all things necessary, proper, suitable or convenient for the accomplishment of any of the purposes of the attainment of any one or more of the objects herein enumerated, or incidental to the powers herein named or which shall be at any time appear conducive or expedient to or for the protection or benefit of the company, either as holders of or as interested in any property or otherwise to the same extent and as fully as natural persons might or could do, under the name of "Porter Mallory Company, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Mont Joli, in the district of Rimouski.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of November, 1917.

C.-J. SIMARD,

5062—46-2 Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la législature

Applications to the Legislature

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender la Loi 60 Victoria, chapitre 97 de la province de Québec, intitulée: "Loi pour régler la liquidation de la succession de Pierre-Thomas Delvecchio et celle de son épouse, Dame Elizabeth Olivier, de façon que Alphonse-Patrice Delvecchio et Pierre-Auguste Delvecchio seront les seuls exécuteurs testamentaires et administrateurs de la succession du dit Pierre-Thomas Delvecchio jusqu'à leur décès, ils auront droit en cette qualité, et en outre, le dit Alphonse-Patrice Delvecchio comme père du dit Alphonse Delvecchio à un cinquième des revenus annuels de la succession du dit feu Pierre-Thomas Delvecchio et du dit Pierre-Auguste Delvecchio comme père desdits Pietro-Roméo, Louis-Joseph et Auguste Delvecchio aux quatre autres cinquièmes des revenus de la dite succession, leur vie durant.

Au décès de leur auteur, les petits-fils susnommés du dit Pierre-Thomas Delvecchio continueront l'exécution du dit testament et auront tous les droits de leur auteur décédé;

Le partage de la dite succession de Pierre-Thomas Delvecchio se fera en observant les termes du dit testament, mais, en tout cas, pas avant le décès du dernier survivant des enfants mâles des dits A.-P. Delvecchio et P.-A. Delvecchio;

Tous les frais occasionnés par la présente loi pourront être payés à même le capital de la dite succession de Pierre-Thomas Delvecchio, et les pétitionnaires sont autorisés à faire tout emprunt nécessaire, même en donnant une garantie hypothécaire sur les immeubles de ladite succession ou quelques-uns d'eux, pour payer tels frais et déboursés, aux meilleures conditions possibles.

Le procureur des pétitionnaires,

JOS.-B. BERARD.

Montréal, 12 novembre 1917 5133—47-4

Avis public est par les présentes donné que les exécuteurs testamentaires et administrateurs de la succession de feu l'honorable Charles Wilson, en son vivant sénateur et résidant en la cité et le district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi les autorisant à emprunter et à engager la succession au remboursement de tels emprunts, ainsi qu'à hypothéquer et donner en gage les biens meubles et immeubles de la dite succession.

Les procureurs des dits exécuteurs testamentaires et administrateurs.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE.

Montreal, 17 novembre 1917. 5139—47-4

Avis public est par le présent donné que le soussigné, Joseph-Ernest Robitaille, de Saint-Romuald, licencié en droit, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour que le barreau de la province de Québec soit autorisé à lui permettre d'exercer immédiatement la profession d'avocat, et le secrétaire du conseil général du barreau de ladite province, à lui octroyer immédiatement son certificat d'avocat.

5143—47-4 J.-ERNEST ROBITAILLE.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, to amend the act 60 Victoria Chapter 97 of the Province of Quebec, intituled "An act to regulate the liquidation of the succession of Pierre-Thomas Delvecchio and of his wife, Dame Elizabeth Olivier, so as to declare that in the future the sole testamentary executors and administrators of the estate of the said Pierre-Thomas Delvecchio shall be Alphonse-Patrice Delvecchio, Pierre Delvecchio up to the day of their respective death, and that the said Alphonse-Patrice Delvecchio as father of Alphonse Delvecchio shall receive one-fifth of the net revenues of the said estate and the said Pierre-Auguste Delvecchio as father of the said Pietro-Roméo, Louis-Joseph and Auguste Delvecchio shall receive four-fifths of the net revenues of the said estate up to the date of their respective death.

At the death of their father, the grand sons of the said Pierre-Thomas Delvecchio shall continue the execution of the said last will and testament and shall have all the rights of their respective deceased father.

The partition of the estate of the said Pierre-Thomas Delvecchio shall be made according to his last will and testament, but not before the death of the last surviving son of the said A.-P. Delvecchio and P.-A. Delvecchio.

All the costs incurred for the passing of the present amendment shall be paid out of the capital of the estate of the said Pierre-Thomas Delvecchio, and it shall be lawful for the petitioners to borrow to pay the said costs, and to secure the borrowed money by hypothec on the immovable property to the estate if it is deemed fit.

JOS.-B. BERARD,

Attorney for petitioners.

Montreal 12th November, 1917. 5134—47-4

Public notice is hereby given that the testamentary executors and administrators to the estate of the late Honourable Charles Wilson, in his life time senator and residing in the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a law authorizing them to borrow money and to bind the estate for the reimbursement thereof, also to hypothecate and pledge the moveable and immoveable property of said estate.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,

Attorneys for said testamentary executors and administrators.

Montreal, 17th November, 1917. 5140—47-4

Public notice is hereby given that the undersigned Joseph-Ernest Robitaille, of Saint-Romuald, licentiate in law, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for an act to authorize the Bar of the Province of Quebec to permit him to immediately exercise the profession of advocate, and the secretary of the general council of the Bar of said Province to immediately grant him his certificate of advocate.

5144—47-4 J.-ERNEST ROBITAILLE.

Avis public est par les présentes donné que la ville de Shawinigan Falls s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender sa charte, la loi 8 Ed. VII, chap. 95, telle qu'amendée par la loi 4 Geo. V, chap. 85, et pour modifier certaines dispositions de la loi des cités et villes, entre autres, pour les fins suivantes :

Fixer la date des élections municipales au premier jour juridique de juillet, et échanger en conséquence la date des formalités nécessaires à l'élection, la prochaine élection générale devant avoir lieu le 1er jour juridique de juillet 1918.

Fixer les heures de votation aux élections municipales de sept heures a. m. à huit heures p. m.

Décider que l'élection du maire sera toujours et dans tous les cas faite par la votation des électeurs municipaux.

Changer la période de temps pendant laquelle, avant une élection, sont obligés de demeurer dans la localité ceux qui veulent se présenter comme maire ou échevins.

Retrancher le permis de vendre de la bière de tempérance aux hôtels, restaurants ou établissements où il est permis de vendre cette liqueur, après une première condamnation contre ces derniers pour infraction à la loi des licences.

Saisir et confisquer toute "slot machine" ou tout appareil du même genre ou de hasard trouvé dans les limites de la ville.

Incorporer à la ville les lots portant les numéros 41 et 42 du cadastre de la paroisse de Sainte-Flore, après avoir obtenu le consentement de la majorité en nombre et en valeur des propriétaires desdits lots.

Diminuer le délai pour perception de certaine taxe.

L'avocat de la ville de Shawinigan Falls,
EDGAR BOURNIVAL.

Shawinigan Falls, le 16 novembre 1917.

5145-47-4

Avis est par le présent donné de la part de MM. Israel Dupré, comptable, G.-Antoine Bourdeau, notaire, et J.-Séraphin Bock, gérant, tous trois de la cité et du district de Montréal, en leur qualité d'exécuteurs-testamentaires de la succession de feu J.-Arthur Villeneuve, en son vivant marchand de bois, du même lieu, qu'il s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire prolonger leur terme d'office, pourvoir à leur rémunération et pour obtenir de plus amples pouvoirs concernant l'administration et l'aliénation des biens de ladite succession.

Procureur des exécuteurs-testamentaires,
BENJ. BENOIT.

Montréal, ce 29 octobre 1917. 5147-47-4

Une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la Cie de Téléphone Nationale, pour qu'une loi soit passée décrétant la réduction de la valeur nominale ou au pair de ses actions privilégiées à \$50.00 chacune, et celle de ses actions ordinaires à \$10.00 chacune, et pour autres fins.

Les avocats de la requérante,

5111-46-4 DEMERS & DEMERS.

Québec, 15 novembre 1917.

Avis public est par les présentes donné que les soussignés, Ernest-C. Drolet, pharmacien; Philippe-E. Durocher, notaire; André Rousseau, officier de douanes; Jean-Baptiste Durocher, officier de douanes; Henri-C. Fontaine, commerçant; Isaie Giroux, boucher; Octave Martin, ptre, curé, tous de la paroisse de Saint-Jean-l'Evangéliste, en la ville de Coaticook, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine

Public notice is hereby given that the town of Shawinigan Falls will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next sessions thereof, for an act to amend its charter the act 8, ED. VII, chap. 95 and the amendments thereto, the Act 4 Geo. V, chap. 85, and to modify certain provisions of the cities and towns' act, amongst others, for the following purposes :

To fix the date of municipal elections on the first judicial day of July, and in consequence to change the date of the necessary election formalities, the next general election to be held on the first judicial day of July, 1918.

To fix the voting hours for municipal elections from seven o'clock a. m. to eight o'clock p. m.

To enact that the mayor shall always and in all cases be elected by the vote of the municipal electors.

To change the period of residence in the locality, immediately preceeding an election, necessary to qualify a person for the office of mayor or alderman.

To revoke the license to sell temperance beer issued to hotels, restaurants or other establishments wherein such liquor may be sold after a first conviction for infraction of the license law.

To seize and confiscate any slot machine or any other like or gaming device found within the town limits.

To annex to the town the lots bearing the numbers 41 and 42 of the cadastre of the parish of Sainte Flore, after having obtained the consent of the majority in number and in value of the owners of said lots.

To shorten the delay for the payment of certain taxes.

EDGAR BOURNIVAL.

Attorney for the town of Shawinigan Falls.

Shawinigan Falls, 16th November, 1917.

5146-47-4

Notice is hereby given on behalf of Israel Dupré, accountant, G.-Antoine Bourdeau, notary, and J.-Séraphin Bock, manager, all three of the city and district of Montreal, in their quality of testamentary executors of the estate of the late J.-Arthur Villeneuve, in his lifetime lumber merchant, of the same place, that they will apply to the Legislature of Quebec, at the next session thereof, to prolong their term of office, provide for their remuneration and to obtain wider powers respecting the management and alienation of the property of said estate.

BENJ. BENOIT,

Attorney for testamentary executors.

Montreal, 29th October, 1917. 5148-47-4

Application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, by the "Cie de Téléphone Nationale", for an act to reduce the nominal or par value of its preferred shares to \$50.00 each, and that of its common shares to \$10.00 each, and for other purposes.

DEMERS & DEMERS,

Attorneys for applicant.

Quebec, 15th November, 1917. 5112-46-4

Public notice is hereby given by the undersigned Ernest-C. Drolet, druggist; Philippe-Edmond Durocher, notary public; André Rousseau, custom officer; Jean-Baptiste Durocher, custom officer; Henri-C. Fontaine, trader; Isaie Giroux, butcher; Rev. Octave Martin, parish priest, all of the parish of Saint-Jean-l'Evangéliste, in the town of Coaticook, that they will apply to the Quebec Legislature,

session, dans le but d'obtenir une loi spéciale aux fins suivantes : 1. D'obtenir la permission de faire une répartition annuelle dans le but de rencontrer les intérêts dus sur la dette de la fabrique et de pourvoir à l'amortissement de ladite dette par le paiement d'une annuité d'au moins mille piastres sur le capital de ladite dette ; 2. De donner à l'Œuvre et Fabrique de la paroisse Saint-Jean-l'Évangéliste, le droit de faire cette répartition annuelle de la façon réglée par la législature et de permettre que les biens immobiliers des catholiques de ladite paroisse soient considérés comme indispensables et sujets à ladite répartition et que lesdits biens seront grevés hypothécairement, mais seulement pour chaque versement de ladite répartition et à partir seulement du jour où un paiement deviendra dû jusqu'à son parfait paiement ; 3. Que ladite répartition soit pour un terme n'excédant pas quarante années ; 4. Qu'aucune répartition annuelle ne pourra être faite à moins que l'on ait constaté que les revenus pour chaque année sont insuffisants pour rencontrer les dépenses ordinaires ainsi que le service des intérêts et l'amortissement d'une somme de mille piastres.

Les procureurs des requérants.

ROY & LEMAY.

Sherbrooke, 8 novembre 1917. 5119—46-4

Avis public est par le présent donné que la cité de Saint-Hyacinthe s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendement sa charte "la loi 5 George V, chapitre 95", de manière 1. à faire concorder entre eux certains articles de sa charte actuelle et en faire abroger qui sont inutiles ; 2. à définir certains pouvoirs qui lui ont été accordés ; 3. à obtenir de nouveaux pouvoirs relativement à l'expropriation de certaines propriétés actuellement exemptes d'expropriation ; 4. à changer la date de ses élections municipales, les mettre en juillet au lieu de février, et faire continuer en fonctions les échevins déjà élus et à élire aux prochaines élections municipales, de manière à ce que leur terme d'office n'expire qu'en juillet ; 5. à obtenir pouvoir de faire fermer les salons coiffeurs ou boutiques de barbiers à une heure n'étant pas plus tôt que sept heures du soir, tous les jours de la semaine ou les jours de la semaine qu'il plaira au conseil de fixer et de déterminer ; 6. de fixer la qualification foncière pour la charge de maire et d'échevins ; 7. d'établir un système d'assurance municipale ; 8. pour déterminer la pesée, la mesure et la vente du charbon, de la chaux, de la pierre et autres matériaux de construction, et d'empêcher l'accaparement des combustibles et des denrées de toutes sortes dans les limites de la cité ; 9. pouvoir de payer bons, obligations et débetures au porteur ou détenteur enregistré ; 10. pouvoir de maintenir et d'établir dans les rues de la Cité des poteaux et obliger toutes compagnies de télégraphe, de téléphone et d'électricité d'y poser ses fils conducteurs, tuyaux et conduites, et, pour cette fin, de payer à la cité un loyer qu'elle déterminera pour l'usage de ces poteaux par telles compagnies de télégraphe, de téléphone ou d'électricité ; 11. pouvoir d'imposer une taxe sur les affaires de toutes compagnies d'utilités publiques, taxe pouvant être basée soit sur le nombre d'appareils, soit sur la quantité d'unités vendues, ou sur les recettes des

at the next sitting of this body, to obtain a law for the following purposes : 1. That permission be granted to the "Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Jean-l'Évangéliste de Coaticook", to make an annual levy upon the immoveable property of the catholics of said parish in order to meet the interests due on the debt of said parish and to provide for an annual amortization of one thousand of dollars on said debt ; 2. That the said "Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Jean-l'Évangéliste", be granted permission and power to make this annual levy according to the rules that may be fixed by the Legislature, and that all the immoveable properties of the catholics of said parish shall be subject to said annual levy, but only for the payment of each annual imposition and from the time only the annual imposition is payable and as far only as it is not entirely paid out ; 3. That said annual levy shall not be granted for more than forty years or the time necessary to extinguish the debt of said parish ; 4. That no annual imposition should be made for a special year unless it has been verified, according to rules fixed by the Legislature, that there is, for this special year a deficit between the revenues of said parish and the sum necessary to provide for the payment of interests and of a sum of \$1,000 one thousand of dollars on the capital debt.

ROY & LEMAY,

Attorneys for petitioners.

Sherbrooke, 8th November, 1917. 5120—46-4

Public notice is hereby given that the city of Saint Hyacinthe will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for an act to amend its charter, the act 5 George V, chapter 95, as follows: 1. to put in concordance certain articles of its present charter and to repeal others which are useless ; 2. to define certain powers already granted ; 3. to obtain further powers respecting the expropriation of certain property now exempted from expropriation ; 4. to change the date of municipal elections from February to July, and to declare that the aldermen already elected or to be elected at the next municipal elections shall continue in office until the month of July ; 5. To obtain the power to enact that the barber shops shall close at a certain hour not earlier than seven o'clock on all week-days or on certain week days the council may think fit to fix and determine ; 6. to fix the property qualification for the office of mayor and aldermen ; 7. to establish a system of municipal insurance ; 8. to determine the weight, measure and sale of coal, lime, stone and other building materials, and to prevent the hoarding of fuel and foodstuffs of all kinds within the city limits ; 9. the power to pay bonds and debentures to the bearer or registered holder ; 10. the power to maintain and erect poles in the city streets and to oblige every telegraph, telephone and electric company to place thereon its transmission lines, pipes or conduits, and to pay to the city a certain rent which it may determine for the use of these poles by such telegraph, telephone or electric companies ; 11. power to levy a business tax on all public utility companies, said tax to be based either on the number of apparatuses, the quantity of units sold or on the receipts of the company ; 12. power to force the proprietors of tenement houses to place, at a place fixed and determined by the council, in the cellar of such house a stop cock approved by the superintendent of the waterworks ;

compagnies; 12. pouvoir de forcer les propriétaires de maisons à plusieurs logements de placer, à un endroit fixé et déterminé par le conseil, dans la cave de cette maison, un robinet d'arrêt approuvé par le surintendant de l'aqueduc; 13. de porter la taxe d'affaires annuelle pour les professions libérales, moins cependant les comptables, les oculistes, les artistes-photographes, de dix piastres à cinquante piastres; 14. pouvoir d'établir un mode uniforme de taxation pour certaines fins spéciales quant à certains travaux déjà faits et à faire; 15. d'adopter, comme faisant partie de la charte, les articles 5636, 5637, 5638, 5639 et 5640 des Statuts Refondus de Québec 1909, et leurs amendements; 16. de donner certains pouvoirs au maire de la cité et au greffier de la cour du recorder pour ce qui regarde la dite cour; 17. et pour toutes autres fins concernant l'administration de la dite cité.

L'avocat et procureur de la cité de Saint-Hyacinthe.

J.-O. BEAUREGARD.

Saint-Hyacinthe, 14 novembre 1917.

5123-46-4

13. to raise the annual business tax for the learned professions, the accountants, oculists and photographers excepted, from ten to fifty dollars; 14. power to establish a uniform mode of taxation for certain special purposes, in regards to certain works done or to be done; 15. to adopt, as forming part of the charter, the articles 5636, 5637, 5638, 5639 and 5640 of the Quebec Revised Statutes, 1909, and to amendments thereto; 16. to give certain power to the mayor of the city and the clerk of the Recorder's Court on matters relating to said Court; 17. and for other purposes relating to the administration of the said city.

J.-O. BEAUREGARD,

Attorney for the city of Saint Hyacinthe.

Saint Hyacinthe, 14th November, 1917.

5124-46-4

Avis public est par les présentes donné par la ville Laval-des-Rapides qu'elle se présentera devant la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'un projet de loi aux fins d'amender sa charte et de réclamer certains pouvoirs spéciaux pour emprunt et autres fins, entr'autres, savoir:

1. Pour l'imposition d'une taxe foncière ainsi qu'une taxe d'eau aux communautés et institution religieuses situées dans la ville, et avec effet rétroactif;

2. Pour amender le règlement d'aqueduc par une simple résolution de son conseil, en ce qui regarde le mode actuel d'approvisionnement d'eau aux contribuables et le tarif;

3. D'amender les dispositions actuelles de sa charte en ce qui regarde la construction de l'aqueduc et celle des égouts, afin d'obtenir certains pouvoirs d'expropriation et d'emprunt pour l'amélioration des systèmes actuels d'aqueduc et d'égout;

4. Pour fins d'annexion avec municipalités voisines;

5. Pour être autorisée à emprunter la somme de \$11,000.00 pour le rachat de ses débetures à échoir le 1er mai 1918;

6. Et aussi, pour autres fins.

Le procureur de la requérante,

ZEPHIRIN GAUTHIER.

Ville Laval-des-Rapides, ce 15 novembre 1917.

5131-46-4

CITÉ DE MONTRÉAL

Avis public est par les présentes donné que la cité de Montréal s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à sa charte, la loi 62, Vic., chap. 58, et aux différentes lois qui l'amendent et à certaines lois spéciales ci-après mentionnées sur les matières suivantes:

1. Relativement aux finances, aux emprunts, aux contributions foncières et aux taxes en général et au sujet de la préparation et de l'adoption du budget;

2. Pour changer le mode de vente d'immeubles par le shérif pour non-paiement de taxes de façon à réduire les frais occasionnés par telles ventes;

3. Pour donner le droit à la cité ou à une commission d'ingénieurs de contrôler et réglementer

Public notice is hereby given that the town of Laval-des-Rapides will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for the passing of an act to amend its charter and to obtain certain special powers as to loans and other purposes, and amongst others the following, viz:

1. To impose a tax on property as well as water rates on the religious communities and institutions situated in the town with a retroactive effect;

2. To amend the waterworks by-law by a simple resolutions of its council, in regards to the present mode of supplying water to the rate-payers and the rates;

3. To amend the present provisions of its charter in regards to the construction of the waterworks and sewers, so as to obtain expropriation and borrowing powers for the improvement of the present systems of waterworks and sewers;

4. For annexation purposes to adjacent municipalities;

5. To be authorized to borrow the sum of \$11,000.00 for redeeming its debentures becoming due on the 1st of May, 1918.

6. And for other purposes.

ZEPHIRIN GAUTHIER,

Attorney for applicant.

Town of Laval-des-Rapides, this 15th November, 1917.

5132-46-4

CITY OF MONTREAL.

Public notice is hereby given that the city of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for certain amendments to its charter, the Act 62 Victoria, chapter, 58, and to the various acts amending the same, as well as to certain special acts hereinafter mentioned on the following matters:

1. In connection with finances, loans, assessments and taxes generally and with regard to the preparation and adoption of the budget;

2. To change the method hitherto followed as regards the sales of immovables by the sheriff for non payment of taxes, so as to reduce the costs which such sales entail;

3. To empower the city or a board of engineers to control and regulate the erection of

l'érection de poteaux dans les rues de la cité par différentes compagnies et pour amender, à ce sujet, les lois constituant en corporation les compagnies Montreal Light Heat & Power, Montreal Public Service Corporation, Montreal Tramways et leurs compagnies subsidiaires;

4. Pour changer le mode de gouvernement et d'administration de la cité;

5. Pour autoriser la cité à convertir en ruelle ou rue publique une rue ou ruelle privée sans payer d'indemnité au propriétaire;

6. Pour imposer certaines taxes additionnelles sur les compagnies d'assurance contre les incendies;

7. Pour permettre à la cité d'accorder des réductions aux propriétaires qui sont tenus de payer le coût de certains égouts;

8. Pour obliger la commission scolaire de Montréal à payer le coût de l'inspection médicale des écoles;

9. Pour exempter la cité de Montréal du paiement des taxes imposées par le gouvernement provincial sur les camions-automobiles qui servent à l'exécution de travaux municipaux dans les rues de la cité;

10. Pour que la cité reçoive une quote-part des licences imposées sur les automobiles;

11. Pour obliger les compagnies d'assurance contre l'incendie à faire rapport du chiffre des pertes dans la cité de Montréal;

12. Pour relever la cité de certaines obligations qui lui sont imposées par la loi 1 Geo. V, chap. 48, sec. 1;

13. Pour modifier la méthode relative à la préparation des rôles de taxes;

14. Pour décréter l'imposition d'une taxe spéciale pour payer le coût des pavages permanents qui ont été faits et ceux qui seront faits à l'avenir;

15. Pour imposer une taxe spéciale sur les personnes qui font métier de laver les fenêtres et les vitrines d'étalage;

16. Pour régler la manière de jeter la neige des couvertures, l'hiver, dans les rues ou ruelles publiques ou dans les rues ou ruelles privées, et pour déterminer de quelle façon cette neige sera enlevée et par qui le coût de cet enlèvement sera payé;

17. Pour ordonner l'érection de clôtures sur certains terrains vagues afin d'empêcher la neige de s'amasser sur les chemins publics;

18. Pour imposer une taxe sur les débardeurs étrangers qui viennent travailler dans le port de Montréal;

19. Pour permettre à un grevé de biens fonds d'être inscrit sur la liste des électeurs municipaux;

20. Pour permettre à la cité de payer, en cas d'expropriation d'immeubles, la valeur portée au rôle d'évaluation plus 20%;

21. Pour permettre à la cité de faire le commerce de charbon, d'acheter des sablières, des carrières, de construire et d'exploiter des glaciers et faire le commerce de glace généralement;

22. Pour modifier la section F de l'article 364 de la charte, version anglaise, en remplaçant les mots "servants registry office" par les mots "Employment Bureau";

23. Pour permettre au greffier de la cité de réunir plusieurs arrondissements de votation en un seul, et de fixer le nombre de voteurs par poll;

24. Pour autoriser la cité à acquérir une partie de construction rue Sherbrooke, construite dans la ligne de construction, et à répartir le coût sur les propriétaires de la rue Sherbrooke;

25. Pour annuler les lois ou contrats qui fixent à \$100 l'arpent, l'évaluation de certains terrains;

poles in the streets of the city by different companies, and to amend, in this connection, the acts incorporating the Montreal Light, Heat & Power Co., the Montreal Public Service Corporation, the Montreal Tramways Co. and their subsidiary companies;

4. To change the mode of government and administration of the city;

5. To authorize the city to convert any private street or lane into a public street or lane without paying any compensation to the proprietor;

6. To impose certain additional taxes on fire insurance companies;

7. To authorize the city to grant reductions to the proprietors who are held to pay the cost of certain sewers;

8. To compel the Montreal school board to pay the cost of the medical inspection of schools;

9. To exempt the city of Montreal from paying the taxes imposed by the provincial government on the motor-trucks used for the carrying out of municipal works in the streets of the city;

10. To enact that the city shall be entitled to a certain proportion of the license fees imposed on automobiles;

11. To compel fire insurance companies to report on the amount of losses in the city of Montreal;

12. To release the city from certain obligations which were imposed upon it, by the act 1 Geo. 5, chap. 48, sec. 1;

13. To change the method of preparing the tax-rolls;

14. To provide for the imposition of a special tax to pay the permanent pavings already laid or which may hereafter be laid;

15. To impose a special tax on the persons who undertake the work of washing windows and show-cases;

16. To regulate the manner of throwing into the public streets or lanes or into the private streets or lanes the snow on the roofs, in winter, and to determine how the same shall be removed and by whom the cost of the removal thereof shall be paid;

17. To order the erection of fences on certain vacant lands in order to prevent the snow from accumulating on highways;

18. To impose a tax on outside longshoremen who come and work in the Montreal harbour;

19. To allow an heir of entail to have his name entered on the municipal voters' list;

20. To authorize the city to pay, in the case of expropriation of immovables, the assessed value, plus 20%;

21. To authorize the city to deal in coal, to purchase sand-pits and quarries, to erect and operate ice-houses and trade in ice generally;

22. To amend section F of art. 364 of the charter, English version, by substituting the words "Servants' Registry office" for the words "Employment Bureau";

23. To allow the city clerk to merge several electoral districts into one, and to fix the number of voters per poll;

24. To authorize the city to acquire a part of a building on Sherbrooke street, erected within the building line, and to apportion the cost thereof on the proprietors on Sherbrooke street;

25. To annul the laws or contracts fixing at \$100 per arpent, the valuation of certain lands;

26. Pour que la pension des ex-recorders soit payée par le gouvernement provincial à même sa quote-part des revenus de la cour du recorder;
27. Pour modifier les Statuts refondus de la province relativement au paiement du coût de l'entretien des malades, aliénés et des jeunes délinquants;
28. Pour étendre le délai fixé par la loi pour le paiement des taxes d'égouts;
29. Pour empêcher les municipalités voisines de Montréal d'imposer des taxes onéreuses aux citoyens de Montréal qui vont faire affaires dans ces municipalités;
30. Pour permettre, que la contribution foncière soit payée par versements;
31. Pour obliger les propriétaires d'automobiles de louage à munir ces automobiles de taximètres;
32. Pour obliger les propriétaires d'immeubles à installer des valves automatiques aux tuyaux d'égouts pour empêcher les inondations;
33. Pour obliger les personnes qui subdivisent des terrains en lots à bâtir à tracer les rues suivant les plans de la cité et à faire tous les travaux municipaux à leurs frais, d'après les indications des ingénieurs de la cité;
34. Pour annuler l'arrangement intervenu entre la ci-devant ville du Sault-au-Récollet et la Back River Power Company, relativement à la garantie des obligations de cette compagnie;
35. Pour donner un privilège à la cité pour les taxes imposées pour l'occupation du domaine public;
36. Pour autoriser la cité à préparer des rôles pour l'imposition de taxes autorisées par la ci-devant ville de Cartierville et par la ci-devant ville du Sault-au-Récollet;
37. Pour donner juridiction à la cour du recorder lorsqu'il s'agit de recouvrer les sommes que la ville paie pour l'entretien d'aliénés, malades, jeunes délinquants;
38. Pour établir une assurance municipale mutuelle contre les incendies;
39. Pour que le gouvernement de la province rembourse à la cité de Montréal une partie des taxes que ledit gouvernement perçoit comme licences pour la vente des liqueurs spiritueuses;
40. Pour que le gouvernement de la province remette à la cité la totalité de la taxe imposée sur les personnes qui fréquentent les théâtres ou autres endroits d'amusements, et pour que cette taxe soit employée pour des fins de charité exclusivement;
41. Pour imposer des taxes additionnelles sur les compagnies d'utilité publique qui ont des franchises dans la cité de Montréal;
42. Pour changer la date des élections générales municipales, et pour rendre le vote obligatoire, relativement aux élections en général;
43. Pour accorder certains pouvoirs au chef du département des incendies, relativement à la protection contre les incendies;
44. Pour réglementer les travaux de cours d'eau et de fossés situés en tout ou en partie dans la cité;
45. Pour étendre les pouvoirs du bureau d'hygiène au sujet de la saisie et de la destruction des aliments malsains;
46. Pour acheter des livres pour la bibliothèque municipale sans demander de soumissions;
47. Ratification des actes suivants :—(a) Cession à la cité de Montréal de l'avenue Harvard par la City Realty Investing Co. Ltd; The
26. To enact that the ex-recorders' pension shall be paid by the provincial government out of its share of the revenue derived from the Recorder's Court ;
27. To amend the Revised Statutes of the Province as regards the payment of the cost of the maintenance of patients, insane and young offenders ;
28. To extend the delay fixed by the law for the payment of sewer taxes ;
29. To prevent the municipalities adjoining the city of Montreal from imposing onerous taxes on the citizens of Montreal who go and carry on business in these municipalities ;
30. To enact that assessments may be paid by instalments ;
31. To compel owners of automobiles for hire to provide the same with tax-meters ;
32. To compel owners of immovables to place automatic valves at sewer in order to prevent floodings ;
33. To compel the persons who subdivide lands into building lots to lay out the streets according to the plans of the city and to perform all municipal works at their own expense, in accordance with the directions given by the city engineers ;
34. To annul the agreement entered into between the former town of Sault-au-Récollet and the Back River Power Co., as regards the guarantee of the bonds of said company ;
35. To give the city a privilege for the taxes imposed for occupation of the public domain ;
36. To authorize the City to prepare rolls for the levying of the taxes authorized by the former town of Cartierville and the former town of Sault-au-Récollet ;
37. To give jurisdiction to the Recorder's Court in cases where legal proceedings have to be taken for the recovery of the sums paid by the city for the maintenance of insane, patients, young offenders, etc. ;
38. To empower the city to establish a mutual municipal fire insurance ;
39. To enact that the Provincial government shall refund to the city of Montreal a portion of the taxes collected by the said government as licenses for the sale of spirituous liquors ;
40. To enact that the provincial government shall hand over to the city the whole of the proceeds of the tax imposed on persons frequenting theatres or other places of amusement, and that the same shall be exclusively used for charitable purposes ;
41. To impose additional taxes on public utility companies having franchises in the city of Montreal ;
42. To change the date of general municipal elections, and to make voting compulsory, and to adopt other provisions in connection with elections generally ;
43. To grant certain powers to the chief of the fire department in connection with fire protection ;
44. To regulate the works in connection with water-courses and ditches situated in whole or in part in the city ;
45. To extend the powers of the board of health as regards the seizure and destruction in wholesome food-stuffs ;
46. To purchase books for the civic library without calling for tenders ;
47. Ratification of the following deeds :—
(a) Cession to the city of Montreal of Harvard avenue by the city Realty Investing Co. Ltd ;

Westlea Realty Co. Ltd; Joseph Perver et Dame Mathilde Gougeon, épouse de Aldéric Beaulieu, es-qualité; (b) Cession à la cité de Montréal de la rue Désautels par les curé et marguilliers de l'Œuvre de la paroisse de Saint-François-d'Assise, de la Longue-Pointe; (c) Cession à la cité de Montréal d'une partie de l'avenue Oxford par The Westlea Realty Co. Ltd; The City Realty Investing Co. of Montreal, Ltd;

48. Pour imputer sur le fonds d'emprunt, comme partie du coût des travaux, les dommages qui peuvent être causés au cours de l'exécution de travaux permanents;

49. Pour modifier la sous-section 6 de l'article 300 de la loi 62 Vic. chap. 58 et ses amendements;

50. Au sujet de la signification au débiteur requise par l'article 389 de la charte de la cité;

51. Pour fermer les boutiques de barbiers certains jours de fête.

52.—Pour imposer une taxe sur les affiches, placards, enseignes et sur tout genre de publicité à l'extérieur de bâtiments, sur des clôtures ou sur des planches.

Par ordre,

Le greffier de la cité,

L.-O. DAVID.

Bureau du greffier de la cité,
Hôtel de Ville.

Montréal, 10 novembre 1917. 5009—46-4

Province de Québec,
Ville de Longueuil.

Avis public est par le présent donné que la ville de Longueuil s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte (7 Edouard VII et amendements), aux fins de réduire à six qui seront élus par toute la ville le nombre des échevins de cette ville; de donner le pouvoir aux estimateurs d'entendre les plaintes qui seront faites contre le rôle d'évaluation et de reviser ledit rôle qui sera, sur rapport desdits estimateurs, finalement homologué par le conseil; de pouvoir exiger un intérêt de 6% sur tous les arrérages de taxes de quelque nature qu'elles soient qui seront dues à cette ville; de rendre tous les biens de la ville sujets au paiement de la taxe de l'eau, conformément aux règlements de cette ville; de ratifier le règlement No 284 passé par le conseil de cette ville, le 3 juillet 1917 et intitulé: "Règlement pour annexer à la ville de Longueuil les lots de subdivision Nos 1 à 148, inclusivement, du lot No originaire 36 et la moitié sud-ouest du lot No 35, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Antoine-de-Longueuil ainsi que la lisière de terrain faisant partie du lot No 313 du cadastre de ladite paroisse de Longueuil, qui se trouve sur le territoire formé des lots ci-dessus désignés et appartenant à la compagnie de chemin de fer Québec, Montréal and Southern Railway, ainsi que celle occupée par le chemin public qui se trouve sur le même territoire, et pour accorder une exemption de taxes à la compagnie "Armstrong Whitworth of Canada, Limited" et d'obtenir des pouvoirs plus étendus sur l'administration de la ville, et pour d'autres fins.

Les procureurs de la ville de Longueuil,

LAMARRE & MONET,

Longueuil, 7 novembre 1917. 5011—46-4

Avis est donné par les présentes qu'une demande sera faite à la prochaine session de la législature de Québec, pour ratifier le règlement

The Westlea Realty Company Ltd; Joseph Perver and Dame Mathilde Gougeon, wife of Aldéric Beaulieu, *es-qualité*; (b) Cession to the city of Montreal of Désautels street by the parish priest and church wardens of St. François-d'Assise de la Longue-Pointe; (c) Cession to the city of Montreal of a part of Oxford avenue by the Westlea Realty Company, Ltd; The City Realty Investing Co. of Montreal, Ltd;

48. To charge against the loan fund, as a part of the cost of the works, the damages which may be caused while any permanent works are being performed;

49. To amend sub-section 6 of Art. 300 of the Act 62, Viet. chap. 58, and its amendments.

50. In connection with the notice to be served upon the debtor, in virtue of art. 389 of the city charter;

51. To close barber shops on certain holidays;

52. To impose a tax on posters, bills, signs and on any kind of advertisements on the outside of buildings, on fences or on boards.

By order,

L.-O. DAVID,

City clerk.

City Clerk's Office,
City Hall.

Montreal, 10th November, 1917. 5010—46-4

Province of Quebec,
Town of Longueuil.

Public notice is hereby given that the town of Longueuil will apply at the next session of the Legislature of the Province of Quebec with a view to have a law enacted amending its charter (7 Edward VII and amendments), for the purposes of decreasing the board of aldermen to the number of six which shall be elected at large; to give the valuers the power to deal with the complaints made against the valuation roll and to revise the said roll which shall be, upon the report of the valuers, finally homologated by the council; to give the power of exacting an interest of six per cent upon all the arrears for taxes of whatever nature they might be due to the town; to render all the properties of the town subject to the payment of the water tax, in conformity with the by-laws of the town; to ratify the by-law No 284 which was adopted or passed by the council of said town, on the 3rd of July, 1917, said by-law being entitled: "By-law to annex to the town of Longueuil the subdivision lots No 1 to No 148, inclusively, of the original lot No. 36 and the half of the south-west lot No. 35, according to the plan and book of reference of the parish of Saint-Antoine-de-Longueuil, as well as the strip of land forming part of lot cadastral No. 313 of the said parish of Longueuil, which lies upon the territory composed of the lots above designated and belonging to the Quebec, Montreal and Southern Railway, as well as that strip of land now occupied by the public road being upon the same territory, and also with a view to have an exemption of taxes granted to the "Armstrong Whitworth of Canada, Limited" and in order also to obtain wider powers for the proper administration of the said town, and other purposes.

LAMARRE & MONET,

Attorneys of the town of Longueuil.

Longueuil, 7th November, 1917. 5012—46-4

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Quebec Legislature for the passing of an Act ratifying

No 32 de la municipalité Sainte-Marie-Madeleine-du-Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, accordant une exemption de taxes à la compagnie Canada Steamship Lines, Limited, et aussi, pour confirmer et ratifier un règlement passé par les commissaires d'écoles pour la municipalité Sainte-Marie-Madeleine-du-Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, accordant une commutation de taxes scolaires à ladite compagnie Canada Steamship Lines, Limited.

Daté à Trois-Rivières, ce 31ième jour d'octobre, 1917.

Le secrétaire de la compagnie Canada
Steamship Lines, Limited,
5017-46-4 F-PERCY SMITH.

Avis public est par le présent donné que la commission des écoles protestantes de la cité de Montréal demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, qu'une loi soit adoptée pour les fins suivantes :

a. Autoriser l'émission de débentures jusqu'au montant de neuf cent mille piastres (\$900,000) par dénominations, sans fonds d'amortissement pour échoir par divers montants chaque année, à partir du 1er janvier 1923 jusqu'au 1er janvier 1948, ces deux dates, inclusivement, à un taux d'intérêt n'excédant pas six pour cent (6%) par année;

b. Pourvoir à l'augmentation de quatre à cinq mille par cent piastres de valeur imposable du taux des rôles de cotisation des protestants et des neutres qui fréquentent les écoles communes de la cité de Montréal; le taux de la taxe spéciale d'un dixième d'un sou pour intérêt et charges sur fonds d'amortissement devant toutefois rester invariable, ce qui portera à six mille au lieu de cinq mille par \$100.00 d'évaluation le taux maximum de la taxe scolaire urbaine, qui sera prélevée sur les rôles des protestants et des neutres, du 1er mai 1918.

Les avocats des requérants,
GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
LANGUEDOC & PARKINS.
Montréal 9 novembre 1917. 5021-46-4

Avis est par les présentes donné que la corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des pouvoirs additionnels relativement à l'administration des œuvres suivantes : l'œuvre de la propagation de la foi, l'œuvre de la Sainte-Enfance, l'œuvre des séminaristes pauvres, l'œuvre de l'Union-Saint-Jean pour les prêtres malades ou en retraite, l'œuvre du denier de Saint-Pierre, et, notamment, faire déclarer que les dons et legs faits auxdites œuvres seront payables à la corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal, pour être, par elle, employés au profit de l'œuvre ou des œuvres pour laquelle ou lesquelles ces dons et legs auront été faits.

Le procureur de la requérante,
ANTONIO PERRAULT.
Montréal, 12 novembre 1917. 5033-46-4

Avis est par les présentes donné que la Commission des écoles catholiques de Montréal s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender, au point de vue emprunts et taxes, la loi 7 Geo. V, ch. 28, et autres lois régissant cette corporation, et pour autres fins.

Le secrétaire-trésorier de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

AYMÉ LAFONTAINE.
Montréal, 7 novembre 1917. 5043-46-4

the by-law No 32 of the municipality of Sainte-Marie-Madeleine-du-Cap-de-la-Madeleine, in the county of Champlain, granting an exemption from taxes to the company Canada Steamship Lines, Limited, and also ratifying and confirming a by-law passed by the school commissioners for the municipality of Sainte-Marie-Madeleine-du-Cap-de-la-Madeleine, in the county of Champlain, granting a commutation of school taxes to the said company Canada Steamship Lines, Limited.

Dated at Three Rivers, this 31st day of October, 1917.

F-PERCY SMITH,
Secretary of Company Canada
Steamship Lines, Limited.
5018-46-4 L

Public notice is hereby given that the Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal will, at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, make application for the passing of an Act for the following purposes :

a. To authorize the issue of bonds to the extent of nine hundred thousand dollars (\$900,000); such bonds to be issued in serial form, without any sinking fund, to mature in various amounts annually from January 1st 1923 to January 1st, 1948, both dates, inclusive, at a rate of interest not to exceed six per cent (6%) per annum;

b. To provide for an increase in the rate of the Protestant and Neutral Panels of the ordinary Montreal city school tax from four to five mills per hundred dollars of the assessed valuation; the rate, however, of the special tax of one mill for interest and sinking fund charges to remain unchanged, thus making the total rate of the city school tax to be levied upon the Protestant and Neutral Panels from May 1st 1918, six mills instead of five mills per \$100.00 of the assessed valuation.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
LANGUEDOC & PARKINS,
Solicitors for applicants.
Montreal, 9th November 1917. 5022-46-4

Notice is hereby given that the Roman Catholic Archiepiscopal Corporation of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for obtaining additional powers respecting the administration of the following works : the propagation of Faith, *Sainte Enfance*, poor seminary, *L'Union-Saint-Jean* for sick or retired priests, Saint Peter's Pence, and especially to have it declared that the donations and legacies made for said works shall be payable to the Roman Catholic Archiepiscopal Corporation of Montreal, to be, by said corporation, used for the benefit of the work or works for which these donations or legacies shall have been made.

ANTONIO PERRAULT,
Attorney for applicant.
Montreal, 12th November, 1917. 5034-46-4

Notice is hereby given that the Catholic School Commission of Montreal will apply to the Quebec Legislature, at the next session thereof, for an Act to amend, from the view point of loans and taxes, the Act 7, Geo. V, ch. 28, and other acts governing this corporation, and for other purposes.

AYMÉ LAFONTAINE,
Secretary-treasurer of the Catholic School
Commission of Montreal.
Montreal, 7th November, 1917. 5044-46-4

Avis est par le présent donné que la "National Trust Company, Limited", s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendant 63 Vict. chap. 78 des statuts de la province de Québec, qui est la loi l'autorisant à faire affaires dans ladite province, à fin de lui donner le pouvoir d'agir en certaines qualités en sus de celles mentionnées dans ledit acte, y compris celles de curateur, séquestre, tuteur, gardien et conseil judiciaire, et de charger des honoraires convenables lorsqu'elle agira en ces qualités et en d'autres, et de prêter et emprunter des argents sur certaines valeurs et garanties, et pour d'autres objets.

Les procureurs de la requérante,
FOSTER, MARTIN, MANN, MACKINON,
HACKETT & MULVENA.
5051—46-4

Notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, the National Trust Company, Limited, will apply for an act to amend 63 Vict. chap. 78 of the Statutes of the Province of Quebec, being the act authorizing it to carry on business in the said Province, for the purpose of empowering it to act in certain capacities besides those mentioned in the said act, including those of curator, sequestrator, tutor, guardian and judicial adviser, and to charge proper remuneration for its services when acting in these and other capacities, and to lend and borrow money upon certain securities and guarantees, and for other purposes.

FOSTER, MARTIN, MANN, MACKINON,
HACKETT & MULVENA,
5052—46-4 Attorneys for applicant.

Avis est par les présentes donné que les contribuables de la paroisse de Notre-Dame-des-Neiges, partie dans le comté de Saint-Maurice et partie dans le comté de Maskinongé, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi aux fins suivantes :

a. Erigeant en municipalité de paroisse, sous le nom de municipalité de Charette, tout le territoire qui constitue actuellement la paroisse canonique et la paroisse civile de Notre-Dame-des-Neiges.

b. Ratifiant les règlements, procès-verbaux, ordres, listes, rôles ou actes municipaux adoptés ou passés par leur commissions scolaire depuis son existence.

Les procureurs des requérants,
5055—46-4 LAJOIE & LAJOIE.

Notice is by these presents given that the taxpayers of the parish of Notre-Dame-des-Neiges, situated partly in the county of Saint Maurice and partly in the county of Maskinongé, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to ask for the passation of a law for the following purposes :

a. Erecting into a parish municipality, under the name of municipality of Charette, all the territory that actually constitutes the canonical and civil parish of Notre-Dame-des-Neiges.

b. Ratifying the by-laws, proceedings, orders, lists, rolls or municipal acts adopted or passed by their school commission since its existence.

LAJOIE & LAJOIE,
4848—44-4 Attorneys for the petitioners.

Avis est par le présent donné que "The Lyman Real Estate Corporation, Limited" demandera une loi à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour les fins suivantes :

(a) Confirmer sa charte et ses lettres patentes;

(b) Lui permettre de faire le commerce général d'immeubles et d'exercer tous les pouvoirs qu'elle a déjà obtenus par ses lettres patentes;

(c) Obtenir la confirmation de l'organisation de la compagnie, y incluant l'émission de ses parts dans son fonds social et l'acquisition de certaines propriétés de la succession de Dame Mary Corse, veuve de feu Henry Lyman, par un acte de vente passé devant R.-H. Clerk, N.P., le 29ième jour du mois de Septembre 1915 ;

(d) Et pour toutes autres fins quelconques se rapportant aux présentes.

Daté à Montréal, le 14 novembre 1917.

The Lyman Real Estate Corporation Limited,
Par le secrétaire-Trésorier,
5067—46-4 M.-S.-L. RICHEY.

Notice is hereby given that The Lyman Real Estate Corporation, Limited will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session thereof, for the passing of an act:

(a) To confirm the charter and letters patent of the said corporation ;

(b) To permit and authorize the said corporation to carry on generally the business of a land company, and to exercise all the powers granted the said corporation by its letters patent ;

(c) To confirm and ratify the organization of the company, including the issue of its stock and the acquisition of certain properties from the estate of the late Dame Mary Corse, widow of the late Henry Lyman, esq., in a deed or sale executed before R.-H. Clerk, N.P., on the twenty ninth day of September, 1915 ;

(d) And for all other purposes relating to these presents.

Dated at Montreal, this fourteenth day of November, 1917.

The Lyman Real Estate Corporation, Limited,
Per M.-S.-L. RICHEY,
5068—46-4 Secretary treasurer.

La Compagnie Hydraulique de Saint-François. Saint Francis Water and Power Company.

Avis public est par les présentes donné que "La compagnie hydraulique de Saint-François" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour modifier la loi constituant en corporation la dite compagnie telle qu'édictee au chapitre 76, 2 Edouard VII, et au chapitre 84, 4 Edouard VII, et en particulier pour augmenter le capital-actions de la compagnie et en autoriser la redistribution, et pour augmenter les pouvoirs d'emprunt de la compagnie et le taux

Public notice is hereby given that the Saint Francis Water and Power Company will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for an Act to amend the charter of said company as enacted by the Act 2, Edward VII, chapter 76 and the Act 4 Edward VII, chapter 84, and in particular to increase the capital stock of the company and authorize the allotment thereof, to increase the company's borrowing powers and the rate of

d'intérêt sur emprunts, par bons ou débentures, et pour déterminer et régler le paiement des actions déjà souscrites ou à être souscrites, et pour autoriser la compagnie à céder et transporter à une autre compagnie les franchises et les droits conférés par sa charte et le pouvoir de les exercer.

La compagnie hydraulique de Saint-François,
Par le secrétaire-trésorier,
ROBERT POISSON.

Thetford-Mines, 5 novembre 1917. 5077—46-4

interest on the loans, by bonds or debentures, and to determine and fix the payment of the shares subscribed or to be subscribed, and to authorize the Company to transfer and convey to another Company the rights and franchises granted by its charter and the power to exercise them.

Saint Francis Water and Power Company,
By ROBERT POISSON,
Secretary treasurer.

Thetford-Mines, 5th November, 1917.

5078—46-4

Province of Québec,
District of Joliette.

Avis est par les présentes donné que la corporation de la ville de Joliette s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi amendement sa charte, la loi 27 Victoria, chapitre 23, et les lois qui l'amendent, dans le but d'obtenir des pouvoirs additionnels, et notamment pour les fins suivantes : changement du cens électoral, changement de la qualification foncière du maire et des échevins, changement de la limitation du pouvoir d'emprunt, et divers autres objets généralement en conformité de la "loi des cités et villes".

Les procureurs de la corporation de

la ville de Joliette,

SYLVESTRE & GRENIER

Joliette, 6 novembre 1917. 4955—45-4

Province of Quebec,
District of Joliette.

Notice is hereby given that the corporation of the town of Joliette will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for an Act to amend its charter, the Act 27 Victoria, chapter 23 and amendments thereto, granting it additional powers and especially for the following purposes : to change the qualifications of voters, to change the property qualification of the mayor and aldermen, to change the limit of the borrowing power, and divers other objects in conformity with the cities and towns Act.

SYLVESTRE & GRENIER,

Attorneys for the corporation of the

town of Joliette.

Joliette, 6th November, 1917. 4956—45-4

Avis est par les présentes donné, que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender la "Loi 1 Edouard VII, chapitre 94 de la province de Québec, intitulée : "Loi concernant la succession de feu John Pratt", et les lois amendement cette loi, de façon que les exécuteurs et administrateurs de la succession en question soient autorisés à payer annuellement à chacun des enfants et petits enfants dudit John Pratt, et dans le cas de décès d'aucun desdits petits enfants, à ses enfants, en outre de ce qu'ils sont déjà autorisés à leur payer, tous les revenus nets de ladite succession par part proportionnelle à la somme que chacun d'eux reçoit déjà de la succession, moins 25% desdits revenus nets que lesdits exécuteurs garderont pour la bonne administration de la succession.

Les procureurs,

DESCARRIES & DESCARRIES.

Montréal, 7 novembre 1917. 4989—45-4

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, to amend the act 1, Edward VII, chapter 94 of the Province of Quebec, intituled "An Act respecting the estate of the late John Pratt" and the amendments thereto, so as to authorize the executors and administrators of said estate to pay annually to each of the children and grand children of said John Pratt, and in the case of death of any of said grand-children, to his children, in addition to the amount they are already authorized to pay them, all the net revenues of said estate proportionately to the amount paid to each of them out of the estate, less 25% of said net revenues which the said executors keep for the proper management of the estate.

DESCARRIES & DESCARRIES,

Attorneys.

Montreal, 7th November, 1917. 4990—45-4

Avis public est par le présent donné que la corporation de la ville de Saint-Laurent, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender sa charte en dérogeant à la loi 3 Edouard VII, chapitre 38, et ses amendements régissant les cités et villes, sur les matières suivantes : déclaration sur saisie-arrest après jugement, quorum du conseil, affaires prises en considération aux séances spéciales, ajournement des séances et ajournement par deux membres du conseil, prescription de l'action en cassation des règlements, imposition de certaines taxes sur propriétés non autrement imposables, placement de fonds d'amortissement, pouvoir de faire des emprunts temporaires au moyen de billets, demande de ratification de certains règlements, contrats ou résolutions passés par le conseil ou soumis aux contribuables; fixation de la date des élections municipales, acquisition par voie d'expropriation ou à l'amiable de la manufacture "Sabourin".

Pour faire amender et abroger des règlements pour restreindre, supprimer ou permettre la mendicité, raffles, tag-days, bazars, tombolas, les jeux d'adresse ou de hasard, les salles publiques de

Public notice is hereby given that the corporation of the town of Saint-Laurent will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, to amend its charter by derogating from the Act 3 Edward VII, chapter 38, and amendments thereto governing the cities and towns, on the following matters : declaration on garnishment after judgment, quorum of the council, matters to be taken under consideration at special meetings, adjournment of the meetings and adjournment by two members of the council, prescription of the action to annul by-laws, imposition of certain taxes on property not otherwise assessed, investment of sinking fund, power to make temporary loans by means of notes, application for ratification of certain by-laws, contracts or resolutions passed by the council or submitted to the ratepayers; the fixing of the date of municipal elections, the acquisition by expropriation or mutual consent of the "Sabourin" factory.

To make, amend and repeal by-laws to restrict, abolish or permit begging, raffles, tag-days, bazars, tombolas, games of skill or of chance, public moving pictures halls, billiards rooms,

vues animées, de billards, théâtres, etc., les enseignes, annonces commerciales, auvents, poteaux, abreuvoirs, râteliers.

Pour établir, construire, défendre la construction des conduits électriques, sous-voies, et conduits pour d'autres fins et pour pratiquer les ouvertures, trous d'hommes dans les rues et sous les trottoirs.

Pour faire amender et abroger les règlements pour faire répartir le coût des travaux faits et à faire sur les propriétaires possédant des immeubles le long de toutes rues, ruelles, places publiques ou partie d'icelles dans lesquels le conseil jugera bon de faire des améliorations, ou sur les propriétaires d'un certain circuit en bénéficiant, concernant les sujets suivants: aqueduc, égouts, éclairage, pavages, trottoirs, enlèvement de la neige, arrosage des rues, stations de polices et de feux, et toutes dépenses relatives à ces départements; rues, places publiques, parcs, terrains de jeux, tuyaux à gaz, alignement et niveaux des rues et places publiques, dommages résultant d'expropriation, déterminés à dire d'expert, raccordement des fils électriques, drains, conduite d'eau, de gaz et de tous autres services d'utilité publique, nettoyage des rues, arbres d'ornementation et entretien des gazons, embellissement et alignement des rues, quant aux constructions; expropriations ou achats de gré à gré de toutes bâtisses projetant au-delà de la ligne de toutes rues ou places publiques, système d'éclairage ou d'aqueduc, borne-fontaines, abreuvoirs, etc.

Les avocats de la corporation de la

ville Saint-Laurent,

DEGUIRE & NANTEL.

4961—45-4 Montréal, 5 novembre 1917.

Avis est par le présent donné que la société de secours mutuel ayant nom "Union Saint-Joseph et Saint-Michel", corps politique et incorporé, ayant son siège social dans la cité de Sorel, demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi amendant sa charte et l'autorisant à imposer une contribution spéciale, à augmenter certaines de ses contributions mensuelles, et enfin à venir en aide à certains de ses membres, au moyen d'avances en argent, remises ou de subventions.

Le secrétaire-archiviste,

J.-ED. CHAMPOUX.

Sorel, 6 novembre 1917. 4957—45-4

Avis est donné que Gaspard DeSerres, financier, Trefflé Bastien, entrepreneur, Janvier-A. Vaillancourt, négociant, Ucal-H. Dandurand, agent d'immeubles, Charles LaMothe, employé civil, Dame Amanda Malhiot, veuve de William LaMothe, tous des cité et district de Montréal, et Jules Laframboise, des cité et district de Saint-Hyacinthe, gérant, en qualité de curateur aux substitutions dont les successions de William LaMothe et Henri-Pierre LaMothe sont grevées, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi ratifiant la vente par licitation entre lesdits héritiers LaMothe, faite par le notaire de la cour supérieure du district de Montréal, le 1^{er} avril 1912, auxdits DeSerres Bastien, Vaillancourt et Dandurand, du lot portant le numéro cinq cent vingt-deux (522), du quartier Saint-Jacques, dans la cité de Montréal, et confirmant le titre desdits adjudicataires audit immeuble.

Les procureurs des requérants,

DESSAULES, GARNEAU & VANIER.

Montréal, 7 novembre 1917, 4983—45-4

theatres, etc., signs and commercial advertisements, awnings, poles, drinking fountains, racks.

To establish, construct, prohibit the construction of electric conduits, subways and conduits for other purposes and to place openings, manholes in the streets and under the sidewalks,

To make amend and repeal by-laws to apportion the costs of work done and to be done on the proprietors of the immovables fronting on any streets, lanes, squares or parts thereof in which the council may deem fit to make improvements, or on the proprietors of a certain circuit benefiting thereby, respecting the following matters: waterworks, sewers, lighting, paving, sidewalks, removal of snow, watering of streets, police and fire stations, and all expenses relating to these departments; streets, squares, parks, amusement grounds, gas pipes, alignment and level of streets and squares, damages resulting from expropriation determined by award of experts, connection of electric lines, drains, water and gas mains and all other public utility services, the cleaning of streets, ornamental trees, and maintenance of lawns, the beautifying and alignment of streets in regard to buildings; expropriation or purchase by mutual agreement of any buildings projecting beyond the line of any streets or squares; lighting system, waterworks, hydrants, drinking fountains, &c.

DEGUIRE & NANTEL,

Attorneys for the corporation of

the town of Saint-Laurent.

4962—45-4 Montreal, 5th November, 1917.

Notice is hereby given that the mutual benefit society named "Union Saint-Joseph et Saint-Michel" a body politic and corporate with head office in the city of Sorel, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for an Act to amend its charter and to authorize said society to levy a special fee, to increase certain of its monthly dues and finally to assist certain of its members by means of advances of money, remittances or grants.

J.-ED. CHAMPOUX,

Recording Secretary.

Sorel, 6th November, 1917. 4958—45-4

Notice is given that Gaspard DeSerres, capitalist, Trefflé Bastien, contractor, Janvier-A. Vaillancourt, trader, Ucal-H. Dandurand, real estate agent, Charles LaMothe, civil employee, Dame Amanda Malhiot, widow of William LaMothe, all of the city and district of Montreal, and Jules Laframboise, of the city and district of Saint-Hyacinthe, in his qualities of curator of the substitutions affecting the estate of William LaMothe and Henri-Pierre LaMothe, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act ratifying the sale by licitation between the said heirs LaMothe, made by the prothonotary of the Superior Court of the district of Montreal, on the 15th April, 1912, to the said DeSerres, Bastien, Vaillancourt and Dandurand, of lot number five hundred and twenty two (522), of Saint-James ward, in the city of Montreal, and confirming the title of said adjudicataires to the said immoveable.

DESSAULES, GARNEAU & VANIER,

Attorneys for applicants.

Montreal, 7th November, 1917. 4984—45-4

Avis est par le présent donné que la ville de Saint-Lambert s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'obtention d'une loi ratifiant et approuvant le règlement No 91, passé par le conseil de la ville de Saint-Lambert, et aussi ratifiant et approuvant le contrat passé entre la ville de Saint-Lambert et la Dominion Textile Company, Limited, conformément audit règlement No 91, accordant une exemption de taxes et un bonus ou subvention à ladite compagnie aux termes et conditions y mentionnés.

Le secrétaire-trésorier de la ville de Saint-Lambert,

JAMES-R. BEATTY.

Saint-Lambert, 3 novembre 1917. 4999—45-4

Notice is hereby given that the town of Saint Lambert will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act ratifying and confirming by-law No. 91, enacted by the council of the town of Saint Lambert, also ratifying and confirming the contract entered into between the town of Saint Lambert and the Dominion Textile Company, Limited, pursuant to said by-law No. 91, granting exemption from taxation and a bonus or subsidy to the said company under the terms and conditions therein mentioned.

JAMES-R. BEATTY,

Secretary-treasurer of the town of

Saint Lambert.

Saint Lambert, 3rd November, 1917. 5000—45-4

Avis public est par le présent donné que "The British Canadian Life and Accident Insurance Company", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du 1er mai 1917, et ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi pour augmenter ses pouvoirs, pour lui permettre d'effectuer des contrats d'assurance et de réassurance sur la vie et contre les accidents, contre la maladie, contre le vol avec effraction, de garantir la fidélité des personnes remplissant des emplois de confiance, publics ou privés, et pour autres fins.

THE BRITISH CANADIAN LIFE AND ACCIDENT INS. CO.

Le directeur-gérant.

J. PICARD.

Montréal, 6 novembre 1917. 4921—45-4

Public notice is hereby given that The British Canadian Life and Accident Insurance Company, incorporated by letters patent of the Province of Quebec, dated the 1st May, 1917, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to increase its powers, to effect life insurance and reinsurance, also insurance against accidents, sickness and burglary and for guaranteeing fidelity of persons holding confidential positions either public or private, and for other purposes.

THE BRITISH CANADIAN LIFE AND ACCIDENT INS. CO.

J. PICARD,

General manager.

Montreal, 6th November, 1917. 4922—45-4

Avis public est présentement donné par les successions de feu Frederick-Thomas Judah, en son vivant, conseil du Roi, de la cité de Montréal, et de Sarah Caine, son épouse, qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour un acte autorisant la vente des immeubles situés en la cité de Montréal, grevés des substitutions créées par les testaments desdits feus Frederick-Thomas Judah et Sarah Caine, son épouse.

Les procureurs des pétitionnaires,

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE.

Montréal, 7 novembre 1917. 4985—45-4

Public notice is hereby given by the estates of the late Frederick-Thomas Judah, in his lifetime of the city of Montreal, King's Counsel, and of his wife the late Sarah Caine, that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to authorize the sale of the immoveable property situate in the city of Montreal and affected by the substitutions created by the respective wills of the said late Frederick-Thomas Judah and of his said wife.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,

Attorneys for the applicants.

Montreal, 7th November, 1917. 4986—45-4

Avis est par les présentes donné que le "Fonds de Secours des Forestiers Catholiques de la province de Québec" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une charte spéciale lui accordant des pouvoirs plus étendus que ceux conférés par la loi générale des assurances, et notamment:

1. Le pouvoir de créer un fonds d'assurances lui permettant de payer une indemnité au décès de ses membres, de payer une indemnité à ceux de ses membres qui sont dans l'incapacité totale et permanente de travailler, de payer une indemnité pour couvrir les frais funéraires des enfants de ses membres;
2. Le pouvoir de créer une caisse prévoyant le paiement de bénéfices à ses membres au cas de maladie ou d'accident;
3. Le pouvoir de créer une caisse prévoyant le paiement des frais funéraires au cas de décès de ses membres.

Le procureur du requérant,

J.-B. BISSONNETTE.

Montréal, 31 octobre 1917. 4887—45-5

Notice is hereby given that the "Fonds de Secours des Forestiers Catholiques de la province de Québec" will petition the Legislature of the Province of Quebec for a special charter giving it more and broader powers than it actually has, to wit: 1. The power of creating an insurance fund for the purpose of paying benefits at the death of its members, benefits to its members suffering of a total and permanent disability, benefits covering funeral expenses of the children or its members; 2. The power of creating a fund to pay benefits to its members in case of sickness or accident; 3. The power of creating a fund providing payment of funeral expenses at the death of its members.

J.-B. BISSONNETTE,

Attorney for the petitioner.

Montreal, 31st October, 1917. 4888—45-5

La cité de Verdun donne avis qu'elle s'adressera à la législature provinciale, à sa prochaine session, pour amendements à la charte de ladite cité sur les sujets suivants:

Finances municipales et leur administration; emprunts et application du produit de ces emprunts; liste électorale; évaluation, rôle de cotisation et leur contestation; chemins municipaux; aqueducs; trottoirs; licences; taxes d'immeubles, taxes personnelles et taxes d'eau; travaux municipaux et répartition du coût de ces travaux; règlements et mise en vigueur de ces règlements; système municipal d'éclairage et de pouvoirs par l'électricité ou autrement; protection contre l'inondation; amélioration de la digue et de la grève et coût de ces travaux.

Les procureurs de la cité de Verdun,

FAUTEUX & FAUTEUX.

Montréal, 8 novembre 1917.

4993-45-4

Avis public est par les présentes donné par la corporation du village de Sainte-Rose qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi l'incorporant comme ville en vertu des dispositions de la loi des cités et villes, avec certains pouvoirs spéciaux additionnels relatifs aux cens et listes électorales; tenue des élections; biens imposables; approbation des règlements par les propriétaires; licences et permis; taxes sur salles de vues animées; santé publique; visite des maisons et inspection des bâtiments et industries insalubres et nuisibles; abattoirs; publicité; bonis; débits de boisson et tempérance; terrains de jeux, parcs, hôtel de ville stations de pompes à incendie, emprunts pour leur acquisition, améliorations et maintien; taxes spéciales pour améliorations locales ou autres; emprunts généralement; taxes et licences d'affaires; rues, ruelles, voies publiques, trottoirs, égouts, drains et aqueduc; approvisionnement d'eau, éclairage et chauffage; taxes de compagnies de téléphone, télégraphe et de pouvoirs électriques; avis aux débiteurs de taxes; expropriations; terrains en culture—et pour autres fins.

Les procureurs de la requérante,

ST-GERMAIN, GUERIN & RAYMOND.

Montréal, 3 novembre 1917.

4933-45-4

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi érigeant en corporation de ville, pour toutes fins municipales et scolaires, le territoire faisant partie, actuellement, de la municipalité de la paroisse de Saint-Clément-de-Beauharnois, situé entre la ville de Beauharnois, dans le comté de Beauharnois, et la ville de Léry, dans le comté de Châteauguay, et comprenant les lots de terre connus et désignés au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Clément, sous les numéros 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, et les subdivisions 1 à 35, inclusivement, et 70 à 155, inclusivement, dudit lot numéro 8, et les numéros 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, et les subdivisions 1 à 8, inclusivement, dudit lot numéro 47, et les numéros 48, 49 et la partie du lot numéro 50 appartenant à Prime Brazeau; bornée en front partie par le chemin public et partie par les numéros 50-1, 50-2, 50-3 subdivisés au nord-est par le numéro 45 et par partie du numéro 62, au sud-est (en arrière), partie par le numéro 62 et partie par le résidu dudit numéro 50, vendue à Olier Gendron, et du côté sud-ouest partie par la ligne limitative entre la paroisse de Saint-Clément et la ville de Beauharnois, et partie par le résidu dudit numéro

The city of Verdun gives notice that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session, for amendments to the charter of the said city on the following matters:

Municipal finances and administration thereof; loans and the disposal of the proceeds thereof; electoral list; valuation and assessment rolls and contestation thereof; municipal roads; waterworks; sidewalks; licenses; real estate and personal taxes; water rates; municipal works and apportionment of the cost thereof; by-laws and the enforcement thereof; municipal lighting and power system by electricity or otherwise; flood protection and river front improvements and the cost thereof.

FAUTEUX & FAUTEUX,

Attorneys for the city of Verdun.

Montreal, 8th November, 1917. 4994-45-4

Public notice is hereby given by the corporation of the village of Sainte Rose, that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act incorporating the said village of Sainte Rose, as a town, in virtue of the dispositions of the cities and towns act, with further additional special powers respecting qualifications for municipal offices; lists of electors; holding of elections; taxable properties; approbation of by-laws by the proprietors; licenses and permits; taxes on moving pictures; public health; visit and inspection of houses and buildings; unwholesome and noxious establishments and industries; abattoirs; advertising, bonis; licensed establishments and temperance; play grounds, parks, city hall fire stations, loans for their purchase, improvements and maintenance; special taxes for local improvements and others; loans generally; business taxes and licenses; streets, lanes, public roads, sidewalks, sewers, drains and waterworks; water supply; lighting and heating; taxes on telephone, telegraph and electric powers companies; notices to tax debtors; expropriations; land under cultivation, and for other purposes.

ST-GERMAIN, GUERIN & RAYMOND,

Attorneys for the petitioner.

Montreal, 3rd November, 1917. 4934-45-4

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a law incorporating in town, for municipal and school purposes, the territory actually being a part of the municipality of the parish of Saint-Clément-de-Beauharnois, situate between the town of Beauharnois, in the county of Beauharnois, and the town of de Léry, in the county of Châteauguay, and comprising lots known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Clément, under the numbers 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, and subdivisions 1 to 35, inclusively, and 70 to 155, inclusively, of said lot No. 8, and numbers 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, and subdivisions 1 to 8, inclusively, of said lot No. 47, and numbers 48, 49 and part of lot No. 50, owned by Prime Brazeau, bounded in front partly by the public road and partly by numbers 50-1, 50-2, 50-3 subdivided, on the north east by lot No. 45 and by part of No. 62, on the south east partly by No. 62 and partly by the residue of lot No. 50 sold to Olier Gendron, and on the south west partly by the limiting line between the parish of Saint Clément and the town of Beauharnois, and partly by the residue of lot No. 50 sold to Olier Gendron and Sylvio

50 vendue à Olier Gendron et à Sylvio Vervais; et les subdivisions 1, 2 et 3 du lot numéro 50; la partie du lot numéro 559 étant la voie ferrée de la compagnie du chemin de fer Saint Lawrence et Adirondack Railway Company, à partir du lot numéro 51 jusqu'à la ligne limitative entre la paroisse de Saint-Clément et la ville de Léry; et la lisière de terrain appartenant à "The Canadian Light and Power Company", et longeant la voie ferrée, à partir dudit numéro 51 jusqu'au comté de Châteauguay, et aussi le numéro 65, sous le nom de "Ville de Maple Grove", et placer ladite ville sous les dispositions de la loi des cités et villes, avec quelques modifications ou dispositions spéciales au sujet du temps et du mode de l'élection du maire et des échevins, de la votation, de la taxation, de la qualification du maire et des échevins, et autres dispositions en rapport, nécessaires ou accessoires auxdites fins.

Le procureur des requérants,
P.-J. PERRIN,

Montréal, 6 novembre 1917. 4935-45-4

Avis est par les présentes donné que la municipalité du village d'Hébertville Station s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour être autorisée à emprunter la somme de vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00), en dérogeant à l'article 771 du code municipal.

Daté à Montréal, en la province de Québec, ce sixième jour du mois de novembre, mil neuf cent dix-sept.

Les solliciteurs de la requérante,
HIBBARD, GOSSELIN, MOYSE & LANCTOT
4945-45-4

Avis public est par le présent donné que la ville de Pointe-Claire s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'un projet de loi amendement sa charte. 1 George V (deuxième session), chapitre 71 et 7 George V, chapitre 79, aux fins d'établir une nouvelle répartition des taxes d'aqueducs, d'égouts, de drains, de trottoirs et de chemins de la municipalité; pour établir un réservoir municipal et le réglementer; rectifier ses limites de l'est; convenablement distribuer la juridiction sur la route connue sous le nom de "chemin des sources", entre les municipalités intéressées à son entretien; et pour obtenir des pouvoirs plus étendus sur l'administration de la ville, et pour d'autres fins.

L'avocat de la ville de Pointe-Claire,

G.-C. PAPINEAU-COUTURE.

Montréal, le 22 octobre 1917. 4809-44-4

CITE DE MAISONNEUVE

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la cité de Maisonneuve s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour refondre et amender sa charte, en outre pour les fins suivantes:

Autoriser le conseil à acquérir un terrain pour la construction d'un bureau de poste devant remplacer un terrain appartenant à la Couronne dont la cité a pris possession pour le marché.

Autoriser le conseil à émettre des débetures ou à adopter d'autres mesures pour lui permettre de régler la cause pendante entre les Frères des écoles chrétiennes et la cité de Maisonneuve.

Abroger certaines limitations accordées aux évaluations de certaines compagnies industrielles au-dessous de leur valeur réelle, ainsi que certaines commutations et exemptions de taxes.

Abroger l'article 9 de la loi 7 Georges V, chapitre 65.

Vervais; and subdivisions 1, 2 and 3 of lot No. 50; part of lot No. 559 being the railroad of the Saint Lawrence & Adirondack Railway Company from lot No. 51 to the limiting line between the parish of Saint Clément and the town of de Léry; and the strip of land owned by The Canadian Light and Power Company, and bordering on the railroad from lot No. 51 to the county of Châteauguay, and also lot No 65, under the name of "Town of Maple Grove", and submit the said town to the provisions of the cities' and towns' Act, with some modifications or special provisions concerning the election of the mayor and aldermen the votation taxation, the qualification of the mayor and aldermen and other provision relating, necessary or accessory to the said purposes.

P.-J. PERRIN,

Attorney for petitioners.

Montreal, 6th November, 1917. 4936-45-4

Public notice is hereby given that the municipality of the village of Hébertville Station will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to be authorized to contract a loan of twenty five thousand dollars (\$25,000.00) in derogating to section 771 of the Municipal Code.

Given this sixth day of the month of November, nineteen hundred and seventeen, at the city of Montreal, in the province of Quebec.

HIBBARD, GOSSELIN, MOYSE & LANCTOT
Sollicitors for the petitioner.
4946-45-4

Public notice is hereby given that the town of Pointe Claire, will, at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, apply by private bill to have its charter, 1 George V (second session), chapter 71 and 7 George V, chapter 79, amended for the purpose of reapportioning assessments on waterworks, sewers, drains, sidewalks and roads throughout the municipality; for the establishment of a municipal pound and the regulation thereof; for rectification of its eastern limits and the proper apportionment of jurisdiction over the highway known as "Chemin des Sources", between the municipalities interested in the up-keep thereof; and for wider powers for the proper administration of the town and for other purposes.

G.-C. PAPINEAU-COUTURE,

Solicitor for the town of Pointe-Claire.

Montreal, 22nd October, 1917. 4810-44-4

CITY OF MAISONNEUVE

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the city of Maisonneuve will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, to revise and amend its charter for amongst others the following purposes:

To authorize the council to acquire a lot of land for the erection of a post office to replace the lot of land belonging to the Crown which the city has taken possession of for a market.

To authorize the council to issue debentures or to take other measures to enable it to settle the pending cause between the Christian Brothers and the City of Maisonneuve.

To revoke certain valuation limits granted to certain manufacturing companies which are lower than their real value, and also certain tax commutations and exemptions.

To repeal article 9 of the Act. 7 Georges V, chapter 65.

Autoriser le conseil de la cité à adopter les mesures nécessaires pour lui permettre d'acquitter les balances dues en capital, intérêt et frais sur les terrains du parc Maisonneuve.

Autoriser le conseil à émettre des débetures pour couvrir le montant total des débetures du prix d'achat des terrains au parc Maisonneuve et pour autoriser la vente du parc Maisonneuve ou pour effectuer quant à ce parc toute transaction jugée par le conseil avantageuse pour la cité.

Obtenir une loi amendant les dispositions de la loi 3 George V, chapitre 58, section 14, afin d'autoriser la cité à effectuer un règlement des réclamations des divers intéressés contre la cité de Maisonneuve.

Procéder à l'expropriation de la rue Girard, en face de la propriété Lalongée, sur les terrains No 8-647 à 653, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga.

Ratifier, en autant que besoin est, les divers règlements passés par ladite cité et obtenir tous les pouvoirs nécessaires pour effectuer la conversion de toute ou partie de la dette de la cité, et obtenir tous les pouvoirs nécessaires pour effectuer la conversion de toute ou partie de la dette de la cité, obtenir les pouvoirs nécessaires pour effectuer le paiement des sommes empruntées pour la cité ou de dettes contractées par elle, pour l'imposition de taxes qui pourraient être requises à cause de l'état financier de la cité, et pour autres fins.

Les avocats de la cité de Maisonneuve,
BAKER & ROBITAILLE.

Montréal, 6 novembre 1917. 4923-45-4

Avis public est par le présent donné que la cité de Sorel s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender sa charte et obtenir les pouvoirs additionnels suivants:

Faire un emprunt spécial de deux cent cinquante mille piastres pour l'agrandissement de son aqueduc et l'installation d'un filtre;

Permettre l'érection de galeries, balcons et autres saillies au-dessus des trottoirs et pour les taxer;

Changer la date des élections municipales;

Prélever et répartir, en tout ou en partie, le coût réel d'acquisition des terrains requis pour l'ouverture de nouvelles rues sur les propriétaires d'immeubles qui bénéficieront de l'ouverture de ces rues, et exempter de cette répartition ceux qui céderont gratuitement à la cité les terrains requis pour l'ouverture de telles rues;

Pour imposer et prélever une taxe annuelle de un pour cent sur les terres en culture sur leur valeur réelle telle que portée au rôle d'évaluation et pour d'autres fins concernant l'administration de la cité.

Le greffier de la cité,

A.-O. CARTIER.

Sorel, 27 octobre 1917. 4813-44-4

Avis est par les présentes donné que la Compagnie d'assurance "La Prévoyance", ayant son principal bureau d'affaires à Montréal, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi pour amender sa charte pour mieux définir ses pouvoirs comme assureur et lui en donner d'additionnels.

Pour la pétitionnaire,

GEOFFRION, GEOFFRION &
PRUD'HOMME.

Montréal, 30 octobre 1917. 4849-44-5

To authorize the City Council to take the necessary measures to enable it to pay off the balances due in capital, interests and costs on the lands of Maisonneuve Park.

To authorize the council to issue debentures to cover the total amount of debentures issued for the purchase price of Maisonneuve Park and to authorize the sale of Maisonneuve Park or to make, in regard to said Park, any transaction which the council may think advantageous for the city.

To obtain a law amending the provisions of the Act 3 Georges V, chapter 58, section 14, so as to authorize the city to settle all claims against the City of Maisonneuve by several parties;

To proceed with the expropriation of Girard street, opposite the Lalongée's property, on the lots of land Nos. 8-647 to 653, of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga.

To ratify, in so far as needs be, the divers by-laws passed by said city and to obtain all the necessary powers to effect the conversion of the whole or part of the city debt, to obtain the necessary powers to effect the payment of all sums borrowed for the city or debts contracted by it, for the imposition of taxes which may be required on account of the financial state of the city, and for other purposes.

BAKER & ROBITAILLE,

Attorneys for the City of Maisonneuve.

Montreal, 6th November, 1917. 4924-45-4

Public notice is hereby given that the city of Sorel will apply the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to amend its charter and obtain the following additional powers:

To borrow especially a sum of two hundred and fifty thousand dollars for the improvement of its waterworks and the installation of a filter;

To allow the erection over sidewalks of galleries, balconies and other projections and to impose a tax on the same;

To change the date of the municipal elections;

To levy and apportion, wholly or partly, the actual cost of acquiring the land required for the opening of new streets upon the owners of such lands as will benefit by the opening of such streets, and to exempt from such special tax all owners of land who may cede to the city the land required of them for the opening of such streets;

To impose and levy an annual tax of one per cent on farm lands on their actual value as shewn on the assessment roll and for other purposes relating to the administration of the city.

A.-O. CARTIER,

City Clerk.

Sorel, 27th October, 1917. 4814-44-4

Notice is hereby given that "La Prévoyance" insurance company, having its head office at Montreal, will apply to the Quebec Legislature, at the next session thereof, for an Act to amend its charter as to more clearly define its powers as insurer and to grant the company additional powers.

GEOFFRION, GEOFFRION

& PRUD'HOMME,

Attorneys for applicant.

4850-44-5

Avis est par le présent donné que la Congrégation des juifs Anglais, Allemands et Polonais de Montréal, demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, qu'une loi soit adoptée amendant la loi constituant en corporation ladite congrégation (9-10 Geo. IV, chap. 75; 9 Vict., chap. 96 et amendements) de façon à faire certaines modifications dans le nom de la présente congrégation; pour lui permettre de posséder de la propriété dans les limites de la cité de Montréal, pour aussi acquérir et posséder des terrains pour fins de cimetière; et pour autres objets.

Les avocats de la Congrégation des juifs

Anglais, Allemands et Polonais
de Montréal.

JACOBS, COUTURE & FITCH.

Montréal, 30 octobre 1917. 4853-44-5

Avis est par les présentes donné que la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, corps politique et incorporé, ayant son siège social dans la cité de Montréal, demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, d'amender sa charte et spécialement la cédule B de la loi 62 Victoria, chapitre 93, relative à la Caisse Nationale d'Economie, aux fins suivantes:

1. Amender l'article 8 de la cédule B relativement à la contribution;
2. Amender l'article II de la cédule B, relativement à l'amende;
3. Amender l'article 21 de la cédule B, relativement au paiement des versements des pensions;
4. Amender l'article 22 de la cédule B, pour déterminer de façon précise le mode de paiement des pensions, au cas du décès du pensionnaire;
5. Amender l'article 23 de la cédule B, relativement au certificat de vie produit par les pensionnaires;
6. Amender l'article 25 pour changer la date de l'assemblée annuelle.
7. Autoriser le bureau de l'association à fixer les conditions d'entrée dans les classes additionnelles créées par le bureau de l'association, et, notamment, l'autoriser à déterminer la quantité de la contribution annuelle et mensuelle et des amendes à être payées par les membres des classes additionnelles;
8. Pourvoir à la création d'une section dite de seconde période dont pourront faire partie les membres de la caisse dès qu'ils auront droit à une pension;
9. Autoriser la création d'un fonds de réserve.

Le procureur de la requérante,
ANTONIO PERRAULT.

Montréal, 27 octobre 1917. 4851-44-5

Demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la Compagnie de chemin de fer Alma & Jonquières, pour qu'une loi soit passée amendant sa charte de façon à étendre les délais pour la construction de la ligne proposée.

Le procureur,

4823-44-4 LUCIEN GOSSELIN.

Avis est par le présent donné qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec, demande sera faite d'amender la charte de la cité de Montréal en y insérant une clause contraignant la cité à faire transporter à une distance d'au moins 15 milles des limites de la ville les fabriques de sous-produits de la Cie des Abattoirs de Montréal, limitée, et qu'à défaut de remplir cet arrangement dans les 60 jours qui suivront la mise en vigueur de cette loi, la cité soit forcée d'instituer, sous l'autorité des dispo-

Notice is hereby given that the Congregation of English, German & Polish Jews of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to amend the Act incorporating the said Congregation, (9-10 Geo. IV, cap. 75, 9 Viet. cap. 96 and amending Acts) in order to make certain changes in the name of the present Congregation; to enable it to hold property without the limits of the city of Montreal, and to acquire and hold lands for cemetery purposes; and for other purposes.

JACOBS, COUTURE & FITCH,
Attorneys for Congregation of English,
German & Polish Jews, of Mon-

tréal.

Montréal, 30th October, 1917. 4854-44-5

Notice is hereby given that the Société Saint-Jean-Baptiste-de-Montréal, a body politic and corporate, with its head office in the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to amend its charter and especially Schedule B of the Act 62 Victoria, Chapter 93, respecting the Caisse Nationale d'Economie, for the following purposes:

1. To amend article 8 of schedule B, respecting the contribution;
2. To amend article 11 of schedule B, respecting the fine;
3. To amend article 21 of schedule B, respecting the payment of the pension instalments;
4. To amend article 22 of schedule B, so to establish in a clear manner the mode of payment of the pensions, in the case of the death of the pensioner;
5. To amend article 23 of schedule B, respecting the certificate that they are still living to be sent in by the pensioners;
6. To amend article 25 for to change the date of the annual meeting;
7. To authorize the board of the association to fix the entrance conditions in the additional classes created by the board of the association and, particularly, to authorize it to establish the quota of the annual and monthly contribution and the fines to be paid by the members of the additional classes;
8. To provide for the creation of a section called the second period of which the members of the caisse may form part when they shall have right to a pension;
9. To authorize the creation of a reserve fund.

ANTONIO PERRAULT.
Attorney for the petitioner.

Montréal, 27th October, 1917. 4852-44-5

Application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by the Alma & Jonquières Railway Company, for the passing of an Act amending its charter, so as to extend delays for the construction of its proposed line.

LUCIEN GOSSELIN,

4824-44-4 Advocate.

Notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, application will be made to amend the charter of the city of Montreal, by adding a clause to compel the city to arrange for the removal to a distance of not less than 15 miles outside the city limits of the rendering houses of the Montreal Abattoirs, Limited, and that failing such arrangement within 60 days after the coming into force of the act of the city be compelled to take proceedings under the provisions of the

sitions de la loi 6 George V, chapitre 44, section 29, des procédures en expropriation de tous les biens de ladite corporation.

Les requérants,

J.-B.-A. AUBRY,
J.-A. LAFERTE,
W. LABRECQUE,
C. BOURDON,
J.-M. GUINDON.

4855—44-5

Act 6 George V, chapter 44, section 29, to expropriate all the assets of the said Company.

J.-B.-A. AUBRY,
J.-A. LAFERTE,
W. LABRECQUE,
C. BOURDON,
J.-M. GUINDON,

Applicants.
4856—44-5

Avis public est par le présent donné qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec, la Shawinigan Water & Power Company demandera qu'une loi soit adoptée par laquelle toutes les émissions d'actions-obligations faite jusqu'à date par la corporation seront ratifiées et confirmées pour aussi amender et étendre les pouvoirs d'emprunts de la compagnie et ses droits d'émettre des obligations, des débetures ou d'autres valeurs, et pour d'autres fins.

Les avocats des requérants,

LAFLEUR, MACDOUGALL,
MACFARLANE & BARCLAY.

4815—44-4

Public notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, the Shawinigan Water & Power Company will apply for an act to ratify and confirm all issues of debenture stock heretofore made by the Company, to amend and extend the Company's borrowing powers and its rights to issue bonds, debentures or other securities, and for other purposes.

LAFLEUR, MACDOUGALL,
MACFARLANE & BARCLAY.
Attorneys for applicants.

4816—44-4

Département de l'instruction publique

Québec, 9 novembre 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Leeds-Sud, dans le comté de Mégantic, le territoire suivant, savoir :

Les lots Nos 15c, 16b, 17a, 17c et 18a du 111ème rang du canton de Leeds;

Les lots Nos 11a, 11b, 11c, 12a, 15a, 15b, 15c, 16b, 17a, 17b, 17c et 18 du IVème rang du canton de Leeds;

Les lots Nos 11a, 12b, 14b, 14c, 15a, 15b, 15c, 17a, 17b et 18a du Vème rang dudit canton de Leeds, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de Saint-Antoine-de-Pontbriand, même comté.

5057—46-2

Quebec, 9th November, 1917.

Notice is given by the Superintendent that application is made to detach from the school municipality of Leeds-South, in the county of Megantic, the following territory, to wit :

The lots Nos. 15c, 16b, 17a, 17c and 18a of the 3rd range of the township of Leeds;

The lots Nos. 11a, 11b, 11c, 12a, 15a, 15b, 15c, 16b, 17a, 17b, 17c and 18 of the 4th range of the township of Leeds;

The lots Nos. 11a, 12b, 14b, 14c, 15a, 15b, 15c, 17a, 17b and 18a of the 5th range of said township of Leeds, and to annex the whole of the above described territory to the municipality of Saint-Antoine-de-Pontbriand, same county.

5058—46-2

Department of Public Instruction

Département du trésor (service des assurances)

Avis est par le présent donné que le nom de "l'Ordre des Chevaliers de Bonaparte", société de secours mutuels ayant un permis et étant enregistrée pour transiger dans cette province des affaires à l'effet de pourvoir ses membres de bénéfices de maladie, accident et décès, a été changé en celui de l'Ordre des Chevaliers de Champlain, et que la dite société a obtenu un permis et a été enregistrée sous ce dernier nom.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce douzième jour de novembre 1917.

Surintendant des assurances,

EDM.-E. DUCKWORTH

Pour le trésorier de la province de Québec.

Branche des assurances,
Département du Trésor,
Québec.

5169—47-2

Treasury Department (Insurance Branch)

Notice is hereby given that "l'Ordre des Chevaliers de Bonaparte", a mutual benefit association being licensed and registered for the purpose to transact in this province sickness, accident and death benefits for its members, has been changed to "l'Ordre des Chevaliers de Champlain", and that the said association has been licensed and registered under this latter name.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this twelfth day of November 1917.

For the treasurer of the Province of Quebec,

EDM. E. DUCKWORTH,

Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec.

5170—47-2

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3828. Dame Eveline Rémillard, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Napoléon Destroismaisons dit Picard, manchonnier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Ledit Napoléon Destroismaisons, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 16 novembre 1917.

Les avocats de la demanderesse,
DELORIMIER, GODIN, MORIER &
CADOTTE.
Montréal, 19 novembre 1917. 5151-47-5

Canada, province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour supérieure, No 249. Dame Marie-Amanda Morissette, épouse commune en biens de François-Xavier Vanasse, marchand, de la cité des Trois-Rivières, demanderesse; vs Ledit François-Xavier Vanasse, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 15e jour de novembre 1917.

Les procureurs de la demanderesse,
LAJOIE & LAJOIE.
Trois-Rivières, 15 novembre 1917. 5153-47-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No . Dame Florida Lemieux, épouse de Candide Vinet, employé civil, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Candide Vinet, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 30 octobre 1917.

Les avocats de la demanderesse,
PATENAUDE & MONETTE.
9 novembre 1917. 5013-46-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2900. Mary Cockburn, de la cité et du district de Montréal, épouse de John-C. Ross, du même lieu, représentant de journaux, demanderesse; vs ledit John-C. Ross, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur, le 10 novembre 1917.

Les procureurs du défendeur,
HENEKER, CHAUVIN & WALKER.
Montréal, le 13 novembre 1917. 5049-46-5

Province de Québec, district d'Iberville, cour supérieure, No. 14. Avis est donné par les présentes que Dame Marguerite Bourdeau, de la paroisse de Saint-Jean-l'Évangéliste, dans le district d'Iberville, épouse de Louis Lanciault, cultivateur du même lieu, a institué une action en séparation de biens contre son dit époux, devant ladite cour.

Le procureur de la demanderesse,
P.-A. CHASSE,
Saint-Jean, P. Q., 16 novembre 1917.
5063-46-5

Canada, province de Québec, district de Bedford, cour supérieure, No 7. Dame Fédora Dion, de Sainte-Pudentienne, comté de Shefford, épouse commune en biens de Louis Trudeau, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Louis Trudeau, défendeur.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3828. Dame Eveline Rémillard, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Napoléon Destroismaisons dit Picard, furrier, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs The said Napoléon Destroismaisons dit Picard, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on November 16th, 1917.

DELORIMIER, GODIN, MORIER &
CADOTTE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 19th November, 1917. 5152-47-5

Canada, Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court. No. 249. Dame Marie-Amanda Morissette, wife common as to property of François-Xavier Vanasse, merchant, of the city of Three Rivers, plaintiff; vs The said François-Xavier Vanasse, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 15th day of November, 1917.

LAJOIE & LAJOIE,
Attorneys for plaintiff.
Three Rivers, 15th November, 1917. 5154-47-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. No. . Dame Florida Lemieux, wife of Candide Vinet, civil clerk, of Montreal, district of Montreal, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Candide Vinet, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on October 30th, 1917.

PATENAUDE & MONETTE,
Attorneys for plaintiff.
November 9th, 1917. 5014-46-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2900. Mary Cockburn, of the city and district of Montreal, wife of John-C. Ross, of the same place, newspaper, representative, plaintiff; vs the said John-C. Ross, defendant.

An action in separation as to property has been taken against the defendant, on 10th of November, 1917.

HENEKER, CHAUVIN & WALKER,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 13th November, 1917. 5050-46-5

Province of Quebec, district of Iberville, Superior Court, No. 14. Notice is hereby given that Dame Marguerite Bourdeau, of the parish of Saint-Jean-l'Évangéliste, in the district of Iberville, wife of Louis Lanciault, of the same place, farmer, has instituted an action for separation as to property against her said husband, before the said Court.

P.-A. CHASSE,
Attorney for said plaintiff.
Saint-John's, P. Q., 16th November, 1917.
5064-46-5

Canada, province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 7. Dame Fédora Dion, of Sainte-Pudentienne, county of Shefford, wife common as to property of Louis Trudeau, farmer, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Louis Trudeau, defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 8ième jour de novembre 1917.

Le procureur de la demanderesse,
THOMAS LÉGARÉ.
13 novembre 1917. 5069—46-5

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 8th day of November, 1917.

THOMAS LÉGARÉ,
Attorney for plaintiff.
13th November, 1917. 5070—46-5

Province de Québec, district de Montréal, No 2783. Cour supérieure. Dame Albina Lafortune, épouse commune en biens de Donat Savard, entrepreneur, de la cité de Maisonneuve, dans le district de Montréal, demanderesse; vs le dit Donat Savard, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 19 octobre 1917 contre le défendeur.

Le procureur de la demanderesse,
CLEMENT ROBITAILLE.
Montréal, 26 octobre 1917. 4885—45-5

Province of Quebec, district of Montreal, No. 2783. Superior Court. Mrs. Albina Lafortune, wife common as to property of Donat Savard, contractor, of the city of Maisonneuve, district of Montreal, plaintiff; vs the said Donat Savard, defendant.

An action in separation as to property has been taken against the Defendant, on the 19th of October, 1917.

CLEMENT ROBITAILLE,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 26th October, 1917. 4886—45-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 2543. Dame Victoria Fournier, de Côteau Landing, district de Montréal, épouse commune en biens par contrat de mariage de Séraphin Brunet, marchand, du même lieu, demanderesse; vs Séraphin Brunet, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 3ième jour de novembre 1917.

Les procureurs de la demanderesse,
4925—45-5 BAYARD & LANCTOT.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2543. Dame Victoria Fournier, wife common as to property by marriage contract of Séraphin Brunet, merchant, of Coteau Landing, district of Montreal, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Séraphin Brunet, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 3rd of November, 1917.

BAYARD & LANCTOT,
Attorneys for the plaintiff.
4926—45-5

Canada, province de Québec, district de Roberval, No 1358, cour supérieure. Dame Laure Rousseau, de Saint-Joseph-d'Alma, épouse commune en biens de Louis Gagnon, journalier, du même lieu, dûment autorisée à *ester en justice*, demanderesse; vs le dit Louis Gagnon, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 5ème jour d'octobre 1917.

Le procureur de la demanderesse,
4817—44-5 L.-P. GIRARD.

Canada, Province of Quebec, district of Roberval, No. 1358, Superior Court. Mrs Laure Rousseau, of Saint-Joseph-d'Alma, wife common as to property of Louis Gagnon, of same place, journeyman, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Louis Gagnon, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 5th October, 1917.

L.-P. GIRARD,
Attorney for plaintiff.
4818—44-5

Province de Québec, cour supérieure, district de Montréal, No 3681. Cour supérieure. Dame Evangelia Anagnostopoulos, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de John Ducar, du même lieu, commerçant, et dûment autorisée par cette honorable cour aux fins des présentes, demanderesse; vs ledit John Ducar, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, contre le défendeur.

L'avocat de la demanderesse,
G.-A. MARSAN.
Montréal, 19 octobre 1917. 4745—43-5

Province of Quebec, district of Montreal, No. 3681. Superior Court, Dame Evangelia Anagnostopoulos, of the city and district of Montreal, wife common as to property of John Ducar, of the same place, trader, and duly authorized by this Honourable Court, for the purposes herein, plaintiff; vs the said John Ducar, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on 19th October, 1917.

G.-A. MARSAN,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 19th October, 1917, 4748—43-5

Avis

Avis public est par le présent donné que la Compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique vendra aux enchères publiques, jeudi, le treizième jour de décembre 1917, à dix heures avant-midi, dans la partie ouest de sa gare, rue Windsor, dont l'entrée est sur la rue Osborne, dans la cité de Montréal, les effets de bagage qui sont restés sans être réclamés, en la possession de la compagnie, l'espace de douze mois.

La Compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique.

Par l'agent général du bagage.
J.-O. APPS.
Montréal, 18 octobre 1917. 4733—43-6

Notices

Public notice is hereby given that the Canadian Pacific Railway Company will sell by public auction, on Thursday, the 13th day of December, 1917, at ten o'clock A.M., in the west end of its Windsor street station baggage room, with entrance on Osborne street, in the city of Montreal, the articles of unclaimed baggage which have remained in the possession of the Company unclaimed for a space of twelve months.

The Canadian Pacific Railway Company.

per J.-O. APPS,
General Baggage Agent.
Montreal, 18th October, 1917. 4734—43-6

En liquidation

Avis est par le présent donné que "L'Union Saint-Joseph de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette", société de secours mutuels régulièrement incorporée, en vertu d'une résolution adoptée à une assemblée générale spéciale de ses membres, régulièrement tenue le 11 novembre courant, a décidé de liquider ses affaires, suivant les dispositions de l'article 7063 des Statuts refondus de Québec; qu'à cette fin, "L'Union Saint-Joseph de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette" n'acceptera plus de contrats à partir du 12 novembre courant, et se propose de nommer comme liquidateur, M. Charles Pageau, de Loretteville.

En conséquence, les membres en règle de ladite "Union Saint-Joseph de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette" sont convoqués en assemblée pour procéder à la nomination dudit liquidateur, à la salle Pageau, Loretteville, le 16 décembre à 11 heures a. m.

Daté à Loretteville, ce 12ième jour de novembre 1917.

"L'UNION SAINT-JOSEPH DE SAINT-AMBROISE
DE LA JEUNE LORETTE",
Par le secrétaire,
5161-47-2 JOSEPH RICHARD.

In Liquidation

Notice is hereby given that "L'Union Saint-Joseph de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette", a mutual benefit association duly incorporated, has decided under a resolution adopted at a special general meeting of its members regularly held on the 11th November instant, to wind up its affairs, pursuant to the provisions of article 7063 of the Quebec Revised Statutes; consequently "L'Union Saint-Joseph de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette", shall cease to accept contracts on and after the 12th November instant and intends to appoint as liquidator Mr. Charles Pageau, of Loretteville.

Therefore, members in good standing of said "Union Saint-Joseph de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette", are hereby notified to meet on the 16th December, at 11 o'clock a. m., at Pageau Hall, Loretteville, to proceed with the appointment of said liquidator.

Dated at Loretteville, this 12th day of November, 1917.

"L'UNION SAINT-JOSEPH DE SAINT-AMBROISE
DE LA JEUNE LORETTE",
Per JOSEPH RICHARD,
5162-47-2 Secretary.

Faillite—Avis de

Dans l'affaire de George-Breck Mitchell, entrepreneur, failli.

Avis est par le présent donné que, par jugement rendu par la cour supérieure, le seizième jour de novembre 1917, le soussigné, Samuel-Ross Campbell, comptable licencié, de la cité de Montréal, a été nommé curateur en cette affaire.

Tous ceux qui ont des réclamations contre le failli susdit sont tenus de les produire, selon la loi, à mon bureau, dans un délai de trente jours.

Le curateur,
S.-R. CAMPBELL.
Succ. G.-B. MITCHELL.
Failli.

Bureau de P.-S. Ross & Sons,
142 rue Notre-Dame-Ouest, Montréal. 5141

En vertu de l'acte des liquidations.

Province de Québec, district de Montréal, No 225. *In re*: "Royal Agricultural School", Saint-Adolphe, comté de Terrebonne, Qué.

Avis est par le présent donné, qu'en vertu d'un ordre de la cour en date du 14 novembre, 1917, j'ai été nommé liquidateur de ladite compagnie en liquidation.

Les réclamations dûment attestées doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cette date.

Le liquidateur,
GEORGES DUCLOS.
Bureau de Duclos & Duclos, liquidateurs,
90 rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 15 novembre 1917. 5157

En vertu de la loi des liquidations.

Cour supérieure, district de Montréal. *Re*: "United Photographic Stores, Limited", en liquidation.

Par ordonnance de la cour, un dividende de 8% est déclaré payable le 10 décembre prochain, au bureau du liquidateur, 511 édifice "Power",

Notices of Bankruptcy

In the matter of George-Breck Mitchell, contractor, insolvent.

Notice is hereby given that, by judgment rendered by the Superior Court, on the sixteenth day of November, 1917 the undersigned, Samuel-Ross Campbell, chartered accountant, of the city of Montreal, was appointed curator in this matter.

All parties having claims against above insolvent are notified to file them, according to law, at my office, within a delay of thirty days.

S. R. CAMPBELL,
Curator.
Estate G.-B. MITCHELL,
Insolvent.

Office of P.-S. Ross & Sons,
142 Notre Dame street West. Montreal. 5142

Under the winding up Act.

Province of Quebec, district of Montreal, *In re*: The Royal Agricultural School of Saint-Adolphe, in liquidation.

Notice is hereby given that, by an order of the Court dated November, the 14th 1917, I have been appointed liquidator of the said company in liquidation.

Claims duly sworn must be filed in my hands within 30 days of this date.

GEORGES DUCLOS,
Liquidator.
Office of Duclos & Duclos,
90 Saint James street, Montreal.
Montreal, 15th November, 1917. 5158

Under the Winding Up-Act.

Superior Court, district of Montreal. *Re*: United Photographic Stores, Limited, in liquidation.

Under sanction of the Court a dividend of 8% is declared payable on the 10th day of December next, at the office of the liquidator, 511 Power

aux créanciers de la compagnie suivant les livres de liquidation à cette date.

Le liquidateur,

5181

F.-W. SHARP,

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure. *In re* : Pierre Guenette, marchand général, de Dorval, P. Q., insolvable.

Avis vous est donné que le 12ième jour de novembre 1917, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession du sus-nommé qui a fait une cession judiciaire de ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

Le curateur,

ERNEST ST. AMOUR.

Edifice "Banque de Québec".

No 11 Place d'Armes.

Montréal, 20 novembre 1917.

5183

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 243. Dans l'affaire de Joseph-Alfred Lachapelle, No 401 rue Rachel-est, Montréal, failli.

Avis vous est par la présente donné qu'en vertu d'un jugement rendu en cour supérieure, ce 21ième jour du mois de novembre 1917, le sous-signé a été nommé curateur aux biens dudit failli.

Les créanciers sont priés de produire leur réclamation assermentée à mon bureau sous trente jours du présent avis.

Le curateur,

OSCAR BEAUCHAMP.

Chambre : 13-15 édifice "La Presse",

51 rue Saint-Jacques, Montréal.

Montréal, Can., 21 octobre 1917.

5185

building, to the creditors of the company, as they appear on the books of the liquidation at that date.

F.-W. SHARP,

Liquidator.

5182

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. *In re* : Pierre Guenette, general merchant, of Dorval, insolvent.

Notice is hereby given that on the 12th day of November, 1917, by an order of the Court, I was appointed curator to the estate of the said insolvent who has made a judicial abandonment of his property and assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed with me within a month from the date of this notice.

ERNEST ST. AMOUR,

Curator.

Quebec Bank Building,

No. 11 Place d'Armes.

Montreal, 20th November, 1917.

5184

Province of Quebec, district of Montreal, superior Court, No. 243. In the matter of Joseph-Alfred Lachapelle, No 401 Rachel street east, Montreal, insolvent.

Notice is hereby given by this present that in virtue of a judgment rendered in Superior Court, the 21st day of November, 1917, the undersigned has been appointed curator of the said estate.

Creditors of the said insolvent are requested to file their claims duly sworn at my office in thirty days of the present notice.

OSCAR BEAUCHAMP,

Curator.

Rooms : 13-15 "La Presse" bldg.,

51 Saint-James street, Montreal.

Montreal, Can., 21st November, 1917.

5186

Minutes de notaire—transport de :

Québec, 18 octobre 1917

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil, en date du 12 octobre 1917, d'accorder à M. Eugène Leveillé, notaire public, résidant et pratiquant dans la ville de Farnham, comté de Missisquoi, le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu F. Meunier, en son vivant notaire public, du même endroit.

4735—43-5

Notarial Minutes transferred

Quebec, 18th October, 1917.

Notice is hereby given that in virtue of the Notarial Code, His Honor the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, has been pleased, by Order in Council, dated the 12th October, 1917, to grant, in favor of Eugène Leveillé, esquire, notary public, residing and practising in the town of Farnham, county of Missisquoi, the transfer of the minutes, repertory and index of the late F. Meunier, in his lifetime notary public, of the same place.

4736—43-5

Ordre de la cour

Province de Québec, district de Montréal. Cour supérieure, No 4331. Denis Poulos, commis, de la cité et du district de Montréal, demandeur; vs James Picoulos, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

Sur l'ordre de l'honorable juge Bruneau, donné le 12ième jour de novembre 1917, vu les allégations de l'insolvabilité de James Picoulos, du district de Montréal, le défendeur, les créanciers du dit défendeur qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, pour le district de Montréal, à Montréal, dans les quinze jours

Order of the Court

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court, No. 4331. Denis Poulos, of the city and district of Montreal, clerk, plaintiff; vs James Picoulos, of the city and district of Montreal.

By order of the Honourable Justice Bruneau, given on the 12th of November, 1917, and seeing the allegations concerning the insolvency of James Picoulos, of the district of Montreal, the defendant, the creditors of the said defendant who have not yet produced their claims, are now called to file them in the office of the protonotary of the Superior Court, for the district of Montreal, at Montreal, within fifteen days from

de la première insertion dans la *Gazette Officielle de Québec*, conformément aux articles Nos 673, 674 du Code de procédure civile.

Le dép. P. C. S.,

T. DEPATIE.

Montréal, 16 novembre 1917. 5137—47-2

the first insertion of this order, in the *Quebec Official Gazette*, in conformity with articles 673, 674 of the Code of Civil Procedure.

T. DEPATIE,

Dep. P. S. C.

Montreal, 16th November, 1917. 5138—47-2

Ratification de titre.

Province de Québec, district d'Arthabaska. Dans la cour supérieure. No 301. *In re*: Charles Nugent, du canton d'Irlande, dans le comté de Mégantic, district d'Arthabaska, requérant ratification de titre.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la cour supérieure du district d'Arthabaska, une déclaration de possession par ledit Charles Nugent, faite sous seing privé devant W.-H. Lambly, juge de paix, le neuvième jour de juillet mil neuf cent dix-sept et enregistrés au bureau d'enregistrement du comté de Mégantic, à Inverness, le même jour, sous le No. 56290, par laquelle déclaration ledit Charles Nugent se déclare être en possession continue et paisible, depuis les soixante dernières années de "la moitié nord-ouest du lot numéro huit, du sixième rang du canton d'Irlande, étant maintenant le lot cadastral numéro trois cent soixante (360) du cadastre officiel du canton d'Irlande."

Toutes personnes qui réclament quelque privilèges ou hypothèque sur ledit immeuble, immédiatement avant l'enregistrement de ladite déclaration, sont averties qu'il sera présenté à ladite Cour, le quinzième jour de décembre mil neuf cent dix-sept, une demande en ratification de titre; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu, par les dispositions du Code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs opérations par écrit, et de les produire au greffe du protonotaire, dans les six jours après ledit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

Le protonotaire de la C. S.,

MARCEAU & PICHER.

Arthabaska, 14 novembre 1917. 5121—46-2

Confirmation of title.

Province of Quebec, district of Arthabaska. In the Superior Court. No. 301. *In re*: Charles Nugent, of the township of Ireland, in the county of Megantic, district of Arthabaska, petitioner for confirmation of title.

Notice is hereby given that there was deposited in the prothonotary's office of the Superior Court, in the district of Arthabaska, a declaration of possession by the said Charles Nugent, made *sous seing privé* before W.-H. Lambly, justice of the peace, on the ninth day of July, one thousand nine hundred and seventeen and enregistered in the registry office for the county of Megantic, at Inverness the same day, under the No. 56290, by which said declaration the said Charles Nugent declares himself to have been in the continuous and peaceable possession, for the past sixty consecutive years, of "the north west half of lot number eight, in the sixth range of the township of Ireland, being now the cadastral lot number three hundred and sixty (360) of the official cadastre of the township of Ireland."

Every and all persons having any privilege or hypothec on said immoveable, immediately before the registration of the said declaration are informed that, on the fifteenth day of December one thousand nine hundred and seventeen, a petition for confirmation of title will be presented to the superior Court, in this district; and unless their claims should be such as the registrar is bound, by the dispositions of the Code of civil procedure, to mention in his certificate to be filed in this case, they are by these presents requested to file their oppositions in writing, in the prothonotary's office within six days after the said date, failing which, they shall be for ever foreclosed of the right so to do.

MARCEAU & PICHER,

P. S. C.

Arthabaska, 14th November, 1917. 5122—36-2

Vente en liquidation

EN VERTU DE LA LOI DES LIQUIDATIONS ET DE SES AMENDEMENTS

Canada, province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 122. *In re*: Damien Lalonde, limitée, en liquidation; et Frs.-Régis Vinet & Pierre-H. Dufresne, liquidateurs.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé chez Frs.-Régis Vinet et Pierre-H. Dufresne, liquidateurs de ladite compagnie en liquidation, à leur bureau No 99, rue Saint-Jacques, en la cité de Montréal, un certain acte de vente passé devant Thomas Ducharme, notaire public, le quatorzième jour de novembre mil neuf cent dix-sept, sous le numéro deux mille quinze (2015), des minutes dudit notaire, de la part de Damien Lalonde, limitée, en liquidation, à Dame Orisse alias Marie-Mathilde Patenaude, épouse séparée

Sale in Liquidation

UNDER THE WINDING UP ACT AND ITS AMENDMENTS.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 122. *In re*: Damien Lalonde limited, in liquidation; and Frs.-Régis Vinet & Pierre-H. Dufresne, liquidators.

Notice is hereby given that there has been deposited with Frs.-Régis Vinet & Pierre-H. Dufresne, liquidators of the said company in liquidation, at their office, 99 Saint-James street, in the city of Montreal, a certain deed of sale passed before Thomas Ducharme, notary public, on the fourteenth day of November, 1917, bearing number 2015, of the minutes of the said notary, from Damien Lalonde, limited, in liquidation, to Dame Orisse alias Marie-Mathilde Patenaude, wife separated as to property of

de biens de M. H.-Alexandre Millette, dans lequel acte de vente la propriété transportée est décrite comme suit, savoir :

DESCRIPTION :

Un emplacement ayant front sur la rue Emery, en la cité de Montréal, mesurant environ quarante pieds de front par environ quatre-vingts pieds de profondeur, plus ou moins, connu et désigné sous le numéro sept cent trente (730), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, avec la maison de rapport dessus érigée et portant les numéros civiques 27, 29 et 29a de ladite rue Emery, comprenant aussi la moitié en largeur du terrain servant d'assiette au mur latéral sud-ouest de ladite maison de rapport, lequel mur latéral érigé sur l'extrémité nord-ouest du lot connu et désigné sous le numéro sept cent vingt-neuf (729), des plan et livre de renvoi officiels dudit quartier Saint-Louis, à partir de ladite rue Emery jusqu'à la profondeur dudit lot No 729, comprenant aussi la moitié dudit mur latéral sud-ouest à partie de la rue Emery, jusqu'à la profondeur de la maison érigée sur ledit lot No 729, dont le mur latéral nord-ouest est constitué par le mur mitoyen latéral sud-ouest de ladite maison de rapport érigée sur le No 730, comprenant aussi tout le mur latéral sud-ouest (érigé sur ledit lot No 729), de la maison de rapport érigée sur ledit No 730 à partir du point en arrière où les deux maisons cessent d'être contigues jusqu'à la profondeur de ladite maison érigée sur ledit No 730, avec tous les droits de servitudes établis quant audit mur en faveur de la compagnie Damien Lalonde, ltée, par acte de convention fait le 20 juillet 1915, entre O.-H. Massicotte et la Compagnie Damien Lalonde, ltée, devant maître Thomas Ducharme, notaire, et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal-Est, le 21 juillet 1915, sous le numéro 98988, tel qu'il appert à copie dudit acte déposée dans le dossier de la présente cause au bureau du shérif, à Montréal, où communication peut en être prise et, de plus, prenez avis que le certificat du registraire sur ladite propriété immobilière a été aussi déposé chez les liquidateurs à leur bureau à Montréal.

Que la propriété ci-haut décrite a été détenue et possédée durant les trois dernières années comme suit : quant au lot 730, par la compagnie Damien Lalonde, limitée, depuis le 13 juillet 1915, par Dame H.-A. Millette, depuis le 8 juillet 1915 au 13 juillet 1915.

Par MM. J.-B. Dupré et Charles Marquette, depuis le 18 septembre 1914 au 8 juillet 1915.

Par MM. Flahault, Frère & Cie, depuis le 7 mai 1914 au 18 septembre 1914.

Quant à partie du lot 729 :

Par Damien Lalonde limitée, depuis le 20 juillet 1915.

Par O.-H. Massicotte, depuis le 17 juillet 1874.

Que lesdits acte de vente et certificat du registraire ont été ainsi déposés en conformité avec les prescriptions des articles 7552 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et que le présent avis est publié en conformité avec les dispositions desdits articles et à fin de donner à ladite vente l'effet d'une vente faite par le shérif.

Daté en la cité de Montréal, dans la province de Québec, le 17ième jour de novembre 1917.

Les liquidateurs,

F.-R. VINET,
P.-H. DUFRESNE.

5071—46-5

Mr. H.-Alexandre Millette, in which deed of sale the property conveyed is described as follows, to wit :

DESCRIPTION :

A lot of land fronting on Emery street, in the city of Montreal, measuring about forty feet in front by about eighty feet in depth, more or less, known and designated under number seven hundred and thirty (730), of the official plan and book of reference for Saint-Louis ward, said city of Montreal, with the building thereon erected and bearing civic numbers 27, 29 and 29a of said Emery street, comprising also the half in width of the land bearing the south west lateral wall of said building, said lateral wall being erected on the north west extremity of lot known and designated under number seven hundred and twenty nine (729), of the official plan and book of reference of said Saint-Louis ward, from said Emery street to the depth of said lot No. 729, comprising also the half of said southwest lateral wall from Emery street, to the depth of the building erected on said lot No. 729, whose northwest lateral wall is constituted by the southwest lateral "mitoyen" wall of said building erected on No. 730, comprising also all the southwest lateral wall (erected on said lot No. 729), of the building erected on said No. 730, from that place in rear where the two buildings cease to be contiguous to the depth of said building erected on said lot No. 730, with all the established rights of servitude as to said wall in favor of Domien Lalonde, limitée, by deed of convention made on 20th July, 1915, between O.-H. Massicotte and Damien Lalonde, limitée, before Thomas Ducharme, notary, and registered at the registry office for Montreal-East, on 21st July, 1915, under No. 98988, as appears in copy of said deed deposited in the record of said case at the office of the sheriff, in Montreal, where communication of same may be had, and further, take notice that the registrar's certificate of search against the said immoveable property has also been deposited with the said liquidators at their office, in Montreal.

That the immoveable property described above has been owned and possessed during the last three years as under : as to lot 730, by Damien Lalonde, limitée, since 13th July, 1915, by Dame H.-A. Millette, since 8th July, 1915, to 13th July, 1915.

By Messrs. J.-B. Dupré and Charles Marquette, since 18th September, 1914, to 8th July, 1915.

By Messrs. Flahault, Frère & Cie, since 7th May, 1914, to 18th September, 1914.

As to part of lot 729:

By Damien Lalonde, limitée, since 20th July, 1915,

By O.-H. Massicotte, since 17th July, 1874.

That the said deed of sale from Damien Lalonde, limitée, in liquidation and registrar's certificate have been so deposited in pursuance of the provisions of articles 7552 and following of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and this notice is given pursuant to the provisions of the said articles and for the purposes of giving said sale the effect of a sheriff's sale.

Dated in the city of Montreal, in Ptherovine of Quebec, this 17th day of November, 1917.

F.-R. VINET,
P.-H. DUFRESNE,
Liquidators.

5072—46-5

VENTES PAR LES SHÉRIFS ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } LA BANQUE D'HON-
No 217. } CHELAGA, de-
manderesse; contre NAPOLEON CHAREST, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un emplacement situé à Victoriaville, au sud de la rue des Forges, contenant 40 pieds de largeur en front et en arrière, mesuré à angle droit, sur 120 pieds de profondeur, à prendre sur le côté ouest du lot No 428 (p. 428) au cadastre officiel de cette partie du canton d'Arthabaska formant la paroisse de Sainte-Victoire-d'Arthabaska; borné en front à la rue des Forges, à l'ouest au No 486, à l'est au terrain de Joseph Drouin, au sud à Jean Drouin, fils—avec maison et autres dépendances dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Victoire-d'Arthabaska (Victoriaville), le VINGT-SEPTIEME jour du mois de DECEMBRE prochain (1917), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
J.-E. GIROUARD.

Bureau du shérif.

Arthabaska, 20 novembre 1917. 5203—47-2
[Première publication, 24 novembre 1917.]

GASPÉ

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Dans la cour de circuit.—New Carlisle.

Canada, } JAMES ENRIGHT,
Province de Québec, } de Port-Daniel,
District de Gaspé, } demandeur; contre
Comté de Bonaventure, } les terres et héritages
No 211. } de JACQUES LE-
COURTOIS, de Saint-Godefroy, défendeur.

La moitié ouest de la moitié est du lot No 12 du cinquième rang du canton Hope, dans le comté de Bonaventure, étant un acre de largeur par vingt-cinq acres de profondeur, plus ou moins; bornée au sud par le quatrième rang, au nord par le sixième rang, à l'est par Joseph Chapados, et à l'ouest par François-Xavier Huard—avec une maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Godefroy, JEUDI, le VINGT-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain (1917), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif, C. B.,
W.-M. SHEPPARD.

Bureau du shérif.

New-Carlisle, 19 novembre 1917.
5167—47-2
[Première publication, 24 novembre 1917.]

SHERIFFS' SALES ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } LA BANQUE D'HON-
No. 217. } CHELAGA, plaintiff;
against NAPOLEON CHAREST, defendant.

As belongin to the defendant:

A piece of land situated at Victoriaville, on the south side of "des Forges" street, containing 40 feet in width in front and in rear, measured at right angle, upon 120 feet in depth, to be taken on the west side of lot No. 428 (p. 428) upon the official plan and book of reference of that part of the township of Arthabaska, forming the parish of Sainte-Victoire-d'Arthabaska; bounded in front by the said "des Forges" street, on the west side by lot No. 486, on the east side to the land belonging to Joseph Drouin, on the south side by Jean Drouin, junior—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Victoire-d'Arthabaska (Victoriaville), on the TWENTY SEVENTH day of DECEMBER next (1917), at TEN o'clock in the forenoon.

J.-E. GIROUARD,
Sheriff.

Sheriff's office.

Arthabaska, 20th November, 1917. 5204—47-2
[First publication, 24th November, 1917.]

GASPÉ

FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Circuit Court.—New-Carlisle.

Canada, } JAMES ENRIGHT,
Province of Quebec, } of Port-Daniel,
District of Gaspé, } plaintiff; against the
County of Bonaventure, } lands and tenements
No. 211. } of JACQUES LE-
COURTOIS, of Saint-Godefroy, defendant.

The west half of the east half of lot No. 12, of the fifth range of the township of Hope, in the county of Bonaventure, being one acre in width by twenty five acres in depth, more or less; bounded on the south by the fourth range, on the north by the sixth range, on the east by Joseph Chapados, and on the west by François-Xavier Huard—with a house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parish church door of Saint Godefroy, on THURSDAY, the TWENTY SEVENTH day of DECEMBER next (1917), at the hour of ELEVEN in the forenoon.

W.-M. SHEPPARD,
Sheriff, C. B.

Sheriff's office.

New-Carlisle, 19th November, 1917.
5168—47-2
[First publication, 24th November, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Gaspé.

Percé, à savoir: } J. F. MARCOTTE, étu-
No 2097. } dian en droit, de New-
Carlisle, en le comté de Bonaventure, district de
Gaspé, demandeur; contre NARCISSE ANDER-
SON, cultivateur, de la municipalité de Percé,
défendeur.

Un lot de terre sis et situé dans le deuxième
rang de la municipalité de Cape-Cove, dans le
comté de Gaspé, étant l'immeuble connu et dési-
gné aux plan et livre de renvoi officiels du canton
de Percé, sous le numéro 717 dudit rang—avec
les bâtisses dessus construites, circonstances et
dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la pa-
roisse de Saint-Joseph-du-Cap-d'Espoir, le
ONZIEME jour de DECEMBRE prochain 1917,
à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

4873—44-2

JAS.-T. TUZO.

[Première publication, 3 novembre 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Gaspé.

Percé, to wit: } J. F. MARCOTTE, student-
No. 2097. } at-law, of New-Carlisle,
in the county of Bonaventure, district of Gaspé,
Plaintiff; against NARCISSE ANDERSON,
farmer, of the municipality of Percé, Defendant.

That certain lot of land lying and situate in the
second range of the municipality of Cape-Cove,
in the county of Gaspé, being the immoveable
known and designated on the official plan and
book of reference of the township of Percé, under
the number 717 of said range—with the buildings
thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of
Saint-Joseph-du-Cap-d'Espoir, on the ELE-
VENTH day of DECEMBER next, 1917, at
ELEVEN o'clock in the forenoon.

JAS.-T. TUZO,

4874—44-2

Sheriff.

[First publication, 3rd November, 1917].

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—Québec.

Montmagny, à savoir: } DORCHESTER LUM-
No 2504. } BER CO. LTEE,
de Saint-Malachie, corps politique et incorporé,
ayant son principal siège d'affaire à Saint-Mala-
chie, demandeur; contre JEAN ASSELIN, de
Sully, Témiscouata, défendeur.

1. Les lots trois cent quarante-six et trois-
cent quarante-sept (346-347), connus et dési-
gnés au cadastre officiel de la paroisse de Saint-
Lazare, actuellement dans la paroisse de Saint-
Nérée, 3ième rang, circonstances et dépendances.

2. Les lots numéros six cent dix-huit, six
cent dix-neuf, six cent vingt, six cent vingt-
trois, six cent vingt-quatre, (618, 619, 620, 623,
624), connus et désignés au cadastre officiel, de
la paroisse de Saint-Lazare, actuellement de la
paroisse de Saint-Nérée, 4ème rang, circonstan-
ces et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la
paroisse de Saint-Nérée, le QUATRIEME jour
de DECEMBRE prochain 1917, à ONZE heures
du matin.

Le député shérif,

LEOPOLD ROY.

Bureau du shérif,

Montmagny, 29 octobre 1917. 4859—44-2

[Première publication, 3 novembre 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Quebec.

Montmagny, to wit: } DORCHESTER LUM-
No. 2504. } BER CO. LTEE,
of Saint Malachie, political body and incorpor-
ated, having its head business seat at Sain-
Malachie, plaintiff; against JEAN ASSELIN,
of Sully, Témiscouata, defendant.

1. The following lots No. three hundred and
forty six, three hundred and forty seven (346,
347), known and designated on the official
cadastre for the parish of Saint Lazare, now in
the parish of Saint Nérée, third range, circum-
stances and dependencies;

2. The lots six hundred and eighteen, six
hundred and nineteen, six hundred and twenty,
six hundred and twenty three, six hundred and
twenty four (618, 619, 620, 623, 624), known
and designated on the official cadastre for
the parish of Saint Lazare now in the parish of
Saint Nérée, 4th range, circumstances and de-
pendences. To be sold at the church door of
the parish of St. Néréd, on the FOURTH day of
DECEMBER next, 1917, at ELEVEN o'clock
in the forenoon.

LEOPOLD ROY,

Deputy sheriff.

Sheriff's office,

Montmagny, 29th October, 1917. 4860—44-2

[First publication, 3rd November, 1917.]

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } STANISLAS LAPER-
No 1820. } LE, demandeur; vs
ARSENE LAMY, LIMITEE, corps politique
et incorporé, ayant sa principale place d'affaires
en les cité et district de Montréal, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Drolet
cité de Montréal, connu et désigné sous le No
cinq cent onze (511), sur le plan de subdivision du
lot No 15 sur le plan et au livre de renvoi officiels
du village incorporé "Saint-Jean-Baptiste," mesu-
rant vingt pieds de longueur sur 72 pieds de pro-

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } STANISLAS LAPERLE,
No 1820. } plaintiff; vs ARSENE
LAMY, LIMITEE, a body politic and corporate,
having its head office in the city of Montreal,
defendant.

That certain emplacement fronting on Drolet
street, city of Montreal, known and designated
under the number five hundred and eleven (511),
on the subdivision plan of the lot No. 15 of the
official plan and book of reference of the incorpo-
rated village of Saint-Jean-Baptiste, measuring

MONTREAL

fondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec maison et dépendances dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Montréal, 20 novembre 1917. 5175—47-2
[Première publication, 24 novembre 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **ROMAIN CLERMONT**,
No 1778. } du village de l'A-
bord-à-Plouffe, district de Montréal, demandeur;
vs **DAME GEORGIANA CONNOLLY**, de la
cité de Westmount, district de Montréal, veuve
de feu Joseph Godbout, fils, en son vivant
marchand de bois, du même lieu, et maintenant
remariée à Irénée-A. Amyot, de la cité de
Westmount, et ce dernier pour autoriser sa dite
épouse aux fins des présentes, et Albini Racine,
comptable, des cité et district de Montréal,
tous deux en leur qualité d'exécuteurs testa-
mentaires conjoints du dit feu Joseph Godbout,
fils, défendeurs.

Un lot de terre situé à Montréal, connu et
désigné aux plan et livre de renvoi officiels du
village de la Côte Saint-Louis, sous le No 1, de
la résubdivision officielle du lot numéro deux
cent soixante de la subdivision du lot originaire
No 5, (5-260-1)—avec une maison en bois
lambrissée en briques pressées à trois étages,
contenant 3 logement de 5 appartements inclus
chambre de bain, portant les numéros civiques
1831 à 1835, de la rue Christophe Colomb et
autres bâtisses dessus érigées, avec droit de
passage en commun avec d'autres y ayant
droit dans une ruelle située en arrière du dit
lot.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de
DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif,

Montréal, 20 novembre 1917. 5177—47-2
[Première publication, 24 novembre 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **ALEXANDRE LE-**
No 4094. } **FEBVRE**, deman-
deur; vs **JOSEPH CHARTRAND**, défendeur;
et **JOSEPH-HENRI MERCURE**, intervenant.
Comme appartenant audit Joseph Chartrand,
défendeur.

Un emplacement ayant front sur l'avenue
Papineau, dans la cité de Montréal, contenant
trente pieds de largeur sur cent dix-huit pieds
de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—
avec droit de passage dans la ruelle bornant ledit
emplacement à sa profondeur, le tout composé
comme suit:

1. Du lot de terre connu et désigné sous le
numéro six cent trente-huit de la subdivision
officielle du lot originaire numéro trois cent
trente-neuf (339-638), des plan et livre de renvoi
officiels du village incorporé de la Côte Saint-
Louis, contenant vingt pieds de largeur sur cent
dix-huit pieds de profondeur, mesure anglaise
et plus ou moins, ayant front sur l'avenue Papi-
neau;

2. De la partie sud-est du lot de terre connu

twenty feet in width by seventy two feet in depth,
English measure and more or less—with a house
and dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the TWENTY SEVENTH day of DECEM-
BER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 20th November, 1917. 5176—47-2
[First publication, 24th November, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **ROMAIN CLERMONT**,
No 1778. } bourgeois, of the villa-
ge of l'Abord-à-Plouffe, district of Montreal,
plaintiff; vs **DAME GEORGIANA CON-**
NOLLY, of the city of Westmount, district of
Montreal, widow of the late Joseph Godbout,
junior, in his lifetime lumber merchant, of the
same place and now remarried to Irénée-A.
Amyot, of the city of Westmount, and the
latter to authorize his said wife for the purpo-
ses hereof, and Albini Racine, accountant, of
the city and district of Montreal, both in their
quality of joint testamentary executors of the
said late Joseph Godbout, junior, defendants.

A lot of land situate in Montreal, known and
designated on the official plan and book of
reference of the village of Côte Saint-Louis,
under the No. 1, of the official resubdivision of
the lot number two hundred and sixty of the
subdivision of the primitive lot No. 5 (5-260-1)
—with a three story wooden house cased in pres-
sed brick, containing 3 dwellings of 5 rooms, in-
cluding bath room bearing the civic numbers
1831 to 1835 of Christopher Columbus street and
other buildings thereon erected, with right of
way in common with others having right to same
in a lane situate at the rear of the said lot.

To be sold at my office, in the city of Mon-
treal, on the TWENTY SEVENTH day of
DECEMBER next, at TEN o'clock in the
forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,

Montreal, 20th November, 1917. 5178—47-2
[First publication, 24th November, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **ALEXANDRE LE-**
No 4094. } **FEBVRE**, plain-
tiff; vs **JOSEPH CHARTRAND**, defendant;
and **JOSEPH-HENRI MERCURE**, intervenant.
As belonging to said Joseph Chartrand, defend-
ant:

That certain emplacement fronting on Papi-
neau Avenue, in the city of Montreal, containing
thirty feet in width by one hundred and eighteen
feet in depth, English measure and more or less—
with a right of way in the lane bordering said
emplacement in rear thereof, the whole composed
as follows:

1. Of the lot of land known and designated
under the number six hundred and thirty eight
of the official subdivision of primitive lot number
three hundred and thirty nine (339-638), of the
official plan and book of reference of the incor-
porated village of Côte Saint-Louis, containing
twenty feet in width by one hundred and eighteen
feet in depth, English measure and more or less,
fronting on Papineau Avenue;

2. Of the south east part of the lot of land

et désigné sous le numéro six cent trente-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent trente-neuf (339-637), desdits plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, contenant dix pieds de largeur sur cent dix-huit pieds de profondeur et borné comme suit : en front par l'avenue Papineau, d'un côté par le lot susdécrit numéro six cent trente-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent trente-neuf, auxdits plan et livre de renvoi officiels, et de l'autre côté par le résidu dudit lot numéro six cent trente-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent trente-neuf, auxdits plan et livre de renvoi officiels—avec les bâtisses construites sur ledit emplacement et portant les numéros civiques 984, 986, 988, 990, 992, 994 de ladite avenue Papineau ; et avec les circonstances et dépendances et les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, à MIDI.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 21 novembre 1917. 5179—47-2
[Première publication, 24 novembre 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME CATHERINE
No 1760. } McRAE, de la cité
et du district de Montréal, épouse de feu Richard Willing, en son vivant du même lieu, mécanicien, demandeur; vs JOSEPH-ALPHONSE VILLEMAIRE, défendeur; et J.-B.-A. TISON, curateur au délaissement.

L'emplacement ayant front sur la rue de Saint-Valier (autrefois Huntly), connu et désigné comme étant la partie sud-est de la subdivision numéro cinq cent quarante-six du lot officiel No 8 (8-546 S.-E. Pt.), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la côte Saint-Louis, mesurant seize pieds huit pouces de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; borné en front au nord-est par la rue de St-Valier, en arrière par une ruelle, d'un côté au sud-est par le lot No 8-547, et de l'autre côté au nord-ouest par une autre portion dudit lot No 8-546, avec le droit de passage en commun avec d'autres dans ladite ruelle en arrière, et la maison de brique solide contenant trois logements portant les numéros 300, 302 et 302a de la rue de St-Valier.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de DECEMBRE prochain, à DOUZE heures (midi).

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 30 octobre 1917. 4829—44-2
[Première publication, 3 novembre 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JULES-LUCIEN ROY,
No 2032. } demandeur; vs DAME
MARIE-LOUISE ANGRIGNON, des cité et district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de Ferdinand Lesperance, du même lieu, y faisant affaires sous la raison sociale de Montréal Property Company, et ledit Ferdinand Lesperance pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes, défenderesse.

known and designated under the number six hundred and thirty seven of the official subdivision of primitive lot number three hundred and thirty nine (339-637), of said official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint-Louis, containing ten feet in width by one hundred and eighteen feet in depth and bounded as follows : in front by Papineau Avenue, on one side by the above described lot number six hundred and thirty eight of the official subdivision of primitive lot number three hundred and thirty nine, on said official plan and book of reference, and on the other side by the residue of said lot number six hundred and thirty seven of the official subdivision of primitive lot number three hundred and thirty nine, on said official plan and book of reference—with the buildings erected on said emplacement and bearing civic numbers 984, 986, 988, 990, 992, 994 in said Papineau Avenue; together with the circumstances and dependencies and the active and passive, apparent or un-apparent servitudes attached to said immoveable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of DECEMBER next, at TWELVE o'clock (NOON).

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 21st November, 1917. 5180—47-2
[First publication, 24th November, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME CATHERINE
No. 1760. } McRAE, of the city
and district of Montreal, widow of the late Richard Willing, in his lifetime of the same place, machinist, plaintiff; vs JOSEPH-ALPHONSE VILLEMAIRE, defendant; and J.-B.-A. TISON, curator au délaissement.

That certain emplacement fronting on de St. Valier street (formerly Huntly) known and designated as the south east portion of subdivision number five hundred and forty six of official lot No. eight (8-546 S.-E. Pt.), on the official plan and book of reference of the incorporated village of côte Saint Louis, containing sixteen feet eight inches in width by one hundred feet in depth, english measure, more or less; bounded in front to the north east by de St. Valier street, in rear by a lane, on one side to the south east by lot No. 8-547, and on the other side to the north west by another portion of said lot No. 8-546, with the right of way in common with others in said lane in rear, with the solid brick house containing three dwellings known as numbers 300, 302 and 302a de St. Valier street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of DECEMBER next, at TWELVE o'clock (noon).

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 3rd October, 1917. 4830—44-2
[First publication, 3rd November, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JULES-LUCIEN ROY,
No. 2032. } Plaintiff; vs DAME
MARIE-LOUISE ANGRIGNON, of the city and district of Montreal, wife contractually separated as to property of Ferdinand Lesperance, of the same place, and there carrying on business under the firm, name and style of Montreal Property Company, and the said Ferdinand Lesperance to authorize his said wife for the purposes hereof, defendant.

Deux emplacements sis au quartier Laurier, cité de Montréal, connus et désignés sous les Nos 58 et 59 de la subdivision du lot No 26 de la subdivision du lot originaire No 12, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la côte Saint-Louis, contenant chacun de ces lots, vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise—avec toutes les bâtisses dessus construites portant les numéros 3023 à 3029 de la rue Waverley, et droit de passage en commun dans la ruelle sise en arrière.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 30 octobre 1917. 4831—44-2
[Première publication, 3 novembre 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: JAMES-T. STANGER, No 2548. J de la cité et du district de Montréal, agent financier, JOHN PATTERSON, de la ville de Port Hope, de la province d'Ontario, gentilhomme, en leur qualité de fiduciaires nommés au dernier testament de feu Thomas-B. Patterson, en son vivant, de Boston, états-unis, demandeurs; vs JOSEPH-ALPHONSE VILLEMAIRE, défendeur; et J.-B.-A. TISON, curateur au délaissement.

L'emplacement ayant front sur la rue Saint-Valier, dans la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la partie nord-ouest de la subdivision cinq cent quarante-six du lot officiel numéro huit (8-546 N. O. pt), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporée de la côte Saint-Louis, mesurant seize pieds huit pouces de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; borné en front au nord-est par la rue Saint-Valier, en arrière par une ruelle commune, d'un côté au sud-est par une autre partie dudit lot No 8-546, et de l'autre côté au nord-ouest par le lot No 8-545—avec le droit de passage en commun avec d'autres dans la ruelle en arrière, et une maison de brique solide contenant trois logements connus sous les Nos 306, 306a et 306b de la rue Saint-Valier.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

J.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 30 octobre 1917. 4833—44-2
[Première publication, 3 novembre 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: FREDERICK-DANIEL No 5218. J NIEL LAWRENCE, demandeur; vs ABEL WOLLENBERG, défendeur.

Le lopin de terre faisant partie du lot numéro sept cent quatre-vingt-cinq (785), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, dans la cité de Montréal, de forme irrégulière et mesurant trente-deux pieds et neuf dixièmes en front par une profondeur de soixante-deux pieds et neuf dixièmes, d'où sa largeur s'accroît de dix pieds vers le nord-ouest; delà de sept pieds et six dixièmes vers la limite à l'arrière du lot sur la rue Saint-Dominique; de là de trente pieds et six dixièmes vers le nord-ouest jusqu'à un point sur la limite nord-ouest dudit lot; de là soixante-six pieds et six dixièmes vers la rue

Two emplacements lying and situated in Laurier ward, city of Montreal, known and designated under the Nos. 58 and 59, of the subdivision of the lot No. 26 of the subdivision of original lot No. 12, on the official plan and book of reference of the incorporated village of cote Saint Louis, containing, each of said lots, twenty five feet in width by eighty feet in depth, more or less, english measure,—with all the buildings thereon erected, bearing the numbers 3023 to 3029 in Waverley street, and a right of way in common with others in the lane in rear of said lots.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 30th October, 1917. 4832—44-2
[First publication, 3rd November, 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: JAMES-T. STANGER of Montreal, financial agent, JOHN PATTERSON of the town of Port Hope, of the province of Ontario, gentleman, in their quality of trustees under the last will and testament of the late Thomas-B Patterson, in his lifetime of Boston, in the United States plaintiffs; vs JOSEPH-ALPHONSE VILLEMAIRE, defendant; and J.-B.-A. TISON, curator to the *délaissement*.

That certain emplacement fronting on Saint Valier street, in the city of Montreal, known and designated as the north west portion of subdivision five hundred and forty six of official lot number eight (8-546 N. W. pt), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis, measuring sixteen feet eight inches in width by one hundred feet in depth, english measure and more or less; bounded in front to the north east by Saint Valier street, in rear by a common lane, on one side to the south east by another part of said lot No. 8-546, and on the other side to the north west by lot No. 8-545—with the right of way in common with others in the lane in rear, with the solid brick house containing three dwellings known as Nos 306, 306a and 306b of Saint Valier street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 30th October, 1917. 4834—44-2
[First publication, 3rd November, 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: FREDERICK-DANIEL No 5218. J LAWRENCE, plaintiff; vs ABEL WOLLENBERG, defendant.

That certain piece of land forming part of the lot number seven hundred and eighty five (785), on the official plan and book of reference of the Saint-Louis ward, in the city of Montreal, being of an irregular form and containing thirty two feet and nine tenths in front by a depth of sixty two feet and nine tenths, then increasing in width towards the north west ten feet, thence seven feet and six tenths towards the rear line of the lot on Saint-Dominique street; thence thirty feet six tenths towards the north west to a point in the north west line of said lot; thence sixty six feet and six tenths towards Saint-Dominique

Saint-Dominique, et mesurant soixante-quinze pieds de largeur sur la rue Saint-Dominique par cent trente-sept pieds de profondeur (en ligne directe) du côté sud-est dudit lopin de terre, le tout la mesure anglaise et plus ou moins, tel qu'indiqué et compris dans les lignes vertes du plan annexée à l'acte de vente de John-M. Guérin à M. Aronson, passé devant H.-P. Pepin, notaire, le seizième jour de janvier dix-neuf cent neuf et dûment enregistré à Montréal-Est; et borné comme suit: en front par le boulevard Saint-Laurent, au sud-est par les lots officiels Nos 786 et 787, au nord-ouest par le lot No 784 et le résidu dudit lot officiel No 785—avec les bâtisses et constructions dessus érigées, et le droit perpétuel de vue dans le mur qui pourrait être construit sur cette ligne mesurant trente pieds six dixièmes adjacent à la ligne de l'arrière de la partie non vendue du lot officiel No 785, dudit plan et suivant la vente de J.-M. Guérin audit M. M. Aronson, mais sans droit pour le propriétaire dudit héritage contigu de construire aucunes structures dans les six pieds à partir de ladite ligne de trente pieds et six dixièmes; le tout pour être vendu en bloc.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 30 octobre 1917. 4835—44-2
[Première publication, 3 novembre 1917.]

QUÉBEC

FIERI FACIAS.
Cour de Recorder.

Québec, à savoir: LA CITE DE QUEBEC; No 2397. / L contre DAME MARIE-ANNE CARON, ci-devant de la cité de Québec, veuve d'Arthur Deblois, à savoir:

1. La subdivision No 94 (quatre-vingt-quatorze) du lot No 511 (cinq cent onze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch-Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un lot de terre situé sur la rue Landry, circonstances et dépendances.

Sujette à une rente foncière annuelle de \$11.68 payable le 1er mai, à l'Hôtel-Dieu-du-Précieux-Sang, de Québec.

2. La subdivision No 96 (quatre-vingt-seize) du lot No 511 (cinq cent onze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un lot de terre situé sur la rue Landry, circonstances et dépendances.

Sujette à une rente foncière annuelle de \$21.00 payable le 1er mai à l'Hôtel-Dieu-du-Précieux-Sang, de Québec.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-HUITIEME jour de DECEMBRE prochain à DIX heures du matin.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, 22 novembre 1917. 5187—47-2
[Première publication, 24 novembre 1917].
[Deuxième publication, 7 décembre 1917].

street, and measuring seventy five feet in width on Saint-Dominique street by one hundred and thirty seven feet in depth (by a straight line) in the south east side of said piece of land, the whole english measure and more or less, as indicated and included in green lines on the plan annexed to a deed of sale by John-M. Guérin to Mr. Aronson, passed before H.-P. Pepin, notary, dated the sixteenth day of January, nineteen hundred and nine and duly registered at Montreal-Est; and bounded as follows; in front by Saint-Laurent Boulevard, to the south east by official lots Nos. 786 and 787, to the north west by lot No. 784 and residue of said official lot No. 785—with the buildings and constructions thereon erected, with the right (a perpetuete), forever to place windows or views in the wall that may be erected on that line measuring thirty feet six tenths adjoining the rear line of the unsold part of official lot No. 785 on said plan and in pursuance of sale by J.-M. Guérin to said Mr. M. Aronson, but the proprietor of said adjoining property has no right to erect any buildings within six feet from the said line of thirty feet and six tenths; the whole to be sold en bloc.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 30th October, 1917. 4836—44-2
[First publication, 3rd November, 1917.]

QUEBEC

FIERI FACIAS.
Recorder's Court.

Québec, to wit: THE CITY of QUEBEC; No. 2397. / T against DAME MARIE-ANNE CARON, heretofore of the city of Québec, widow of Arthur Deblois, to wit:

1. Subdivision No. 94 (ninety four) of lot No. 511 (five hundred and eleven) of the official cadastre for the parish of Saint-Roch-North, now Jacques Cartier ward, city of Québec, being a lot of land situate on Landry street, circumstances and dependencies.

Subject to an annual ground rent of \$11.68 payable on the 1st May to the Hotel-Dieu-du-Précieux-Sang, of Québec.

2. Subdivision No. 96 (ninety six) of lot No. 511 (five hundred and eleven), of the official cadastre for the parish of Saint-Roch-North, now Jacques Cartier ward, city of Québec, being an emplacement situate on Landry street, circumstances and dependencies.

Subject to an annual ground rent of \$21.00 payable on the 1st May to the Hotel-Dieu-du-Précieux-Sang, of Québec.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the TWENTY EIGHTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Québec, 22nd November, 1917. 5188—47-2
[First publication, 24th November, 1917].
[Second publication, 7th December, 1917].

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } J. ALPHONSE JACQUES
No 2594. } ET GEORGES-I. LA-
CHANCE, tous deux de la cité de Québec, mar-
chands de matériaux de construction, sous le nom
de "G.-I. Lachance, enregistrée"; contre O.-
JOSEPH SAMSON, de la cité de Québec, menuis-
sier, à savoir:

1. La subdivision No 96 (quatre-vingt-seize)
du lot No 434 (quatre cent trente-quatre), du
cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch-
nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la
cité de Québec, étant un emplacement située sur
la quatrième rue—avec les bâtisses dessus cons-
truites, circonstances et dépendances.

2. La moitié nord de la subdivision No 97
(quatre-vingt-dix-sept) du lot No 434 (quatre cent
trente-quatre), du cadastre officiel pour la paroisse
de Saint-Roch-Nord, maintenant, quartier Jac-
ques-Cartier, de la cité de Québec; bornée en
front par la quatrième rue, au nord par le No 96,
en profondeur par une ruelle portant le No 333
de la subdivision du lot No 434, et au sud par
l'autre partie du No 97—avec les bâtisses dessus
construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu en bloc.

Pour être vendues à mon bureau en la cité de
Québec, le VINGT-HUITIEME jour de DE-
CEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, 22 novembre 1917. 5189—47-2
[Première publication, 24 novembre 1917.]
[Deuxième publication, 7 décembre 1917.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } JOSEPH SIROIS, notaire
No 1268. } de la cité de Québec;
contre NAPOLEON VACHON, de la paroisse
de Saint-Colomb-de-Sillery, à savoir:

Le lot No 191-A (cent quatre-vingt-onze-A),
du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-
Colomban-de-Sillery, comté de Québec, étant
un emplacement situé dans le village de Berger-
ville—avec les bâtisses dessus construites, cir-
constances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de Saint-Colomban-de-Sillery, comté de
Québec, le VINGT-SEPTIEME jour de
DECEMBRE prochain, à DIX heures du
matin.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif,

Québec, 22 novembre 1917. 5191—47-2
[Première publication, 24 novembre 1917.]
[Deuxième publication, 7 décembre 1917.]

ROBERVAL

FIERI FACIAS

Cour de circuit.

Province de Québec, } ALPHONSE BRE-
District de Roberval. } TON, importa-
No 1593. } teur, de la ville de
Québec vs J.-A. LAVOIE, agent d'assurances,
de la paroisse de Saint-Félicien, Lac Saint-Jean.
à savoir:

Un certain terrain ou emplacement sis et situé
en le village de la paroisse de Saint-Félicien, dans
le comté du Lac Saint-Jean, mesurant cent pieds
de front sur un arpent de profondeur, plus ou
moins, et faisant partie du lot de terre mainte-
nant connu et désigné sous le numéro cinq-B

FIERI FACIAS

Québec, to wit: } J. ALPHONSE JACQUES
No. 2594. } AND GEORGES-I. LA-
CHANCE, both of the city of Quebec, merchants,
and there carrying on business as dealers in
building supplies, under the name of "G.-I.
Lachance, registered"; against O.-JOSEPH
SAMSON, of the city of Quebec, joiner, to wit:

1. Subdivision No. 96 (ninety six) of lot No.
434 (four hundred and thirty four), of the official
cadastre for the parish of Saint-Roch-North,
now Jacques-Cartier ward, of the city of Quebec,
being an emplacement situate on Fourth street—
with the buildings thereon erected, circumstances
and dependencies.

2. The north half of subdivision No. 97 (ninety
seven) of lot No. 434 (four hundred and thirty
four) of the official cadastre for the parish of
Saint-Roch-North, now Jacques-Cartier ward,
of the city of Quebec; bounded in front by
Fourth street, on the north by the No. 96, in
depth by a lane bearing the No. 333 of the subdi-
vision of lot No. 434, and on the south by another
part of No. 97—with the buildings thereon erect-
ed, circumstances and dependencies.

To be sold in block.

To be sold at my office, in the city of Quebec,
on the TWENTY EIGHTH day of DECEMBER
next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Québec, 22nd November, 1917. 5190—47-2
[First publication, 24th November, 1917.]
[Second publication, 7th December, 1917.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } JOSEPH SIROIS, notary, of
No. 1268. } the city of Quebec; against
NAPOLEON VACHON, of the parish of Saint
Colomb-de-Sillery, to wit:

The lot No. 191-A (one hundred and ninety
one-A), of the official cadastre for the parish of
Saint-Colomban-de-Sillery, county of Quebec,
being an emplacement situate in the village of
Berthierville—with the buildings thereon erect-
ed, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of
Saint-Colomban-de-Sillery, county of Quebec,
on the TWENTY SEVENTH day of DE-
CEMBER next, at TEN o'clock in the fore-
noon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office,

Québec, 22nd November, 1917. 5192—47-2
[First publication, 24th November, 1917.]
[Second publication, 7th December, 1917.]

ROBERVAL

FIERI FACIAS

Circuit Court.

Province of Québec, } ALPHONSE BRE-
District of Roberval. } TON, importer,
No. 1593. } town of Québec; vs
J.-A. LAVOIE, insurance agent, of the parish
of Saint Félicien, Lake Saint John, to wit:

That certain emplacement or lot of land lying
and situate in the village of the parish of Saint
Félicien, in the county of Lake Saint John, mea-
suring one hundred feet in front by one arpent in
depth, more or less, and forming part of the lot
of land now known and designated under the

(ptie-5-B), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le premier rang du canton Demeules, en front au sud-ouest au chemin de front dudit rang, en profondeur, au nord-est à Wellie Tremblay, tenant au sud-est au lot numéro quatre-A dudit rang, et au nord-ouest au terrain de Alexis Guay,—avec ensemble, les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Félicien, MERCREDI, le CINQUIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
GEO. LEVESQUE.

Bureau du shérif.

Roberval, 29 octobre 1917. 4837—44-2
[Première publication, 3 novembre 1917.]

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } LE PRET HYPOTHE-
District de Québec. } CAIRE, corporation
No 2602. } légal, ayant son principal bureau d'affaires, en la cité de Québec ;
vs THEOPHILE JUNEAU, de Sainte-Hedwidge, comté du lac Saint-Jean. A savoir :

Le lot de terre numéro treize de la subdivision primitive du troisième rang du canton Roberval, maintenant connu et désigné sous le numéro deux cent vingt-trois (No 223), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton Roberval—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du shérif, au palais de justice, à Roberval, MARDI, le QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
GEO. LEVESQUE.

Bureau du shérif.

Roberval, 29 octobre 1917. 4839—44-2
[Première publication, 3 novembre 1917.]

number five B (part-5-B), of the official cadastral plan and book of reference for the first range of Demeules township; bounded in front to the southwest by the front road of said range, in rear to the northeast, by Willie Tremblay, on the south east by the lot number four A of said range, and on the northwest by the land of Alexis Guay—together with the buildings thereon erected circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Félicien, on WEDNESDAY, the FIFTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff.

Sheriff's office.

Roberval, 29th October, 1917. 4838—44-2
[First publication 3rd November, 1917.]

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Québec, } LE PRET HYPOTHE-
District of Québec. } CAIRE, a body po-
No. 2602. } litic and corporation,
having its principal place of business in the city of Québec ; vs THEOPHILE JUNEAU, of Sainte Hedwidge, county of Lake Saint John.
To wit :

The lot of land number thirteen of the primitive subdivision of the third range of Roberval township, now known and designated under the number two hundred and twenty three (No. 223), on the official cadastral plan and book of reference of said Roberval township—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the sheriff's office, at the Roberval Court House, on the FOURTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff.

Sheriff's office.

Roberval, 29th October, 1917. 4840—44-2
[First publication, 3rd November, 1917.]

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } CRAIG-C. CHAD-
No 907. } DOCK, marchand, du village de Lennoxville, dans le district de Saint-François, demandeur ; contre C.-E. HUNTING, du village de Lennoxville, dans le district de Saint-François, défendeur.

Saisis comme appartenant audit défendeur :

Les lisères ou lopin de terre sis et situés dans le canton Hatley, dans ledit district, et actuellement connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre dudit canton Hatley comme étant :

1. Le lot numéro sept cent trois (703), et

2. L'extrémité sud du lot numéro sept cent cinq (extrémité sud de 705), bornée comme suit : au sud en front par le chemin qui mène au delà du magasin Hitchcock's jusqu'aux moulins Hunting ; à l'est par la propriété de l'hôtel appartenant à la succession de feu Paul Hitchcock ; à l'ouest par la terre de Willis-C. Hunting, et au nord par la terre de feu Hollis-J. Hitchcock ou représentants ; ledit terrain ayant cent quarante-sept pieds de profondeur du sud au nord ainsi

SAINT-FRANCIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } CRAIG C. CHAD-
No. 907. } DOCK, merchant, of the village of Lennoxville, in the district of Saint Francis, plaintiff ; against E.-C. HUNTING, of the village of Lennoxville, in the district of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant :

Those certain tracts or parcels of land situate and being in the township of Hatley, in said district, and being now known and designated upon the official cadastral plan and book of reference of the said township of Hatley, as being :

1. The lot number seven hundred and three (703), and

2. The south end of lot number seven hundred and five (south end of 705), bounded as follows : to the south in front by the road leading past Hitchcock's store to Hunting's mills ; to the east by the hotel property belonging to the estate of late Paul Hitchcock ; to the west by the land of Willis-C. Hunting, and to the north by the land of the late Hollis-J. Hitchcock or representatives ; the said land being one hundred and forty seven feet in depth from south to north and on

qu'à l'extrémité est, et cent quarante-cinq pieds de profondeur du sud au nord à l'extrémité ouest, dans leur état et étendue actuels—avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Wilfrid-de-Barnston, le VINGT-SIXIÈME jour de DECEMBRE 1917, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
HENRY AYLMEYER.

Bureau du shérif.

Sherbrooke, 21 novembre 1917. 5171—47-2
[Première publication, 24 novembre 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir:) THEODORE MAR-
No 354.) TIN, cultivateur,

du canton d'Emberton, dans le district de Saint-François, demandeur; contre GEDEON PALARDY, du canton de Weedon, dans le district de Saint-François, et LOUIS GAGNE, autrefois du même endroit, aujourd'hui d'un endroit inconnu aux États-Unis d'Amérique, tous les deux ayant fait affaires ensemble en société au canton d'Emberton, dit district, comme entrepreneurs de chantiers, défendeurs.

Saisi comme appartenant au dit défendeur Gédéon Palardy:

Le lot connu et désigné sur le plan et le livre de renvoi officiels pour le canton de Weedon, comme étant le lot numéro sept-C (7-C) du premier (1er) rang du dit canton—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Janvier-de-Weedon, le VINGT-HUITIÈME jour de DECEMBRE prochain 1917, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
HENRY AYLMEYER.

Bureau du shérif.

Sherbrooke, 21 novembre 1917. 5173—47-2
[Première publication, 24 novembre 1917].

Lettres patentes

" Colborn & Company, Limited "

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt et unième jour de novembre 1917, constituant en corporation MM. Henry-Frederick Colborn, marchand; George-Leonard Alexander, Joseph Jenkins, avocats; Alexander Burnett, courtier et Agnès-Frances Foley, stenographe, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce de bijoutiers en gros et au détail, d'orfèvres, en or et en argent, marchands de bijoux, horloges, graveurs, et acheter vendre et trafiquer des pierres précieuses, de la bijouterie, des montres, horloges, de l'or, de l'argent, des plaques à électro-gravures, de la coutellerie, et des autres articles et effet que la compagnie jugera propres à faire l'objet d'un négoce convenable dans son commerce, et manufacture, établir des fabriques pour objets aux fins des présentes;

Exercer aucun autre commerce que la compagnie jugera susceptible d'être convenablement exercé en rapport avec son commerce, ou propre directement ou indirectement à accroître la valeur des biens ou droits de la corporation où à les rendre profitables;

the east end, and one hundred and forty five feet in depth from south to north on the west end, as the same are and extend—together with the buildings and improvements thereon.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Wilfrid-de-Barnston, on the TWENTY-SIXTH day of DECEMBER next 1917, at THREE o'clock in the afternoon.

HENRY AYLMEYER,
Sheriff.

Sheriff's office.

Sherbrooke, 21st November, 1917. 5172—47-2
[First publication, 24th November, 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit:) THEODORE MAR-
No. 354.) TIN, farmer, of the

township of Emberton, in the district of Saint Francis, plaintiff; against GEDEON PALARDY, of the township of Weedon, in the district of Saint Francis, and LOUIS GAGNE, formerly of the same place, now of parts unknown in the United States of America, both having carried on business together in partnership in the township of Emberton, said district, as lumber jobbers, defendants.

Seize as belonging to the said defendant, Gédéon Palardy:

The lot known and designated on the official plan and book of reference for the township of Weedon as being the lot number seven C (7-C) of the first (1st) range of the said township—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Janvier-de-Weedon, on the TWENTY-EIGHTH day of DECEMBER next, 1917, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

HENRY AYLMEYER,
Sheriff

Sheriff's office.

Sherbrooke, 21st November, 1917. 5174—47-2
[First publication, 24th November, 1917].

Letters patent

" Colborn & Company, Limited "

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the 21st November, 1917, incorporating Messrs. Henry Frederick Colborn, merchant, George Leonard Alexander, Joseph Jenkins, advocates, Alexander Burnett, broker, and Agnes-Frances Foley, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business as wholesale and retail jewellers, gold-smiths, silversmiths, gem merchants, watch and clock makers, electroplaters and to buy, sell and deal in precious stones, jewellery, watches, clocks, gold, silver and electro-plate, cutlery and such other articles and goods as the company may consider capable of being conveniently dealt in relation to its business and to manufacture and establish factories for manufacturing goods for the purposes hereof;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce de la propriété et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenant aux objets de la corporation, et payer des acquisitions en numéraire, ou en paiement, émettre aucunes parts, actions ou obligations de la présente compagnie, pleinement acquittées et non sujettes à appel, sous le nom de "Colborn & Company, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de novembre 1917.

L'assistant secrétaire de la province,
5193—47-2 C.-J. SIMARD.

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company, carrying on any business, which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company and to pay for the same in cash, or to issue in payment thereof, as fully paid up and non-assessable, any shares, stocks or obligations of this company, under the name of "Colborn & Company, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the provincial Secretary, this twenty-first day of November, 1917.

C.-J. SIMARD,
5194—47-2 Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné que la ville de Shawinigan Falls s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender sa charte, la loi 8 Ed. VII, chap. 95, telle qu'amendée par la loi 4 Geo. V, chap. 85, et pour modifier certaines dispositions de la loi des cités et villes, entre autres, pour les fins suivantes :

Fixer la date des élections municipales au premier jour juridique de juillet, et échanger en conséquence la date des formalités nécessaires à l'élection, la prochaine élection générale devant avoir lieu le 1er jour juridique de juillet 1918.

Fixer les heures de votation aux élections municipales de sept heures a. m. à huit heures p. m.

Décider que l'élection du maire sera toujours et dans tous les cas faite par la votation des électeurs municipaux.

Changer la période de temps pendant laquelle, avant une élection, sont obligés d'être qualifiés ceux qui veulent se présenter comme maire ou échevins.

Retrancher le permis de vendre de la bière de tempérance aux hôtels, restaurants ou établissements où il est permis de vendre cette liqueur, après une première condamnation contre ces derniers pour infraction à la loi des licences.

Saisir et confisquer toute "slot machine" ou tout appareil du même genre ou de hasard trouvé dans les limites de la ville.

Incorporer à la ville les lots portant les numéros 41 et 42 du cadastre de la paroisse de Sainte-Flore, après avoir obtenu le consentement de la majorité en nombre et en valeur des propriétaires desdits lots.

Diminuer le délai pour perception de certaine taxe.

L'avocat de la ville de Shawinigan Falls,
EDGAR BOURNIVAL.
Shawinigan Falls, le 16 novembre 1917.
5145—47-4

Avis est par le présent donné que Alexandre Aubertin, cultivateur, du quartier Emard, en la cité de Montréal, s'adressera à la législature, à sa prochaine session, pour obtenir une loi maintenant à \$100.00 l'arpent l'évaluation des terres en culture dans le quartier Emard, en la cité de Montréal, et comprenant spécialement les lots numéros 3607 et 3614, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that the town of Shawinigan Falls will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next sessions thereof, for an act to amend its charter the act 8, ED. VII, chap. 95 and the amendments thereto, the Act 4 Geo. V, chap. 85, and to modify certain provisions of the cities and towns' act, amongst others, for the following purposes :

To fix the date of municipal elections on the first judicial day of July, and in consequence to change the date of the necessary election formalities, the next general election to be held on the first judicial day of July, 1918.

To fix the voting hours for municipal elections from seven o'clock a. m. to eight o'clock p. m.

To enact that the mayor shall always and in all cases be elected by the vote of the municipal electors.

To change the date at which, before the election a candidate for the office of mayor or alderman must be qualified.

To revoke the license to sell temperance beer issued to hotels, restaurants or other establishments wherein such liquor may be sold after a first conviction for infraction of the license law.

To seize and confiscate any slot machine or any other like or gaming device found within the town limits.

To annex to the town the lots bearing the numbers 41 and 42 of the cadastre of the parish of Sainte Flore, after having obtained the consent of the majority in number and in value of the owners of said lots.

To shorten the delay for the payment of certain taxes.

EDGAR BOURNIVAL,
Attorney for the town of Shawinigan Falls.
Shawinigan Falls, 16th November, 1917.
5146—47-4

Notice is hereby given that Alexandre Aubertin, farmer, of Emard ward, in the city of Montreal, will apply to the Legislature, at the next session thereof, for an act maintaining at \$100.00 per arpent the valuation of lands under cultivation in Emard ward, in the city of Montreal, and comprising particularly the lots numbers 3607 and 3614, of the official plan and book of reference of the parish of Montreal.

Avis est aussi donné que lors de la présentation du bill de la cité de Montréal, un amendement sera proposé aux fins ci-dessus.

Les procureurs du requérant,
ROBILLARD, JULIEN, TETREAU
& MARIN.

50 Notre-Dame-Ouest,
Edifice Duluth.

5205—47-4

Notice is further given that when the bill of the city of Montreal will come before the Legislature, an amendment will be proposed for the above purposes.

ROBILLARD, JULIEN, TETREAU
& MARIN,
Attorneys for applicant.

50 Notre-Dame West,
Duluth building.

5206—47-4

Avis public est par les présentes donné que la ville Montréal-Nord, corps politique et incorporé, ayant son siège d'affaires en la ville Montréal, Nord, district de Montréal, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour entr'autres fins les suivantes :

a. Obtenir le pouvoir de charger un taux d'intérêt de 6% l'an sur tous arrérages de taxes et de réduire le fonds d'amortissement sur certains emprunts ;

b. Limiter l'affichage des avis publics à un seul endroit dans les limites de la municipalité, et supprimer les avis de convocation pour les assemblées régulières du conseil ;

c. Contraindre la cité de Montréal à ouvrir et parachever le chemin appelé Boulevard Pie IX à travers les limites de son territoire ;

d. Ratifier la résolution et le contrat d'engagement du secrétaire-trésorier de la ville Montréal-Nord, et pour autres fins.

Le secrétaire-trésorier de la ville Montréal-Nord,
J.-A. CADIEUX.
Montréal, 21 novembre 1917. 5201—47-4

Public notice is hereby given that the town of "Montréal-Nord", a body politic and corporate, having its principal place of business in the town of "Montréal-Nord", in the district of Montreal, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law for the following purposes, to wit :

a. To charge a rate of interest of 6% per annum on all arrears of taxes and to reduce the sinking fund upon certain loans ;

b. To limit the posting of public notices to only one place in the municipality, and to suppress the notices of convocation for the regular meetings of the Council ;

c. To force the city of Montreal to open and complete the public road called "Boulevard Pie IX" through its territory ;

d. To ratify and validate the resolution and the contract respecting the hiring of the secretary-treasurer of the town of Montréal-Nord, and for other purposes.

J. A. CADIEUX,
Secretary-treasurer of the town of Montréal-Nord.
Montreal, 21st November, 1917. 5202—47-4

Avis est par le présent donné que Dame Delphine Jasmin, veuve de Stanislas Jarry, et demeurant dans le quartier Bordeaux, à Montréal, s'adressera à la législature, à sa prochaine session, pour obtenir une loi maintenant et fixant à \$100.00 l'arpent l'évaluation des terres en culture dans ledit quartier, et comprenant spécialement les lots numéros 484-486-332-487 et partie sud de 483, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, et les lots numéros 267-268-347 et partie de 350, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent.

Avis est aussi donné que lors de la présentation du bill de la cité de Montréal, un amendement sera proposé aux fins ci-dessus.

Pour la requérante,
JEAN.-B. SIGOUIN,
Notaire.

Montréal, 20 novembre 1917. 5155—47-4

Notice is hereby given that Dame Delphine Jasmin, widow of the late Stanislas Jarry, residing in Bordeaux ward, in the city of Montreal, will apply to the Legislature, at the next session thereof, for an act maintaining and fixing at \$100.00 per arpent the valuation of lands under cultivation in the said ward, and comprising particularly the lots numbers 484-486-332-487 and the south part of 483, of the official plan and book of reference for the parish of Sault-au-Récollet, and the lots numbers 267-268-347 and part of 350, of the official plan and book of reference for the parish of Saint Laurent.

Notice is further given that when the bill of the city of Montreal will come before the Legislature, an amendment will be proposed for the above purposes.

JEAN.-B. SIGOUIN,
Notary,
For the applicant.

Montreal, 20th November, 1917. 5156—47-4

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, par la corporation municipale de Sainte-Marie-du-Cap-de-la-Madeleine, pour obtenir un acte érigeant ladite municipalité de Sainte-Marie-du-Cap-de-la-Madeleine, en municipalité de ville, sous le nom de ville du Cap-de-la-Madeleine, en lui conservant ses limites actuelles, et pour autoriser cette municipalité à acquérir un aqueduc et des égouts dans ses limites et pour voir au paiement.

Les procureurs,
DESILETS, DESILETS
& LADOUCEUR.

Cap-de-la-Madeleine, 13 novembre 1917.
5159—47-4

Notice is hereby given that application will be made to the Quebec Legislature, at the next session thereof, by the municipal corporation of Sainte-Marie-du-Cap-de-la-Madeleine, for an act to erect said municipality of Sainte-Marie-du-Cap-de-la-Madeleine, into a town, municipality under the name of town of Cap-de-la-Madeleine, with the present limits of the aforesaid municipality, and to authorize said municipality to acquire waterworks and sewers in its limits and provide for payment of the same.

DESILETS, DESILETS
& LADOUCEUR,
Attorneys.

Cap-de-la-Madeleine, 13th November, 1917.
5160—47-4

CITÉ DE QUÉBEC

BUREAU DU GREFFIER

20 novembre 1917.

Amendements à la charte de la cité.

Avis public est par le présent donné que la cité de Québec s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à sa charte d'incorporation, et pour demander d'être autorisée à emprunter une somme de \$486,588.44 pour rencontrer les débetures à échoir en janvier 1918, pour pourvoir au paiement de la souscription de la cité de Québec au fonds patriotique; pour rembourser certains montants payés au sujet du pont Drouin; pour payer les retenues sur contrats de travaux publics remboursables en 1918; pour combler le découvert au 30 avril 1916 à la banque de Montréal; pour travaux permanents pour le département de l'Aqueduc et pour le département des Chemins; pour travaux permanents sur les terrains de l'exposition; pour trottoirs permanents; pour améliorations à la brigade du feu; pour le prolongement de la rue Châteauguay; pour commencer l'élargissement de la côte d'Abraham; pour souscription au monument de Sir Georges-Etienne Cartier; pour modifier la loi fixant la garantie à exiger sur contrats donnés par le conseil; pour modifier la loi concernant l'entretien des chemins longeant les limites de la cité; pour modifier la loi concernant le quorum du conseil, la majorité absolue du conseil; pour modifier la loi concernant les licences; pour obtenir l'autorisation de réglementer la pose des enseignes, affiches ou annonces quelconques; pour modifier la loi concernant la construction des bâtisses, et pour autres fins.

Le greffier,

5163—47-4

H.-J.-J.-B. CHOUINARD.

VILLE DE QUÉBEC-OUEST

20 novembre 1917.

AMENDEMENTS A LA CHARTE DE LA VILLE

Avis public est par les présentes donné que la ville de Québec-Ouest présentera à la prochaine session de la législature de Québec, un bill pour amender la loi la constituant en corporation, et pour demander des pouvoirs additionnels comme suit: concernant le local de la cour du recorder; les serments à être prêtés devant le recorder; l'incarcération des prisonniers; les procédures contre les personnes qui reçoivent des filles mineures dans une maison de prostitution; les brefs de certiorari; la sanction des règlements concernant les maisons de prostitution; la qualification des personnes occupant des charges municipales; décréter que le paragraphe b de l'article 5313 des Statuts refondus, 1909, ne s'applique pas à la ville; autoriser la nomination de certains constables spéciaux; fixer les endroits où pourra se faire la présentation des candidats, et pour autres fins.

Par ordre,

Le greffier de la ville,

5165—47-4

J.-P. GALIBOIS.

AVIS.

La compagnie du Chemin de fer de la Vallée de la rivière Madeleine, corporation légale ayant sa principale place d'affaires à New-Carlisle, donne par les présentes avis qu'elle sollicitera de la législature de la province de Québec la passation

CITY OF QUEBEC

CITY CLERKS' OFFICE

November, 20th 1917.

Amendments to the city charter.

Public notice is hereby given that the city of Quebec will apply to the Legislature of this Province, at the next session thereof, to obtain certain amendments to its charter of incorporation, and to be authorized to borrow the sum of \$486,588.44 to meet debentures maturing in January, 1918, to provide for the payment of the subscription of the city of Quebec to the Patriotic Fund; to refund certain sums paid on account of the Drouin Bridge; to pay certain retenues on contracts for public works to be reimbursed in 1918; to cover the amount overdrawn at the bank of Montreal, on the 30th of April, 1916; for permanent works for the department of Aqueduc and for the roads department; for permanent works on the grounds of the exhibition; for permanent sidewalks; for improvements in the fire brigade; for the extension of Châteauguay street, to begin the widening of Abraham Hill; for subscription to erect a monument to Sir Georges-Etienne Cartier; to modify the law concerning the securities to be exacted in contracts awarded by the council; to modify the law concerning the maintenance of roads running along side the city limits; to modify the law concerning the quorum of the council; to modify the law concerning licenses; to obtain power to regulate by by-laws the laying out of signs, posters and advertisements of all kinds; to modify the law concerning the construction of buildings, and for other purposes.

H.-J.-J.-B. CHOUINARD,

5164—47-4

City Clerk.

TOWN OF QUEBEC-WEST

November 20th, 1917.

AMENDMENTS TO THE TOWN CHARTER

Public notice is hereby given that the town of Quebec-West shall apply to the Legislature of this province, at its next session, to ask certain amendments to its charter and to seek further powers as follows, to wit: concerning the location of the Recorder's Court; the oaths to be taken before the Recorder; the confining of prisoners; proceedings against persons who receive young girls in a house of prostitution; writs of certiorari; the sanction of by-laws concerning houses of prostitution; qualification of persons occupying municipal charges; to enact that paragraph b of article 5313 of the Revised Statutes, 1909, does not apply to the town; to authorize the appointment of certain special constables; to fix the places where candidates may be nominated, and for other purposes.

By order,

J.-P. GALIBOIS,

5166—47-4

Town Clerk.

NOTICE.

The Magdalen River Valley Railway Company, a body politic and corporate having its principal place of business at New Carlisle, hereby gives notice that it will apply at the next session of the Legislature of the Province of

d'une loi amendant sa charte, et autorisant la compagnie à prolonger sa voie ferrée à partir de son présent terminus, tel que pourvu dans la section 1 du chapitre 109 du statut 8 Edouard VII, dans une double direction sud et est, pour raccordement avec le "Atlantic, Québec and Western Railway", ou la "Canada & Gulf Terminal Railway", ou les deux, à Gaspé, ou à aucun autre endroit convenable sur lesdites voies ferrées. De plus, ladite compagnie demandera qu'on l'autorise à exproprier la propriété pour construire des quais, jetées, voies d'évitement, gares, hangars ou aucunes autres commodités à eau profonde dans aucun endroit sur la côte de Gaspé ou à l'intérieur, qui pourraient devenir indispensables à la construction dudit chemin de fer, à sa mise en service, à son prolongement ; et pour autres objets.

Le secrétaire de la compagnie du chemin de fer de la Vallée de la rivière Madeleine,

F. MURPHY.

F. Murphy, procureur et agent de
"Magdalen Ry, Coy."

New Carlisle, 22 novembre 1917. 5215—47-4

Quebec for the passing of an Act amending its charter, and authorizing the said Company to extend its line of Railway from its present terminus as provided in section 1, of chapter 109 of the statute 8, Edward VII, running both in a southward and eastward direction to connect with Atlantic Quebec and Western Railway, or The Canada & Gulf Terminal Railway, or with both at Gaspé, or any other convenient point on the lines of Railway. Further that the said Railway Company be authorized, to expropriate property for the construction of wharves, piers, sidings, stations, sheds or any deep water facilities at any place on the Gaspé coast or inland, which may be necessary for the building and operation of the said Railway, and its extension, and for other purposes.

F. MURPHY,

Secretary of the Magdalen River Valley

Railway Company.

F. Murphy, attorney and agent

for Magdalen Railway Company.

New Carlisle, 22nd November, 1917 5216—47-4

Département des terres et forêts

Conformément aux articles 1623, 1624 et 1625, S. R. P. Q., 1909, un permis de coupe de bois sur des terrains submergés par le barrage du Saint-Maurice, à La Loutre, d'une superficie approximative de cent milles carrés, sera offert à l'enchère, le 12 décembre prochain, à onze heures de l'avant-midi, au bureau du ministre des terres et forêts, à Québec, et adjugé au plus haut enchérisseur, sujet aux lois et règlements des bois.

Prime d'adjudication payable comptant.

Il sera prélevé sur le bois coupé en vertu de ce permis la moitié des droits fixés par les règlements.

Sous-ministre des terres et forêts,

5207—47-3 ELZ.-MIVILLE DECHENE.

Department of Lands and Forests

In conformity with articles 1623, 1624 and 1625, R. S. P. Q., 1909, a permit to cut timber on the lands flooded by the building of a dam on the Saint-Maurice, at La Loutre, covering an approximate area of one hundred square miles, will be offered at public auction, on the 12th of December next, at eleven o'clock in the forenoon, at the office of the Minister of Lands & Forests, Quebec, and adjudged to the highest bidder, subject to the timber laws and regulations.

The price of adjudication is payable cash.

The timber cut in virtue of such permit will be liable to fifty per cent of the stumpage dues fixed by the regulations.

ELZ.-MIVILLE DECHENE,

5208—47-3 Deputy Minister of Lands & Forests.

ERRATUM

A la page 2462, de la *Gazette officielle* du 10 novembre 1917, aux numéros 4911-4912, au premier paragraphe, à la huitième ligne, après les mots "sous le nom de" : lisez "La municipalité du village de Saint-Joseph-d'Alma, au lieu de "La municipalité de Saint-Joseph-d'Alma. 5209

ERRATUM

On page 2462 of the *Official Gazette* of the 10th November, 1917, document numbers 4911-4912, at the eighth line of the first paragraph, after the words "under the name of" read : "The municipality of the village of Saint-Joseph-d'Alma" instead of "The municipality of Saint-Joseph-d'Alma". 5210

Faillite—avis de

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. Dans l'affaire de Harry Gruber, 269a rue Saint-Antoine, Montréal, failli.

Avis est par le présent donné qu'un second et dividende final a été déclaré et sera payable à nos bureaux, le mardi, 11 décembre 1917.

Toute contestation de ce dividende doit être déposée entre nos mains avant la date sus-mentionnée.

Les curateurs,

TURCOTTE & MERRILL.

97 rue Saint-Jacques, Montréal.

5199

Notices of Bankruptcy

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. In the matter of Harry Gruber, 269a, Saint Antoine street, Montreal, insolvent.

Notice is hereby given that a second and final dividend has been declared and will be payable at our offices, on Tuesday, the 11th of December, 1917.

Any contestation of this dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

TURCOTTE & MERRILL,

Curators.

97, Saint-James street, Montreal.

5200

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 83. Dans l'affaire de "Higgins & Lee Motor Supplies, Ltd.", en liquidation.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, sujet à contestation jusqu'au 5 décembre 1917, après laquelle date, le dividende sera payable au bureau des soussignés.

Les liquidateurs conjoints,

FINLAYSON & GARDENER.

924 immeuble "Power",

Rue Craig Ouest.,

Montréal, 19 novembre 1917.

5197

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 83. In the matter of Higgins & Lee Motor Supplies, Ltd., in liquidation.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until 5th December, 1917, after which date dividend will be payable at the office of the undersigned.

FINLAYSON & GARDENER,

Joint liquidators.

924 Power Building,

Craig street, West.

Montreal, 19th November, 1917.

5198

Ventes à l'encan

Canada, province de Québec, district de Québec, cour supérieure, No 211. Dans l'affaire de Napoléon Richard, épiciier, Limoilou, insolvable.

Avis est par le présent donné que MERCREDI le CINQUIEME jour de DECEMBRE 1917 à ONZE heures A. M., sera vendu à notre bureau, 101 rue Saint-Pierre, Québec, les immeubles de cette faillite, comme suit :

Un terrain situé coin de la 3ème Avenue et 6ème rue, connu et désigné comme étant le lot numéro soixante-dix des subdivisions du lot numéro cinq cent neuf (509-70) du cadastre officiel de Saint-Roch nord, quartier Limoilou, cité de Québec—avec bâtisses dessus construites.

Un terrain situé sur le chemin de la Canardière connu et désigné comme étant le lot numéro trois cent quatre-vingt-quinze des subdivisions du lot numéro cinq cent huit (508-395) du cadastre officiel de Saint-Roch Nord, quartier Limoilou, cité de Québec—avec bâtisses dessus construites.

Un terrain situé sur la 5ème rue, connu et désigné comme étant le lot numéro trois cent cinq des subdivisions du lot numéro cinq cent huit (508-305) du cadastre officiel de Saint-Roch Nord, quartier Limoilou, cité de Québec—avec bâtisses dessus construites.

Conditions de paiement : argent comptant.

Les curateurs conjoints,

BEDARD & BELANGER.

Bureau : 101 rue Saint-Pierre.

Québec, le 22 novembre 1917.

5211

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 283. Dans l'affaire de Eudore-D. Demeule, boulanger, Québec, insolvable.

Avis est par le présent donné que mercredi, le 12 décembre 1917, à 11 heures a. m., sera vendu à notre bureau, 101 rue Saint-Pierre, Québec, l'immeuble de cette faillite comme suit :

Un terrain situé No 33 & 35 rue Morin, St-Sauveur-de-Québec, connu et désigné sous le numéro huit cent soixante-neuf (869), du cadastre officiel pour la paroisse de St-Sauveur-de-Québec—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et sujet à une rente annuelle et constituée de \$10.00 payable le 29 septembre.

Conditions de paiement : Argent comptant.

Les curateurs conjoints.

BEDARD & BELANGER.

Bureau 101 rue Saint-Pierre.

Québec, le 22 novembre 1917.

5213

Auction Sales

Canada, province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 211. In the matter of Napoléon Richard, grocer, Limoilou, insolvent.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the FIFTH day of DECEMBER 1917, at ELEVEN o'clock A. M., will be sold at our office, 101 Saint Peter street, Quebec, the properties of this estate as follows :

One lot of land situated corner of 3rd Avenue and 6th street, known and designated as lot number seventy of the subdivision of lot number five hundred and nine (509-70) of the official cadastre for Saint Roch Nord, Limoilou ward, city of Quebec—with the buildings thereon constructed.

One lot of land situated on the Canardière road, known and designated as lot number three hundred and ninety five of the subdivision of lot number five hundred and eight (508-395) of the official cadastre for Saint Roch Nord, Limoilou ward, city of Quebec—with the buildings thereon constructed.

One lot of land situated on 5th street, known and designated as lot number three hundred and five of the subdivision of lot number five hundred and eight (508-305) of the official cadastre for Saint Roch Nord, Limoilou ward, city of Quebec—with the buildings thereon constructed.

Term of sale : cash.

BEDARD & BELANGER,

Joint curators.

Office : 101 Saint Peter street.

Quebec, 22nd November, 1917.

5212

Canada, province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 283. In the matter of Eudore-D. Demeule, baker, Quebec, insolvent.

Notice is hereby given that on Wednesday, 12th December, 1917, at 11 o'clock a.m., will be sold at our office, 101 Saint Peter street, Quebec, the property of this estate as follows :

One lot of land situated at Nos 33 and 35 Morin street, Saint Sauveur of Quebec, known and designated under number eight hundred and sixty nine (869), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur of Quebec—with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, and subject to an annual rental of \$10.00 payable on the 29th September.

Terms: Cash.

BEDARD & BELANGER,

Joint curators.

Office, 101 Saint Peter street.

Quebec, 22nd November, 1917.

5214

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser "*Gazette Officielle*", Québec.
2. Indiquer le nombre d'insertions.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules :

1. Address "*The Official Gazette*", Québec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNÉS PLUS BAS, SI CES CONDITIONS NE SONT PAS REMPLIES L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

Tarif des annonces :

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate)

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 25c.

Feuilles volantes, 65c par douzaine.

The rates are :

First insertion, 10 cents per line (agate measure.)

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 25 cents per single number.

Slips, 65 cents per dozen.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursday, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number; the second number the *Gazette* number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

L'imprimeur du Roi,
E.-E. CINQ-MARS.

Hôtel du gouvernement,
Québec, 4 avril 1914.

5019

E.-E. CINQ-MARS,
King's Printer.

Government House,
Québec, 4th April, 1914.

5020

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 47.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 47.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Anagnospoulos vs Ducas.....	2610
Bourdeau vs Laucialt.....	2609
" Cookburn vs Ross.....	2609
" Dien vs Trudeau.....	2609
" Fournier vs Brunet.....	2610
" Lafortune vs Savard.....	2610
" Lemieux vs Vinet.....	2609
" Morissette vs Vanasse.....	2609
" Rémillard vs Destroismaisons dit Picard.....	2609
" Rousseau vs Gagnon.....	2610

Dme Anagnospoulos vs Ducas.....	2610
" Bourdeau vs Lancialt.....	2609
" Cookburn vs Ross.....	2609
" Dion vs Trudeau.....	2609
" Fournier vs Brunet.....	2610
" Lafortune vs Savard.....	2610
" Lemieux vs Vinet.....	2609
" Morissette vs Vanasse.....	2609
" Rémillard vs Destroismaisons dit Picard.....	2609
" Rousseau vs Gagnon.....	2610

ANNONCEURS, avis aux..... 2629

ADVERTISERS, notice to..... 2629

BILLS PRIVÉS :—

PRIVATE BILLS :—

Assemblée législative..... 2532

Legislative Assembly..... 2582

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—

Aubertin, Alexandre.....	2624
Cie de chemin de fer Alma & Jonquières.....	2607
Cité de Maisonneuve.....	2605
Cité de Montréal.....	2595
Cité de Montréal.....	2607
Cité de Saint-Hyacinthe.....	2594
Commission des écoles catholiques de Montréal.....	2599
Corporation archiépiscopale catholique Romaine de Montréal.....	2599
Corporation du village de Sainte-Rose.....	2604
Delvecchio, Pierre-Thomas (Succ.).....	2592
DeSerres, Gaspard <i>et al.</i>	2602
Drolet, Ernest-C. et autres.....	2593
Dupré, Israel.....	2593
Fonds de Secours des Forestiers Catholi- ques de la province de Québec.....	2602
Jasmin, Dme Delphine.....	2625
La cité de Québec.....	2626
La cité de Sorel.....	2606
La Cie de Téléphone Nationale.....	2593
La cité de Verdun.....	2604
La Commission des écoles protestantes de la cité de Montréal.....	2599
La Compagnie hydraulique de Saint- François.....	2600
La corporation de la ville Saint-Laurent.....	2601
La corporation de la ville de Joliette.....	2601
La Cie du chemin de fer de la Vallée de la rivière Madeleine.....	2626
La corporation municipale de Sainte- Marie-du-Cap-de-la-Madeleine.....	2625
La municipalité du village Hébertville Station.....	2605
La Prévoyance.....	2606
La ville Laval-des-Rapides.....	2595
Les contribuables de la paroisse de Notre- Dame-des-Neiges.....	2600
Municipalité de la paroisse de Saint- Clément.....	2604
Municipalité Sainte-Marie-Madeleine-du- Cap-de-la-Madeleine.....	2598
National Trust Coy., Ltd.....	2600
Robitaille, Joseph-Ernest.....	2592
Shawinigan Water & Power Coy.....	2608
Société Saint-Jean-Baptiste, de Montréal.....	2607
Succession Frederick-Thomas Judah.....	2603
Succession John Pratt.....	2601
The British Canadian Life and Accident Insurance Co.....	2403
The Congregational of English, German & Polish Jews, of Montreal.....	2607
The Lyman Real Estate Corporation, Limited.....	2600
Union Saint-Joseph et Saint-Michel.....	2602
Ville de Longueuil.....	2598
Ville de Pointe-Claire.....	2605
Ville de Saint-Lambert.....	2603
Ville de Shawinigan-Falls.....	2624
Ville de Montréal-Nord.....	2625
Ville de Québec-Ouest.....	2626
Wilson, Chs, l'hon, succession.....	2592

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE:—

Aubertin, Alexandre.....	2624
Cie de chemin de fer Alma & Jonquières.....	2607
City of Maisonneuve.....	2605
City of Montreal.....	2595
City of Montreal.....	2607
City of Saint Hyacinthe.....	2594
Catholic school commission of Montreal.....	2599
Roman Catholic Archiepiscopal Corpora- tion of Montreal.....	2599
Corporation of the village of Sainte Rose.....	2604
Delvecchio, Pierre-Thomas (estate).....	2592
DeSerres, Gaspard <i>et al.</i>	2602
Drolet, Ernest-C. and others.....	2593
Dupré, Israel.....	2593
Fonds de Secours des Forestiers Catholi- ques de la province de Québec.....	2603
Jasmin, Dme Delphine.....	2625
The city of Quebec.....	2626
The city of Sorel.....	2606
La Cie de Téléphone Nationale.....	2593
The city of Verdun.....	2604
The Protestant Board of School Commis- sion of the city of Montreal.....	2599
The Saint Francis Hydraulic Company.....	2600
The corporation of the town of St. Laurent.....	2601
The corporation of the town of Joliette.....	2601
The Magdalen River Valley Railway Company.....	2626
The Municipal Corporation of Sainte- Marie-du-Cap-de-la-Madeleine.....	2625
The municipality of the village Hébert- ville Station.....	2605
La Prévoyance.....	2606
The town of Laval-des-Rapides.....	2595
The ratepayers of the parish of Notre- Dame-des-Neiges.....	2600
The municipality of the parish of Saint Clément.....	2604
Municipality Sainte-Marie-Madeleine-du- Cap-de-la-Madeleine.....	2598
National Trust Coy., Ltd.....	2600
Robitaille, Joseph-Ernest.....	2592
Shawinigan Water & Power Coy.....	2608
Société Saint-Jean-Baptiste, of Montreal.....	2607
Estate Frederick-Thomas Judah.....	2603
Estate John Pratt.....	2601
The British Canadian Life and Accident Insurance Co.....	2603
The Congregational of English, German & Polish Jews, of Montreal.....	2607
The Lyman Real Estate Corporation, Limited.....	2600
Union Saint-Joseph et Saint-Michel.....	2602
Town of Longueuil.....	2598
Town of Pointe-Claire.....	2605
Town of Saint Lambert.....	2603
Town of Shawinigan-Falls.....	2624
Town of Montreal-North.....	2625
Town of Quebec-West.....	2626
Wilson, Chs, Hon., estate.....	2592

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Demande d'annexer divers lots du canton Leeds à la mun. scolaire Saint-Antoine- de-Pontbriand.....	2608
--	------

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS:—

Permis de coupe de bois, Rivière-à-la- Loutre.....	2627
---	------

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Application to annex several lots of the township of Leeds to the school muni- cipality of Saint Antoine-de-Pontbriand.....	2608
---	------

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS:—

Permit to cut timber, Rivière-à-la- Loutre.....	2627
--	------

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR:—

L'Ordre des Chevaliers de Champlain.... 2608

ERRATUM:—

Page 2462, 10 novembre 1917, No 4911-12 2627

FAILLITE—AVIS DE:—

Higgins & Lee Motor Supplies Ltd,
dividende..... 2628
Gruber, Harry, dividende..... 2627
Guenette Pierre, nom. de curateur..... 2612
Lachapelle, Joseph-Alfred, nom. de
curateur..... 2612
Mitchell (succession)..... 2611
The Royal Agricultural School of Saint
Adolphe, nom. de liquidateur..... 2611
United Photographic Stores, Ltd, (Divi-
dende)..... 2611

LETTRES PATENTES:—

Colborn Company, Limited..... 2623
Décary, Itée..... 2585
La Compagnie Jalbert, incorporée..... 2587
Le Club Nautique de Sorel, incorporé... 2582
Leslie, R.-J., Ltd..... 2586
Lewis, Apedaile & Hanson, Incorp..... 2583
Paige Motros of Montreal..... 2589
Parisian Wardrobe Coy., Ltd..... 2586
Porter Mallory Coy., Ltd..... 2591
Victoria Doll & Toy, Manufacturing Coy.,
Ltd..... 2583

LIQUIDATION—AVIS DE:—

L'Union Saint-Joseph-de-Saint-Ambroise-
de-la-Jeune-Lorette..... 2611

MINUTES DE NOTAIRE:—transport de:—

En faveur de Eugène Leveillé..... 2612

NOMINATIONS:—

Dubreuil, Anthime, régistrateur..... 2581
Greffier de la cour de magistrat, de Val-
Brillant..... 2581
Juges de paix, districts de Montréal et
Arthabaska..... 2581

ORDRE DE COUR:—

Poulos, Denis vs Picoulos..... 2612

PROCLAMATION:—

Expédition des affaires de la province... 2581

RATIFICATION DE TITRE:—

Nugent, Charles..... 2613

VENTES PAR ENCAN:—

Chemin de fer du Pacifique Canadien... 2610
Demeule, Eudore-D..... 2628
Richard, Napoléon..... 2628

VENTE PAR LICITATION:—

Damien Lalonde, Itée..... 2613

TREASURY DEPARTMENT:—

L'Ordre des Chevaliers de Champlain.... 2608

ERRATUM:—

Page 2462, 10th Nov. 1917, No. 4911-12 2627

BANKRUPT NOTICES:—

Higgins & Lee Motor Supplies Ltd,
dividend..... 2628
Gruber, Harry, dividend..... 2627
Guenette Pierre, curator's appt..... 2612
Lachapelle, Joseph-Alfred, curators' appt. 2612
Mitchell estate..... 2611
The Royal Agricultural School of Saint
Adolphe, liquidator's appt..... 2611
United Photographic Stores, Ltd, divi-
dend..... 2611

LETTERS PATENT:—

Colborn Company, Limited..... 2623
Décary, Itée..... 2585
La Compagnie Jalbert, incorporée..... 2587
Le Club Nautique de Sorel, incorporé... 2582
Leslie, R.-J., Ltd..... 2586
Lewis, Apedaile & Hanson, Incorp..... 2588
Paige Motros of Montreal..... 2589
Parisian Wardrobe Coy., Ltd..... 2586
Porter Mallory Coy., Ltd..... 2591
Victoria Doll & Toy, Manufacturing Coy.,
Ltd..... 2583

WINDING UP NOTICE:—

L'Union Saint-Joseph-de-Saint-Ambroise-
de-la-Jeune-Lorette..... 2611

NOTARIAL MINUTES TRANSFERRED:—

In favor of Eugène Leveillé..... 2612

APPOINTMENTS:—

Dubreuil, Anthime, registrar..... 2581
Clerk of the Magistrate's Court of Val-
Brillant..... 2581
Justices of the peace, districts of Montreal
and Arthabaska..... 2581

RULE OF COURT:—

Poulos, Denis vs Picoulos..... 2612

PROCLAMATION:—

Despatch of the business of the Province 2581

CONFIRMATION OF TITLE:—

Nugent, Charles..... 2613

AUCTION SALES:—

Canadian Pacific Railway Coy..... 2610
Demeule, Eudore-D..... 2628
Richard, Napoléon..... 2628

SALE BY LICITATION:—

Damien Lalonde, Itée..... 2613

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ARTHABASKA:—

La Banque d'Hochelaga vs Charest..... 2615

GASPÉ:—

Enright vs Lecourtois..... 2615

Marcotte vs Anderson..... 2616

MONTMAGNY:—

Dorchester Lumber Co. Ltd vs Asselin.. 2616

MONTREAL:—

Clermont vs Connolly *et al*..... 2617

Laperle vs Arsène Lamy, Ltée..... 2616

Lawrence vs Wollenberg..... 2619

Lefebvre vs Chartrand..... 2617

McRea vs Villemaire..... 2618

Roy vs Dme Angrignon..... 2618

Stanger vs Villemaire..... 2619

QUÉBEC:—

Jacques *et al* vs Samson..... 2621

La cité de Québec vs Dme Caron..... 2620

Sirois vs Vachon..... 2621

ROBERVAL:—

Breton vs Lavoie..... 2621

Le Prêt Hypothécaire vs Juneau..... 2622

SAINT-FRANÇOIS:—

Chaddock vs Hunting..... 2622

Martin vs Palardy..... 2623

SHERIFFS' SALES:—

ARTHABASKA:—

La Banque d'Hochelaga vs Charest..... 2615

GASPE:—

Enright vs Lecourtois..... 2615

Marcotte vs Anderson..... 2616

MONTMAGNY:—

Dorchester Lumber Co. Ltd vs Asselin.. 2616

MONTREAL:—

Clermont vs Connolly *et al*..... 2617

Laperle vs Arsène Lamy, Ltée..... 2616

Lawrence vs Wollenberg..... 2619

Lefebvre vs Chartrand..... 2617

McRea vs Villemaire..... 2618

Roy vs Dme Angrignon..... 2618

Stanger vs Villemaire..... 2619

QUEBEC:—

Jacques *et al* vs Samson..... 2621

The city of Quebec vs Dme Caron..... 2620

Sirois vs Vachon..... 2621

ROBERVAL:—

Breton vs Lavoie..... 2621

Le Prêt Hypothécaire vs Juneau..... 2622

SAINT FRANCIS:—

Chaddock vs Hunting..... 2622

Martin vs Palardy..... 2623